

DOSSIER D'ETUDE n° 87

Décembre 2006



**BVA, CSA, IFOP, IPSOS,
Louis Harris, SOFRES**

Famille et Société

Sondages 2006

**CNAF
Lucienne Hontarrede**

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	4
FAMILLE - SOCIETE	5
Les Français dans 10 ans.....	5
Radioscopie des Français.....	7
Le moral des Français	12
Les Français et le mariage.....	13
Les Français et le modèle social en matière d'emploi	14
Quelles sont les causes du chômage des jeunes selon les Français	17
La motivation au travail et les facteurs d'amélioration du travail en France.....	18
Les pratiques culturelles préférées des Français	20
L'Observatoire de l'endettement des ménages 2006	22
La satisfaction de l'action menée par le Gouvernement en matière économique et sociale	23
Pessimistes pour la société, mais optimistes pour eux-mêmes	24
Le regard des Français sur les 25 dernières années.....	26
La santé	29
Les Français et l'hôpital	33
Travailler plus pour gagner plus, ou prendre ses congés : les Français partagés	35
Les personnes vulnérables	36
Les Français et leurs voisins.....	48
La perception des idées reçues à l'égard des personnes en situation de handicap par les Français	49
L'âge idéal de départ à la retraite	54
Les services publics locaux et la gestion déléguée	55
Les 10 urgences des Français.....	64
E-administration : 2006, le temps du service	65
Les Français et Internet	66
La qualité de l'enseignement et l'égalité des chances à l'école.....	67
Le regard des Français sur l'école et la formation	68
Le sentiment d'insécurité depuis que Nicolas Sarkozy est ministre de l'Intérieur.....	69
Les Français et la fiscalité locale.....	70
La vie en France est-elle plus facile il y a trente ans qu'aujourd'hui ?	71
Ecole : regards croisés parents-enseignants	72
Les Français et la hausse du pouvoir d'achat	74
L'opinion des Français sur les acquis sociaux	75
Les Français et l'innovation publique	78
ADOLESCENCE - JEUNESSE.....	80
Consultation auprès des jeunes	80
ADOLESCENTS EN 2006 : MALGRE L'INQUIETUDE, LA POSITIVE ATTITUDE	90
La moitié des internautes de 15 à 19 ans ont créé un blog.....	97
Le baromètre des jeunes (3ème volet : les jeunes et la politique)	98
L'Etudiant	100
Les jeunes et leur avenir	104
La modernité contre la jeunesse ?	108

TERRITOIRES - LOGEMENT	113
Les Français, les maires et la question du logement.....	113
Habiter et vivre en Ile-de-France.....	115
Les Français et l'essor de la colocation.....	119
TEMPS LIBRE - LOISIRS	121
Les enfants et les grandes vacances	121
Le budget des Français pour les vacances d'été.....	130
Résultats de l'enquête sur le budget vacances d'été 2006	131

AVANT-PROPOS

Pour la cinquième fois, les sondages réalisés au cours de l'année sur les questions familiales et sociales sont réunis dans un dossier d'étude.

Les données et analyses sont présentées en cinq thématiques :

- Famille - Société
- Adolescence – Jeunesse
- Territoires - Logement
- Temps Libre - Loisirs

Ces sujets ont été choisis en fonction de l'actualité des sondages eux-mêmes.

Les sondages, tableaux, commentaires et articles parus dans la presse, ont été repris sur Internet, sur les sites des instituts BVA, CSA, IFOP, IPSOS, Louis Harris et SOFRES.

Nous mettons à disposition ces chiffres et ces analyses, rédigés par les sondeurs, sans entrer dans les débats - importants - sur la nature, la légitimité et les performances des enquêtes par sondage¹.

Ces données ont vocation à enrichir les travaux d'expertise sur les politiques sociales et familiales.

Lucienne HONTARREDE
Pôle valorisation et diffusion
DSER – CNAF

¹ Voir l'avant-propos de *Vingt sondages récents autour de la famille*, Dossier d'études, CNAF, 2002, n° 28.

Les Français dans 10 ans

SOFRES – janvier 2006
Expressions de tendances

Réalisée pour *Expressions de tendance* - groupe de réflexion prospective sur l'évolution des modes de vie créé à l'initiative du Club des annonceurs, de l'AACC et de TF1 Publicité - notre étude se penche sur la vision qu'ont les Français de leur avenir et de l'évolution de notre société. Plus précisément, elle étudie et permet de recueillir le sentiment des Français sur un certain nombre de scénarii possibles à 10 ans dans des domaines aussi variés que les tendances alimentaires, vestimentaires, le monde du travail, les loisirs, les phénomènes naturels ou encore les tendances sociétales et l'influence des différents types de leaders d'opinion ou institutions.

Des Français satisfaits de leur situation actuelle et plutôt confiants en l'avenir

Le premier résultat de cette étude montre une satisfaction élevée des Français vis-à-vis de leur vie actuelle. 80 % d'entre eux se déclarent en effet très ou assez satisfaits de la vie qu'ils mènent et 59% pronostiquent que cette dernière se sera un peu ou nettement améliorée dans 10 ans (à ce titre, seuls 6% des individus interrogés estiment que leur vie se sera nettement dégradée).

On note sur ce point un optimisme particulièrement marqué chez les moins de 35 ans qui s'avèrent confiants en leur avenir.

Les tendances sociétales : un éclatement du modèle familial traditionnel plus qu'une dérive des avancées scientifiques

En matière de grandes tendances sociétales, l'heure ne semble pas être à une dérive des évolutions scientifiques mais plutôt à un éclatement généralisé des modèles familiaux traditionnels. En effet, sur une liste d'évolutions possibles de la société à 10 ans, le fait d'élever seul ses enfants (familles monoparentales) arrive en tête avec 94 % de " crédibilité " (évolution probable ou certaine). Viennent ensuite les mariages entre personnes de couleur ou de religion différentes (90 %), le fait pour les enfants d'habiter de plus en plus tard chez leurs parents (90 %), le fait de changer plusieurs fois de conjoint au cours de sa vie (86 %) ou encore la généralisation du mariage homosexuel (81%). Les sociétés sur le modèle " patriarcal " où plusieurs générations cohabitent sous le même toit ne sont pas vues comme le courant dominant à 10 ans avec seulement 48 % de crédibilité. De même, le fait de pouvoir choisir le sexe de son enfant ou le clonage humain ne sont pas des évolutions jugées crédibles à moyen terme.

Une alimentation qui soigne davantage qu'un retour aux produits naturels

Invités à se prononcer sur les tendances en matière d'alimentation, les Français voient plutôt une société orientée vers une alimentation industrielle qu'un retour à des produits naturels. Ainsi, si 86 % des Français estiment que nous serons très attentifs à l'alimentation de nos enfants, cela relèverait, semble-t-il, plus d'une façon de pallier les dérives actuelles qu'à un retour à une alimentation saine et équilibrée. 83% des individus interrogés pensent que nous consommerons de plus en plus de produits industriels tout prêts, contre 56% estimant que nous mangerons de plus en plus de produits du terroir, de produits traditionnels.

De même, 80 % des individus estiment que nous consommerons de plus en plus d'aliments qui soignent (qui aident à réduire le cholestérol, à contrôler le diabète par exemple) contre 59 % que nous mangerons de façon équilibrée. Enfin, 70 % des interviewés estiment que nous mangerons de plus en plus d'OGM contre 61 % que nous mangerons de plus en plus de produits bio. On note par ailleurs que les plus jeunes (18 à 24 ans) semblent avoir intégré la " malbouffe " comme un état de fait puisqu'ils sont moins nombreux à penser que notre alimentation sera équilibrée ou encore que nous mangerons de plus en plus de produits du terroir, de produits traditionnels.

L'habillement : de nouvelles matières plus que de nouveaux styles

En matière d'évolution possible de notre façon de nous habiller, les pronostics des Français ne s'orientent ni vers une grande originalité, ni vers une uniformisation des styles vestimentaires : car seuls 39% des Français pensent que nous serons de plus en plus habillés tous pareil et 38% que nous porterons des vêtements originaux, personnalisés pour chacun de nous. Les véritables nouveautés se situeraient donc plus au niveau des matières utilisées : 86% des individus interrogés estiment qu'il y aura de nouveaux tissus, avec de nouvelles propriétés ; et de l'augmentation du nombre de créateurs et de marques 66%, et cela sera d'autant plus important aux yeux des jeunes de 18 à 24 ans : 79 %.

Des anticipations d'un durcissement du monde du travail, avec plus de mobilité, de flexibilité et de précarité

La fidélité à une même entreprise, voire à une même région est définitivement révolue pour les Français qui sont 95 % à penser que nous changerons certainement ou probablement plusieurs fois de métiers au cours de notre vie et 91 % que nous changerons de région, de pays pour des raisons professionnelles. En matière de conditions de travail, les Français ont une vision assez pessimiste de l'avenir puisque 87 % d'entre eux estiment crédible l'hypothèse d'un développement du travail précaire, avec un risque de chômage accru. De même 90 % d'entre eux pensent que nous travaillerons plus longtemps, que nous prendrons notre retraite plus tard.

En parallèle, de nouvelles formes de travail se développeront comme le travail à domicile 82 %, ou le travail " sur mesure " plus individualisé 70 %.

Le temps libre : du temps pour soi avant de le consacrer aux autres

Dans un contexte professionnel plus dur, plus tendu, le temps libre sera d'abord consacré à la sphère la plus proche : 76 % des Français estiment ainsi qu'ils prendront plus de temps pour leur famille leurs proches, leurs amis contre 45 % qu'ils consacreront davantage de temps à des associations, au bénévolat.

Au sein de ce temps libre, les voyages seront plus fréquents mais pour de plus courtes périodes (84 % de crédibilité pour cette hypothèse). Si 76 % des individus pensent que la découverte du monde se fera moins en se déplaçant que grâce à Internet ou à la télévision, 73 % d'entre eux estiment aussi que l'on redécouvrira des manières de voyager traditionnelles comme le bateau, la péniche, le cheval, le vélo ou la marche. Les voyages très longs (de 6 mois à un an) ou très loin (dans l'espace ou dans la lune) sont aujourd'hui encore peu crédibles (23 % de crédibilité).

Si la découverte du monde se fera avec les nouvelles technologies, ces dernières seront à coup sûr " nomades " : 95 % des individus pensent en effet qu'on pourra regarder la télévision sur le téléphone mobile, les lecteurs nomades (type I-Pod) ou les ordinateurs. De même, tous les achats courants se feront sur Internet pour 93 % des individus. Le vote aux élections par Internet ou par SMS semble même possible pour 83 % des interviewés.

Le cadre de vie : le bonheur est dans le pré

En matière de cadre de vie, la capitale ne fait pas du tout rêver puisque seuls 9 % des interviewés pensent que les Français vivront davantage à Paris ou en région parisienne. Plus encore, 43 % des interviewés pensent que les Français fuiront les grandes villes au profit de la campagne ou des villages, ou encore des petites villes de province pour 39 % d'entre eux.

Influence des leaders d'opinion : place aux citoyens et aux consommateurs

Si l'Union Européenne est l'institution qui aura, selon les interviewés, le plus d'influence sur la vie des Français dans 10 ans (78 % de crédibilité), les représentants des associations de citoyens et de consommateurs arrivent en seconde place (74 %) juste devant les patrons des médias. La sphère économique prendra par ailleurs le pas sur la sphère politique puisque les hommes politiques français n'arrivent qu'après les patrons des grandes entreprises françaises ou étrangères. Les leaders syndicaux arrivent en dernière position.

Influence des grands phénomènes : une liste impressionnante de pouvoirs d'influence

Lorsqu'ils sont interrogés sur les phénomènes qui auront le plus d'importance sur la façon dont nous vivons en France dans 10 ans, quasiment tous les phénomènes présentés obtiennent des scores élevés (supérieurs à 80 %). Dans l'ordre, le développement des nouveaux moyens de communication aura, semble-t-il, le plus d'influence sur notre façon de vivre. Viennent ensuite le réchauffement de la planète et la diminution des ressources énergétiques, le vieillissement de la population française, le développement de nouveaux médicaments pour guérir le cancer ou encore l'explosion économique des pays d'Asie comme l'Inde ou la Chine.

On note par ailleurs un faible optimisme en matière de réduction des inégalités entre les pays riches et les pays en voie de développement (50 % de crédibilité).

Fiche Technique

Sondage effectué pour Expressions de Tendances – Date de réalisation : les 11 et 12 Janvier 2006 – Echantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile par le réseau des enquêteurs de TNS SOFRES. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Le bonheur au quotidien

- Quelle attitude correspond le mieux à la votre ? Vous êtes actuellement...

En %	Ensemble des Français Décembre 2005
Heureux	84
Très heureux	23
Plutôt heureux	61
Pas heureux	15
Plutôt pas heureux	9
Pas du tout heureux	6
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

- Et selon vous, quelle attitude correspond le mieux à celle des Français ? Ils sont actuellement...

En %	Ensemble des Français Décembre 2005
Heureux	26
Très heureux	1
Plutôt heureux	25
Pas heureux	72
Plutôt pas heureux	55
Pas du tout heureux	17
Ne se prononcent pas	2
TOTAL	100

Le bonheur et la relation au travail

- Et laquelle de ces possibilités correspond le mieux à ce que vous pensez...?
Question posée aux salariés du public et du privé ainsi qu'aux personnes à leur compte.

En %	Ensemble des actifs occupés Décembre 2005
... vous aimeriez travailler plus d'heures par semaine pour avoir un niveau de vie plus élevé	27
... vous aimeriez travailler autant d'heures par semaine qu'actuellement	58
... vous aimeriez travailler moins d'heures par semaine quitte à avoir un niveau de vie moins élevé	11
Ne se prononcent pas	4
TOTAL	100

- Et, plus précisément, êtes-vous actuellement dans votre travail...?
Question posée aux salariés du public et du privé ainsi qu'aux personnes à leur compte.

En %	Ensemble des actifs occupés Décembre 2005	Rappel - Ensemble des actifs occupés Juillet 2003
Heureux	81	89
Très heureux	25	33
Plutôt heureux	56	56
Pas heureux	16	11
Plutôt pas heureux	11	9
Pas du tout heureux	5	2
Ne se prononcent pas	3	-
TOTAL	100	100

(1) Sondage exclusif CSA / Enjeux les Echos réalisé par téléphone du 10 au 17 juillet 2003 auprès d'un échantillon de 1079 actifs, extraits de deux échantillons nationaux, chacun représentatif de 1004 personnes âgées de 18 ans et plus.

La projection dans l'avenir

- Selon vous les générations à venir vivront-elles mieux, moins bien ou ni mieux ni moins bien que la génération actuelle ?

En %	Ensemble des Français Décembre 2005
Mieux	9
Moins bien	70
Ni mieux, ni moins bien	19
Ne se prononcent pas	2
TOTAL	100

Les atouts de la France et les réformes à entreprendre

- Pour chacun des domaines suivants, dites-moi s'il constitue selon vous plutôt un atout ou plutôt un handicap pour l'avenir de la France...?

	%	Plutôt un atout	Plutôt un handicap	Ne se prononcent pas
... le système de santé	100	69	28	3
... les infrastructures	100	67	24	9
... les services publics	100	63	34	3
... les entreprises de grande taille	100	62	33	5
... le niveau de la recherche en France	100	60	36	4
... le rôle joué par la France sur la scène politique internationale	100	57	36	7
... le système éducatif	100	54	42	4
... l'image de la France à l'étranger	100	53	42	5
... le modèle social	100	49	46	5
... les élites	100	49	37	14

- Pour chacune des réformes suivantes que je vais vous citer, dites-moi si elle est pour vous tout à fait prioritaire, importante ou secondaire ?

	%	Tout à fait prioritaire	Importante	Secondaire	Ne se prononcent pas
Améliorer le système scolaire français (c'est-à-dire le collège et le lycée)	100	67	27	5	1
Réduire les dépenses de l'Etat	100	61	25	12	2
Augmenter les minima sociaux (comme le SMIC...)	100	52	34	12	2
Améliorer le système universitaire français	100	51	36	11	2
Taxer les licenciements des entreprises qui font des bénéfices	100	51	28	18	3
Contrôler davantage les chômeurs	100	50	33	16	1
Mettre en place la discrimination positive	100	32	35	27	6
Assouplir les règles du code du travail	100	30	38	29	3
Clarifier la répartition des responsabilités entre le Président de la République et le Premier ministre	100	29	38	30	3
Supprimer l'Impôt sur la fortune	100	16	16	64	4

Le rapport à « l'extérieur »

Intention de vote si le Traité Constitutionnel était à nouveau soumis au vote des Français ?

En %	Ensemble des inscrits Décembre 2005
Oui	43
Non	57
TOTAL	100

N'exprimant pas d'intention de vote : 10%

- A propos du système capitaliste, quelle opinion se rapproche le plus de la vôtre ?

En %	Ensemble des Français Décembre 2005	Rappel - Ensemble des Français Août 2002	Rappel - Ensemble des Français Avril 1998
Il faut le transformer radicalement	11	12	13
Il faut le réformer en profondeur	32	29	33
Sous-total	43	41	46
Il faut l'aménager sur quelques aspects	43	43	44
Il faut le laisser tel qu'il est	9	8	5
Sous-total	52	51	49
Ne se prononcent pas	5	8	5
TOTAL	100	100	100

(1) Sondage exclusif CSA / L'Expansion réalisé par téléphone les 19 et 20 août 2002 auprès d'un échantillon national représentatif de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus.

(2) Sondage exclusif CSA / L'Humanité réalisé par téléphone les 24 et 25 avril 1998 auprès d'un échantillon national représentatif de 1002 personnes âgées de 18 ans et plus.

- Pensez-vous que la mondialisation est plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose pour...?

En %	Ensemble des Français Décembre 2005	Rappel - Ensemble des Français Août 2003	Rappel - Ensemble des Français Octobre 1998
... les consommateurs français			
Plutôt une bonne chose	48	54	53
Plutôt une mauvaise chose	47	42	29
Ne se prononcent pas	5	4	18
TOTAL	100	100	100
... les entreprises françaises			
Plutôt une bonne chose	47	52	59
Plutôt une mauvaise chose	47	44	25
Ne se prononcent pas	6	4	16
TOTAL	100	100	100
... quelqu'un comme vous			
Plutôt une bonne chose	41	47	39
Plutôt une mauvaise chose	50	44	34
Ne se prononcent pas	9	9	27
TOTAL	100	100	100
Les services publics			
Plutôt une bonne chose	40	49	
Plutôt une mauvaise chose	51	43	NP
Ne se prononcent pas	9	8	
TOTAL	100	100	100
... le niveau de vie des Français			
Plutôt une bonne chose	33	45	39
Plutôt une mauvaise chose	62	50	36
Ne se prononcent pas	5	5	25
TOTAL	100	100	100

... les salariés français			
Plutôt une bonne chose	32	37	36
Plutôt une mauvaise chose	64	58	46
Ne se prononcent pas	4	5	18
TOTAL	100	100	100
... l'emploi en France			
Plutôt une bonne chose	32	32	41
Plutôt une mauvaise chose	65	66	43
Ne se prononcent pas	3	2	16
TOTAL	100	100	100

NP : item non posé.

(1) Sondage exclusif CSA / L'Humanité réalisé par téléphone les 27 et 28 août 2003 auprès d'un échantillon national représentatif de 1002 personnes âgées de 18 ans et plus.

(2) Sondage exclusif CSA / Challenges / France Inter réalisé en octobre 1998.

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / CHALLENGES réalisé par téléphone les **7 et 8 décembre 2005**.

Echantillon national représentatif de 1004 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et taille d'agglomération.

En ce début d'année 2006, notre étude réalisée pour le groupe Casino et L'Hémicycle se penche sur le malaise de nos concitoyens, leur baisse de moral, leur pessimisme et le manque de confiance qu'on leur prête dans les capacités de la France. Plus précisément, nous avons souhaité mesurer les différences entre le moral individuel, et la façon dont les Français, de manière un peu schizophrène, regardent la collectivité nationale à laquelle ils appartiennent.

Optimisme individuel, pessimisme collectif ?

Le premier résultat de cette enquête est incontestablement le décalage observé entre la façon dont les Français regardent individuellement leur avenir, et le regard négatif qu'ils portent sur leur pays et la communauté nationale.

36 % d'entre eux, en effet, estiment que « les choses vont aller plutôt mieux » en ce qui concerne leur situation personnelle, 34 % qu'elles ne vont aller « ni mieux, ni moins bien », et 28 % « seulement » (c'est le chiffre le plus faible) que les choses vont aller plus mal. Si l'on considère, a minima, que l'optimisme inclut l'ensemble des personnes qui estiment que leur situation individuelle ne va pas se dégrader, alors l'optimisme individuel est majoritaire (70 % des Français).

A partir de ce chiffre global, trois points méritent d'être soulignés. D'abord, la structure sociodémographique des réponses : le degré d'optimisme est très fortement lié à l'âge : ainsi, 67 % des 18-24 ans pensent que leur situation va s'améliorer, alors que ce n'est le cas que de 16 % des plus de 65 ans. Indépendamment du contexte socioéconomique, l'optimisme reflète donc d'abord l'étape à laquelle chacun se situe sur son chemin de vie.

Ensuite, il est fort intéressant de constater que l'optimisme, dans la définition la plus restrictive (ceux qui pensent que les choses vont aller mieux), est significativement supérieur à la moyenne dans les foyers actifs, quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle : il se situe entre 41 % et 44 %, que l'on appartienne aux catégories cadres, moyennes ou populaires. Les chômeurs sont également majoritairement optimistes, 51 % d'entre eux pensent que leur situation va être plutôt meilleure au cours des mois qui viennent. A l'inverse, les retraités sont plutôt dans le pronostic d'un statu quo (50 %, pour une moyenne de 34 %), ce qui là encore est logique par rapport à leur place dans le cycle de vie.

Enfin, l'optimisme individuel est très lié au sentiment d'être représentés politiquement et à la confiance que l'on peut avoir dans les dirigeants, puisque les sympathisants de droite sont 44 % à penser que les choses vont aller plutôt mieux pour eux.

La France, un miroir négatif

En revanche, le pessimisme domine très clairement dès lors que l'on parle de la situation économique de la France et du moral des Français : respectivement, 56 % et 60 % des Français déclarent que « les choses vont aller plus mal dans les mois qui viennent » sur ces deux points. Cette opinion est partagée majoritairement par l'ensemble des catégories sociales, à une seule exception près : les sympathisants de droite, qui font état d'un optimisme très légèrement majoritaire (43%, contre 39% de pessimistes). Ils font donc plus confiance aux dirigeants qu'ils ont élus pour mener à bien les affaires du pays... mais guère plus que les autres catégories sociopolitiques, ils ne semblent les croire capables de redonner le moral aux Français.

L'idée que la France va mal, économiquement et moralement, a donc imprégné jusqu'aux catégories qui sont majoritairement optimistes sur leur situation personnelle, comme si le moral du pays était bien autre chose que la somme des situations individuelles.

- Pensez-vous que les choses vont aller plutôt mieux ou plutôt moins bien dans les mois qui viennent... ?

	Plutôt mieux	Plutôt moins bien	Ni mieux ni moins bien	Sans opinion
En ce qui concerne votre situation personnelle	36	28	34	2
En ce qui concerne la situation économique de la France	23	56	15	6
En ce qui concerne le moral des Français	22	60	14	4

Fiche Technique

Enquête réalisée les 11 et 12 janvier 2006 pour le Groupe Casino et L'Hémicycle auprès d'un échantillon national de 1000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Le mariage et ses multiples représentations

- Pour vous, le mariage représente-t-il avant tout...

	%	Rang
Un engagement solennel vis-à-vis de son conjoint	56	1
Une démarche importante quand on a ou qu'on veut avoir des enfants	27	2
Un sacrement religieux	21	3
Une institution qui structure la société	19	4
Un simple acte administratif	19	4
Une occasion de grande fête avec sa famille et ses amis	18	6
Une étape importante du passage à l'âge adulte	8	7
Autre réponse	1	
Sans opinion	2	

L'importance du mariage dans l'épanouissement du couple

- Estimez-vous que le mariage est indispensable à l'épanouissement d'un couple ?

Oui, tout à fait	14
Oui, plutôt	19
ST Oui	33
Non, plutôt pas	35
Non, certainement pas	31
ST Non	66
Sans opinion	1

Fiche Technique

Enquête réalisée les 20 et 21 décembre 2005 pour le magazine **Pèlerin** auprès d'un échantillon national de 1000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les exigences des Français à l'égard des chômeurs

- Estimez-vous normal ou pas normal qu'un chômeur...

<i>Base : Ensemble des Français</i>	Septembre 1991*	Décembre 2005	Évolution
Accepte des emplois temporaires déclarés même s'il continue à percevoir une indemnité			
Normal	60	66	+6
Pas normal	36	30	-6
Sans opinion	4	4	=
Accepte des petits boulots non déclarés pour compléter son revenu			
Normal	53	46	-7
Pas normal	43	49	+6
Sans opinion	4	5	+1
Refuse d'aller travailler dans un autre département			
Normal	27	39	+12
Pas normal	63	47	-16
Sans opinion	10	14	+4
Refuse un emploi moins bien payé que son emploi antérieur			
Normal	18	26	+8
Pas normal	77	66	-11
Sans opinion	5	8	+3
Refuse un emploi qui représente pour lui un changement de profession			
Normal	15	23	+8
Pas normal	77	68	-9
Sans opinion	8	9	+1
Accepte des emplois temporaires non déclarés même s'il continue à percevoir une indemnité			
Normal	24	23	-1
Pas normal	72	73	+1
Sans opinion	4	4	=
Renonce à chercher un emploi après plusieurs tentatives			
Normal	10	14	+4
Pas normal	87	83	-4
Sans opinion	3	3	=
Ne cherche pas d'emploi			
Normal	1	0	-1
Pas normal	98	98	=
Sans opinion	1	2	+1

Les exigences à l'égard des chômeurs

- Estimez-vous normal ou pas normal qu'un chômeur...

<i>% des réponses "Normal"</i>	Ensemble des Français	Ensemble des chômeurs
Accepte des emplois temporaires déclarés même s'il continue à percevoir une indemnité	66	79
Accepte des petits boulots non déclarés pour compléter son revenu	46	58
Refuse d'aller travailler dans un autre département	39	49
Refuse un emploi moins bien payé que son emploi antérieur	26	30
Refuse un emploi qui représente pour lui un changement de profession	23	30
Accepte des emplois temporaires non déclarés même s'il continue à percevoir une indemnité	23	36
Renonce à chercher un emploi après plusieurs tentatives	14	16
Ne cherche pas d'emploi	0	1

L'adhésion au principe d'un contrôle plus important des chômeurs

- Personnellement, seriez-vous tout à fait favorable, assez favorable, assez opposé ou tout à fait opposé à un contrôle plus important des chômeurs, avec des sanctions pour ceux qui ne recherchent pas vraiment d'emploi ?

	Ensemble des Français	Ensemble des chômeurs
Tout à fait favorable	41	31
Assez favorable	39	47
Total favorable	80	78
Assez opposé	12	16
Tout à fait opposé	5	6
Total défavorable	17	22
Sans opinion	3	0

La perception des différents obstacles à une relance de l'emploi

- Pour chacun des éléments suivants, avez-vous le sentiment que c'est un obstacle réel pour relancer l'emploi, ou que ce n'est pas vraiment un obstacle ?

<i>Base : Ensemble des Français</i>	C'est un obstacle	Ce n'est pas vraiment un obstacle	Sans opinion
La course au profit	78	15	7
Le manque de volonté des chefs d'entreprises	70	22	8
Le montant des cotisations sociales	67	24	9
Le manque de compétitivité des entreprises françaises	57	30	13
Le niveau des salaires	47	44	9
L'attachement de ceux qui ont un emploi à leurs acquis sociaux	43	42	15
La réduction du temps de travail	42	50	8
Le manque de solidarité des salariés avec les chômeurs	41	45	14
Le niveau de protection sociale (maladie, chômage, retraites)	32	57	11

L'opinion sur le système Français en matière d'emploi, de chômage, des salaires et de protection sociale

- Globalement, en regardant aujourd'hui l'emploi, le chômage, les salaires et la protection sociale, diriez-vous qu'en France...

Le système est bon, même s'il a besoin d'être réformé	65
Le système est mauvais, il faudrait le transformer complètement	30
Sans opinion	5

L'efficacité comparée de plusieurs pays en matière de lutte contre le chômage

- Aujourd'hui, en matière de lutte contre le chômage, avez-vous le sentiment que la France s'en sort plutôt mieux, plutôt moins bien ou ni mieux ni moins bien que chacun des pays suivants ?

<i>Base : Ensemble des Français</i>	Plutôt mieux	Plutôt moins bien	Ni mieux ni moins bien	Sans opinion
Les Etats-Unis	27	27	16	30
L'Italie	21	15	22	42
L'Allemagne	18	29	27	26
L'Angleterre	16	46	14	24
Le Danemark	9	40	8	43

Fiche Technique

Enquête réalisée les 20 et 21 décembre 2005 pour Lire la politique auprès d'un échantillon national de 1000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Quelles sont les causes du chômage des jeunes selon les Français

CSA – Février 2006

France Europe Express / France Info

- Selon-vous pour quelles raisons principales le chômage des jeunes est-il important en France ?

(en %)	Ensemble des Français	Dont moins de 30 ans
Parce que les employeurs préfèrent embaucher quelqu'un qui a de l'expérience	37	55
Parce que le système éducatif ne propose pas de formations qui répondent aux besoins du marché	35	25
Parce que les entreprises ne font pas assez confiance aux jeunes	31	37
Parce que les contrats proposés aux jeunes sont trop souvent précaires (CDD, Intérim)	28	34
Parce que les jeunes ne trouvent pas d'emploi qui les motivent	21	19
Aucune raison en particulier	4	2
Ne se prononcent pas	3	-
TOTAL	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / FRANCE EUROPE EXPRESS / FRANCE INFO réalisé par téléphone le **1er février 2006**.

Echantillon national représentatif de 952 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

La motivation au travail et les facteurs d'amélioration du travail en France

CSA – Février 2006

Le Parisien/Aujourd'hui en France

- D'une manière générale, diriez-vous que votre motivation dans le travail est avant tout...?

Question posée aux actifs occupés.

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
... de gagner de l'argent	61
... de vous épanouir	55
... d'acquérir des connaissances et des savoir-faire	33
... de rencontrer d'autres personnes	31
Rien de cela <i>(réponse spontanée)</i>	1
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	(1)

Question posée aux demandeurs d'emploi et aux inactifs.

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
... de gagner de l'argent	80
... de s'épanouir	32
... d'acquérir des connaissances et des savoir-faire	27
... de rencontrer d'autres personnes	19
Rien de cela <i>(réponse spontanée)</i>	4
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

- Si vous deviez améliorer quelque chose dans votre travail, ce serait avant tout...?

Aux actifs occupés.

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
... que votre rémunération soit plus élevée	64
... que vous puissiez évoluer dans votre carrière	40
... qu'il soit plus facile d'équilibrer votre vie professionnelle et votre vie privée	37
... que la charge de travail soit moins stressante	33
... que vous puissiez disposer de plus d'autonomie	16
... que votre travail soit plus intéressant au quotidien	15
... que vous puissiez avoir plus de responsabilités	15
- Rien de cela <i>(réponse spontanée)</i>	3
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

- Selon-vous si les Français devaient améliorer quelque chose dans leur travail, ce serait avant tout...?

Aux actifs inoccupés et aux inactifs.

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
... que leur rémunération soit plus élevée	54
... qu'ils aient la possibilité d'évoluer dans leur carrière	42
... qu'il soit plus facile d'équilibrer leur vie professionnelle et leur vie privée	38
... que leur travail soit plus intéressant au quotidien	27
... que la charge de leur travail soit moins stressante	24
... qu'ils puissent avoir plus de responsabilités	18
... qu'ils puissent disposer de plus d'autonomie	12
- Rien de cela <i>(réponse spontanée)</i>	5
- Ne se prononcent pas	2
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

Fiche Technique :

Sondage exclusif CSA / LE PARISIEN / AUJOURD'HUI EN FRANCE réalisé par téléphone le **14 février 2006**. Echantillon national représentatif de 952 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage),

Les pratiques culturelles préférées des Français

SOFRES – Mars 2006
Groupe Casino / L'Hémicycle

En ce mois de mars 2006, l'actualité culturelle est riche : débat à l'Assemblée nationale sur les pratiques de téléchargement et les droits d'auteur, Salon du Livre, francophonie. C'est dans ce contexte que notre étude réalisée pour le *Groupe Casino* et *L'Hémicycle* se penche sur les pratiques culturelles préférées des Français.

Un goût pour la culture en hausse ?

Effet de la société des loisirs, de la réduction du temps de travail, de la diversification de l'offre culturelle, de sa plus grande accessibilité. En reposant une question posée en 1979, le premier constat qui s'impose est que le goût des Français pour les différentes pratiques culturelles proposées a tendance à se développer, parfois considérablement, et ne régresse que dans une seule catégorie, le théâtre, qui était et reste la pratique la plus marginale. Notons par ailleurs que la question posée a pour but de refléter les goûts des Français en matière de loisirs, mais n'est pas une mesure de leur comportement dans ce domaine.

La hiérarchie des pratiques préférées des Français s'est modifiée

A la fin des années 1970, l'attractivité de la télévision dominait nettement, avec 54 % de citations, devant celle des livres (49 %), puis un cran en-dessous, de la musique (41%) et de la presse (42%). Aujourd'hui, la télévision devance d'une courte tête la musique dans les goûts des Français (respectivement 59 % et 57 % de citations). La lecture de la presse (journaux, magazines et revues dans leur ensemble) voit son score progresser de 7 points dans les goûts des Français, et fait aujourd'hui jeu égal avec la lecture de livres, cette dernière restant parfaitement stable (49 % de citations dans les deux cas). Le goût pour le cinéma progresse lui aussi de 6 points, et avec 33 % de citations aujourd'hui, conserve son 5ème rang.

Des évolutions malgré l'introduction d'Internet

Troisième constat, enfin, ces progressions interviennent malgré l'introduction d'Internet dans les réponses proposées. Surfer sur Internet fait aujourd'hui partie des pratiques culturelles et de loisirs préférées des Français : 26 % la citent, ce qui correspond à environ un internaute sur deux, et place la navigation sur le web au sixième rang des pratiques culturelles et de loisirs des Français. La diffusion massive d'Internet dans la société ne semble donc pas se faire au détriment d'autres pratiques, mais plutôt participer d'un mouvement croissant de consommation culturelle et de loisirs.

Des différences générationnelles fortes

Cette hiérarchie recouvre encore des différences générationnelles fortes, mais qui s'amenuisent. Ainsi, regarder la télévision est loin d'être le loisir préféré de toutes les catégories de Français. C'est le loisir préféré des plus de 65 ans, des retraités, des foyers ouvriers, des personnes les moins diplômées et des moins riches. Il s'agit donc d'un loisir qui reste très populaire et attractif pour les plus âgés, mais dont le goût a beaucoup progressé chez les jeunes et dans les classes moyennes. Ecouter de la musique est à l'inverse le loisir préféré des plus jeunes, des femmes, des classes moyennes, des sympathisants écologistes et des personnes n'exprimant aucune préférence partisane. Mais c'est une pratique dont le goût a beaucoup progressé chez les ouvriers, les commerçants et artisans, et chez les peu diplômés. Enfin, c'est une pratique dont à l'évidence le goût se structure aujourd'hui fortement chez les plus jeunes, mais que l'on conserve en vieillissant : la plus forte progression observée depuis 1979 concerne en effet les 35-39 ans (+ 23 points), qui il y a 27 ans étaient à un niveau similaire à leurs aînés, et aujourd'hui sont à un niveau plus proche de leurs cadets. Le goût pour ces deux pratiques (télévision et musique) a donc tendance à devenir transversal, puisqu'il progresse dans les catégories où il était plus faible, sans reculer dans celles où il était fort.

Le cas des livres est plus critique. Lire des livres est toujours une des pratiques préférées de 49 % des Français, et c'est le loisir préféré des cadres (67 % de citations), des diplômés de l'enseignement supérieur, des foyers les plus aisés. Mais c'est une pratique en net recul depuis 1979 chez les jeunes (-19 points chez les 18-24 ans, -14 points chez les 25-34 ans), dans les catégories moyennes et ouvrières (-12 et -14 points), ainsi que chez les personnes les moins diplômées. Le goût pour les livres progresse à l'inverse chez les plus âgés et les retraités. Lire des livres a donc tendance à devenir une pratique élitiste et vieillissante, ce qui est loin d'être une dynamique positive. Par ailleurs, d'autres études TNS Sofres réalisées sur les comportements d'achat des Français indiquent un regain d'intérêt des jeunes pour le segment bien spécifique des mangas.

Enfin, soulignons pour finir le cas d'Internet, dont la dynamique est à l'inverse positive. C'est un des loisirs préférés de près de un jeune sur deux et quatre cadres sur dix. Le goût pour Internet est également très fort chez les personnes les plus diplômées et dans les foyers les plus aisés. Le goût pour Internet est donc très présent dans des catégories moteurs, et n'a pas fini de se développer.

Au total, ces résultats montrent bien à quel point notre société est aujourd'hui tournée vers des pratiques et des loisirs multimédias, dynamiques, et risque de désaffecter des pratiques culturelles plus traditionnelles et plus ardues, comme la lecture.

- Parmi les choses suivantes, quelles sont celles que vous aimez le plus faire ? (1)

	Octobre 1979*		Mars 2006		Évolution
	%	Rang	%	Rang	
Regarder la télévision	54	1	59	1	+5
Écouter de la musique	41	4	57	2	+16
Lire des livres	49	2	49	3	=
Lire des journaux, des magazines, des revues	42	3	49	3	+7
Aller au cinéma	27	5	33	5	+6
Surfer sur Internet	-	-	26	6	+26
Aller au théâtre	11	6	9	7	-2
Sans opinion	2		1		-1

(*) Enquête réalisée auprès d'un échantillon de personnes âgées de 15 ans et plus

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Fiche Technique

Etude réalisée les 8 et 9 mars 2006 pour le **Groupe Casino / L'Hémicycle** auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

En 2005, le mouvement d'augmentation du taux de détention de crédit s'est considérablement amplifié : il s'établit à 52,6 %, revenant à un point haut. Entre 2001 et 2003, le taux de détention des crédits par les ménages avait baissé de 52,8 à 49,7 % sous l'effet de la dégradation de leur environnement et de la montée des incertitudes. L'évolution s'était inversée en 2004 : dans un contexte économique et professionnel incertain, le taux global des crédits était cependant remonté à 50,2 %.

Relèvement de l'usage de toutes les formes de crédits

On assiste cette année à un relèvement dans des proportions comparables de l'usage de toutes les formes de crédits, immobiliers et trésorerie, alors que la fréquence d'utilisation du découvert bancaire se stabilise à un haut niveau (24,4 % des ménages fin 2005).

La remontée du taux de détention des crédits de trésorerie est remarquable : 34,5 % des ménages étaient endettés à ce titre fin 2005, soit un des taux les plus élevés observés jusqu'à présent. Cela exprime le regain des projets de consommation (biens durables, automobiles...), mais aussi un recours accru au crédit pour faire face aux dépenses de la vie courante, alors que la situation financière des ménages s'est encore dégradée.

L'année 2005 confirme donc le mouvement de reprise observé en 2004. Toutes les formes de crédits ont été mobilisées par les ménages pour réaliser leurs projets immobiliers ou de consommation. Si les ménages ont le sentiment que leur situation financière s'est dégradée, ils sont cependant encore « confiants » dans leurs budgets : l'appréciation globale portée sur le poids des charges de remboursement est toujours satisfaisante pour une majorité d'entre eux. Les ménages sont plus nombreux que par le passé à envisager la souscription de nouveaux emprunts. L'année 2006 devrait donc connaître une nouvelle progression de la part des ménages endettés.

Focus sur les ménages fragiles

En 2005, 15,1 % des ménages fragiles sont des jeunes ménages, pour 28,3 % en 1997. 18,1% des ménages fragiles ont plus de 65 ans, pour 6,6 % en 1997.

La baisse de la part des accédants à la propriété se confirme : 23,6 % en 2005 pour 31,9 % en 1997.

Au-delà, les caractéristiques socio-démographiques des ménages fragiles sont très stables : plus souvent locataires, relevant de PCS moins qualifiées...

13,5 % d'entre eux sont « non endettés » - soit 1 % des ménages non endettés.

86,5% des ménages fragiles sont « endettés » - soit 6,9 % des ménages endettés.

- 66,4 % n'ont que des crédits de trésorerie,
- 19,3 % des crédits immobiliers et des crédits de trésorerie,
- 14,3 % que des crédits immobiliers.

Pour l'avenir, 8,5% envisagent la souscription de nouveaux crédits de trésorerie (4,7% en 1997).

Pas de fiche technique

La satisfaction de l'action menée par le Gouvernement en matière économique et sociale

Mars 2006 - CSA

L'Humanité – La nouvelle vie ouvrière

- Êtes-vous très satisfait, assez satisfait, peu satisfait ou pas satisfait du tout de l'action menée par le Gouvernement de Dominique de Villepin en matière économique et sociale ?

(en %)	Ensemble des Français 29 Mars 2006	Rappel · Ensemble des Français 22/23 Février 2006	Rappel · Ensemble des Français 25/26 Janvier 2006	Rappel · Ensemble des Français 4 Janvier 2006
Satisfait	22	33	25	28
Très satisfait	3	2	2	1
Assez satisfait	19	31	23	27
Pas satisfait	72	64	68	66
Peu satisfait	30	37	38	41
Pas satisfait du tout	42	27	30	25
Ne se prononcent pas	6	3	7	6
TOTAL	100	100	100	100

% de satisfaits

(en %)	29 Mars 2006	Rappel 22/23 Février 2006	Rappel 25/26 Janvier 2006	Rappel 4 Janvier 2006
Sympathisants de gauche	6	16	14	22
Sympathisants de droite	52	58	51	49

(1) Sondage exclusif CSA / L'HUMANITÉ / LA NOUVELLE VIE OUVRIÈRE réalisé par téléphone les 22 et 23 février 2006 auprès d'un échantillon national représentatif de 910 personnes âgées de 18 ans et plus.

(2) Sondage exclusif CSA / L'HUMANITÉ / LA NOUVELLE VIE OUVRIÈRE réalisé par téléphone les 25 et 26 janvier 2006 auprès d'un échantillon national représentatif de 1001 personnes âgées de 18 ans et plus.

(3) Sondage exclusif CSA / L'HUMANITÉ / LA NOUVELLE VIE OUVRIÈRE réalisé par téléphone le 4 janvier 2006 auprès d'un échantillon national représentatif de 1005 personnes âgées de 18 ans et plus.

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / L'Humanité / La Nouvelle Vie Ouvrière réalisé par téléphone le **29 mars 2006**.

Echantillon national représentatif de 1003 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

En cette période agitée où les étudiants investissent la Sorbonne pour contester le CPE, prenons du recul sur leur situation et jugez par vous même ...

Quand on les interroge sur l'avenir de la société française, et l'actualité récente en est la manifestation évidente, rien ne va plus : 71 % se déclarent pessimistes et n'ont pas confiance dans l'évolution de la situation économique en France dans les années à venir. Un niveau de pessimisme supérieur à celui du reste de la population (67 %). Et un sentiment qui se nourrit de leur perception de la période récente : 74 % des 15-30 ans ont en effet le sentiment que les inégalités sociales en France ont fortement augmenté au cours des dernières années. ...

Mais quand on les interroge sur leur avenir, la réponse des 15-30 ans en France est quasi unanime. 74 % sont très ou plutôt confiants dans leur avenir personnel. Les vrais pessimistes ne sont qu'une poignée : 3 % en effet des 15-30 ans ne croient pas du tout en leur avenir. D'ailleurs, ce n'est pas seulement le futur qui s'annonce rose pour eux mais également le présent puisque 81 % se disent tout à fait ou plutôt satisfaits de leur vie jusqu'à maintenant.

Que se passe-t-il ? Il y a aujourd'hui en France un divorce entre leur futur tel que le perçoivent les jeunes pour eux mêmes et celui de la société. Situation paradoxale pour le moins : on peut donc être pleinement confiant dans ses propres capacités et, simultanément, ne pas croire dans celles de la société dans laquelle on vit.

C'est un des nouveaux paradoxes de notre société... Au sein des mêmes individus prévaut une sorte de dissociation qu'on pourrait résumer d'une formule : *« pessimiste pour la société, optimiste pour soi-même »*.

Peut-on vivre durablement dans la dissociation ? Le débat est ouvert. On peut penser d'un côté qu'émerge, dans la jeune génération, la conscience que la réussite passe d'abord par soi-même et qu'il faut désormais se prendre en main, ne pas trop attendre des autres, des institutions par exemple. Ainsi pourrait s'expliquer qu'en Europe ils sont nettement moins enclins à penser que la réussite dans la vie est une affaire de chance : seuls 27 % des jeunes Français le pensent contre 42 % des jeunes britanniques, 42 % des jeunes Allemands ou 34 % des jeunes Espagnols (source : Jeunes Attitudes Europe 2006). On peut aussi pointer du doigt la contradiction d'une société dans laquelle la jeune génération ne conçoit plus son avenir comme devant nécessairement être lié à celui de la société et de son économie. A l'évidence, les interprétations sont multiples.

Peut-être, tout simplement, que les jeunes regardent désormais vers l'extérieur ? Et cela pose forcément des questions fondamentales pour les institutions que sont les entreprises, l'Etat...sur la question du « ROI Jeunes » : investir auprès d'une population, qui se dit que son avenir est peut être là ou ailleurs, qui entre dans une entreprise pour apprendre ...à créer sa start up...etc.

Cette tendance ne fait que se renforcer, nous avons déjà observé depuis 2001, les jeunes fonctionnant de plus en plus selon les principes de réalité et d'individualisme.

On pourrait le penser en effet à travers une indication en particulier : seulement 28 % ne se voient pas vivre à l'étranger. La plupart, même s'ils ne passeront pas nécessairement à l'acte, envisagent plutôt sereinement une éventuelle expatriation au cours de leur vie. Néanmoins, une ambivalence se retrouve aussi dans l'attitude des jeunes par rapport au monde extérieur. Si l'euro-pessimisme n'est pas de mise, l'avenir des relations entre les cultures semble plus difficile.

Ainsi seulement 17 % des jeunes âgés de 15 à 30 ans pensent que l'Europe, « cela ne marchera pas » (l'étude s'est déroulée en octobre 2005, bien après le référendum du 29 mai). Le scepticisme à l'endroit de l'Europe, même s'il augmente légèrement entre 2004 et 2005 (+ 3 points) est encore très largement minoritaire. Les jeunes Français demeurent, dans leur grande majorité, des Européens convaincus. En revanche, une majorité importante (75 %) sont d'accord pour dire que « quoiqu'il arrive, il y aura toujours des problèmes de communication entre les cultures ». Le conflit des cultures est aujourd'hui une réalité et rien ne laisse à penser à la jeune génération qu'on puisse en venir à bout. Ce pessimisme « culturel » vient nuancer sensiblement, là encore, leur optimisme personnel : la globalisation aussi ne va pas dans le sens de leur pensée positive.

On note la même ambivalence dans le domaine de la consommation. D'un côté, la jeunesse française se distingue en Europe par l'attrait qu'exercent sur elle les idées alter mondialistes (de même que leurs aînés du reste) : ils sont 40 % contre 30 % en moyenne dans le reste de l'Europe à juger les mouvements anti-globalisation utiles (23 % des jeunes Allemands ou des jeunes Britanniques). Et ce chiffre ne cesse de croître depuis 2003.

C'est « l'exception française ». Une sympathie qui va de pair avec une critique de la consommation : 66 % trouvent qu'il y a trop de produits superflus dans les magasins. Les jeunes consommateurs éprouvent de plus en plus le besoin d'ajouter un « sens » à leur consommation, aussi minime fût-il. Ainsi 47 % ont-ils déjà acheté un produit du commerce équitable. En même temps, autre paradoxe, l'attrait pour la consommation ne se dément pas. 56 % aiment faire du shopping, surtout les plus jeunes et les femmes. L'attrait pour la nouveauté et l'achat imprévu continue à réunir une majorité des suffrages.

Et, signe des temps, 45 % veulent consommer moins cher non pas pour affronter les temps difficiles et la précarité, ou pour prendre ses distances avec le système consumériste, mais pour acheter plus, c'est-à-dire, pour consommer plus. En fait, si la sensibilité alter mondialiste s'installe année après année, le cœur des militants convaincus, reste stable (autour de 10 %). Ce sont les sympathisants du second cercle qui augmentent les modérés. La consommation équitable séduit, et c'est peut-être là que le lien avec la société pourrait se faire dans les années qui viennent : dans ces petites actions liées à la consommation qui changent (légèrement) les choses et permettent de garder le moral au beau fixe... Il est trop tôt pour le dire. Comme nous le disent, les trends setters que nous interrogeons chaque année dans notre étude sur les tendances émergentes, Trend Observer. Peut être sommes-nous en train de passer à une autre forme démocratie et que le salut ne viendra que des micro-actions individuelles.

Fiche Technique

Etude réalisée on-line en octobre 2005 auprès de 2 029 personnes âgées de 15 à 30 ans, représentatifs de cette cible en France. Les résultats complets de l'étude sont disponibles en souscription. L'étude a également été réalisée selon la même méthodologie en Allemagne, Espagne et en Grande Bretagne.

Les faits positifs marquants dans la vie des Français

- Voici une liste de faits, considérés généralement comme positifs, qui se sont passés au cours des 25 dernières années. Quels sont les deux qui, selon vous, ont le plus marqué la vie des Français ? (1)

	%	Rang
L'introduction de l'Euro	47	1
La réduction du temps de travail	42	2
L'avènement des nouvelles technologies (ordinateur, Internet, téléphone mobile...)	36	3
Les manifestations de solidarité (Restos du coeur, Téléthon, bénévolat, ...)	16	4
La baisse du nombre de morts sur les routes	14	5
La fin du service militaire obligatoire	12	6
La victoire de l'équipe de France de football à la Coupe du monde	11	7
L'amélioration des moyens de transport (TGV, autoroutes, ...)	8	8
La création du PACS	4	9
La création de SOS Racisme	2	10
La généralisation des billets d'avion à bas prix	1	11
Sans opinion	1	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

Les faits négatifs marquants dans la vie des Français

- Et parmi les 10 faits suivants, considérés généralement comme négatifs, lesquels ont, selon vous, le plus marqué la vie des Français ? (1)

	%	Rang
Le chômage	40	1
Les délocalisations et fermetures d'usines	33	2
Le SIDA	26	3
Les attentats terroristes	24	4
L'insécurité	19	5
La violence dans les banlieues	17	6
La hausse du prix de l'essence	12	7
La pollution, les accidents climatiques (tempêtes, sécheresse, ...)	10	8
Les épidémies internationales (la vache folle, le SRAS, la grippe aviaire, ...)	8	9
La crise du système éducatif français	7	10
Sans opinion	1	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

Les faits historiques marquants dans le monde

- Au total, selon vous, qu'est-ce que l'Histoire retiendra, parmi les dix événements suivants de ces 25 dernières années, que ce soit en France ou dans le monde ? (1)

	%	Rang
Les attentats du 11 sept 2001 aux Etats-Unis et le terrorisme lié à Al Quaida	55	1
La chute du mur de Berlin et des régimes communistes à l'Est	39	2
La catastrophe de Tchernobyl	25	3
La montée des intégrismes religieux	20	4
La construction européenne et l'Euro	19	5
Les conflits du Moyen-Orient (Israël, Liban, Iran, Irak, ...)	10	6
L'émergence des pays d'Asie, de la Chine	9	7
Les génocides ou massacres de population (Rwanda, Ex-Yougoslavie, ...)	8	8
Les famines en Afrique (Ethiopie, Somalie, Soudan, ...)	6	9
La domination américaine	5	10
Sans opinion	1	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses

Les nouveaux objets indispensables au quotidien

- Parmi les dix objets suivants, créés ou développés au cours des 25 dernières années, quels sont les deux qui ont le plus d'importance dans votre vie quotidienne ? (1)

	%	Rang
Le téléphone mobile	53	1
L'ordinateur personnel à la maison	38	2
Le four à micro ondes	35	3
Les D.A.B (distributeurs automatiques de billets)	30	4
Les nouveaux supports numériques (CD, DVD, MP3,...)	11	5
La photo numérique	5	6
Les produits jetables (appareils photo, rasoirs, lingettes,...)	5	6
Les machines à café dans les lieux de travail	4	8
Le post it	2	9
Les jeux vidéo	2	9
Sans opinion	3	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

Les nouveaux services indispensables au quotidien

- Et parmi les dix services suivants, quels sont les deux qui ont le plus d'importance dans votre vie quotidienne ? (1)

	%	Rang
La carte bleue	54	1
La télévision par câble, satellite ou ADSL	29	2
Internet, pour surfer ou acheter sur le réseau	24	3
Le hard discount (supermarchés à très bas prix)	24	3
Les produits surgelés	15	5
La messagerie électronique pour échanger des mails	13	6
Les produits bio	8	6
Les aliments allégés	4	8
Les quotidiens gratuits	3	9
La livraison de plats (pizzas, etc) à domicile	2	10
Sans opinion	5	

Les découvertes marquantes en matière de santé

- Dans le domaine de la santé, quelles sont selon vous les découvertes des 25 dernières années les plus importantes pour l'Humanité ? Et quelles sont les découvertes des 25 dernières années les plus importantes pour vous ? (1)

	Pour l'humanité		Pour soi-même		Diff. (en points)
	%	Rang	%	Rang	
Les progrès de l'imagerie médicale (scanner, IRM, échographie)	49	1	47	1	2
Les trithérapies pour le sida	44	2	30	4	14
Le développement de la médecine préventive (vaccins contre la grippe, dépistage des cancers du sein, ...)	38	3	37	2	1
Le décryptage du génome humain (ADN)	37	4	27	5	10
Une meilleure prise en compte de la douleur	29	5	33	3	4
Les progrès de la médecine cardiaque	29	5	27	5	2
La multiplication des greffes	28	7	22	8	6
La chirurgie endoscopique (sans à avoir à ouvrir)	20	8	24	7	4
La lutte contre le tabagisme	16	9	13	10	3
Les médicaments génériques	15	10	14	9	1
La lutte contre l'alcoolisme	10	11	9	13	1
Les perfectionnements des prothèses	9	12	12	11	3
Le clonage des animaux (la brebis Dolly)	6	13	4	15	2
L'essor des médecines douces	6	13	10	12	4
Les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés)	6	13	4	15	2
Les anti-dépresseurs	4	16	5	14	1
Le développement des psychothérapies	2	17	4	15	2
Les lentilles de contact jetables	2	17	3	18	1
La chirurgie esthétique (liposuction, collagène, implants mammaires, ...)	2	17	2	19	=
Le Viagra	1	20	1	20	=
Sans opinion	1		2		

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner quatre réponses.

Les évolutions souhaitées pour les 25 prochaines années

- Enfin, parmi les évolutions suivantes, possibles au cours des 25 prochaines années, quelles sont celles que vous souhaitez le plus, pour vous personnellement ? (1)

	%	Rang
Les énergies renouvelables	56	1
L'allongement de la durée de la vie	35	2
Les bénéfices des découvertes en médecine génétique (thérapie génique, technique du clonage, ...)	26	3
La maîtrise du climat par l'homme	22	4
La voiture électrique	20	5
Un rôle plus important de la spiritualité	9	6
La dépénalisation des drogues douces (cannabis)	4	7
L'anglais devenu la langue universelle	3	8
Les voyages personnels dans l'Espace	3	8
Les résidences sous l'eau	1	10
Sans opinion	4	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

Fiche Technique

Enquête réalisée les 11-12 et 25-26 janvier 2006 pour le magazine *Ça m'intéresse* auprès d'un échantillon national de 1000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Notre étude réalisée pour *La Banque Postale* et *CNP Assurances* porte sur la perception et les attentes des Français en matière de couverture santé. Principaux enseignements : 6 Français sur 10 se disent satisfaits du niveau de remboursement des dépenses de santé par la Sécurité Sociale, mais 8 sur 10 « pessimistes » quant à l'avenir du système de santé. Les assurances complémentaires santé plébiscitées, 92 % des Français en ayant souscrit une. Enfin, la réforme de l'Assurance Maladie 2004 (médecin traitant, forfait 1 euro) est plutôt bien perçue.

Remboursement des dépenses de santé : un sujet majeur et préoccupant pour la quasi-totalité des Français

Le niveau de remboursement des dépenses de santé préoccupe 9 Français sur 10 (89 %). Plus de la moitié (54 %) déclare que c'est une préoccupation « très importante ».

Des Français plutôt satisfaits du niveau de remboursement par la Sécurité Sociale

6 Français sur 10 (59 %) se déclarent globalement satisfaits du niveau de remboursement des dépenses de santé pris en charge par la Sécurité Sociale. Ce niveau de satisfaction varie toutefois selon le type de soins : satisfaisant pour les consultations chez un généraliste (83 % « satisfaits »), plus nuancé pour les soins hospitaliers (66 %), les médicaments (66 %) et les consultations chez un spécialiste (58 %), nettement insuffisant pour les soins dentaires (27 %) et les lunettes, lentilles (13 %).

Plus d'1 Français sur 2 (54%) estime qu'en France le niveau de remboursement de la Sécurité Sociale est meilleur que dans les autres pays européens, 1 sur 4 (22 %) qu'il est « équivalent ». Les jeunes et les « aisés » (PCS+) sont plus positifs : respectivement 65 % et 60 % d'entre eux estiment que le système français est meilleur.

Des pronostics « sombres » sur l'avenir de notre système de santé

Les Français sont pessimistes sur l'évolution (pour les 5 années à venir) du remboursement des dépenses de santé par la Sécurité Sociale (80 %). Ce pronostic varie selon le type de soins : partagé pour les consultations chez le généraliste (environ la moitié estime que le remboursement va « rester stable », l'autre moitié qu'il va « se dégrader »), plutôt négatif pour les soins hospitaliers, les soins dentaires et les lunettes/lentilles (50 % « se dégrader » et environ 40 % « rester stable ») et très pessimiste concernant le remboursement des médicaments (près de ¾ qui estiment que le remboursement va « se dégrader » et 22 % qu'il va « rester stable »).

Opinion partagée sur la part que doit prendre l'Etat dans la prise en charge des dépenses de santé : une légère préférence pour la prise en charge de l'Etat (49 %) par rapport à la nécessité ressentie d'une prise en charge individuelle (41 %). A noter que les plus jeunes (18-24 ans) voient davantage la nécessité de la prise en charge individuelle (52 % vs. 41 % sur l'ensemble).

Complémentaire santé : relais indispensable de la Sécurité Sociale, couvrant 9 Français sur 10

Plus de 9 Français sur 10 (92%) ont souscrit à une assurance complémentaire santé. 3 sur 4 (76%) y ont souscrit volontairement, que ce soit en tant qu'inactif (44%, dont plus de la moitié en tant que retraité), ou en tant qu'actif (via leur entreprise -14% - ou en dehors de leur travail - 18%).

Indispensable pour 7 Français sur 10, la complémentaire santé est importante pour tous, et ce pour tous les types de soins. Les soins considérés comme les plus importants sont les plus coûteux, et donc les moins bien remboursés (par la Sécurité Sociale) : soins dentaires, hospitalisation, lunettes/lentilles, invalidité.

Les Français sont unanimement satisfaits du niveau de remboursement de leur complémentaire santé : 9 sur 10 sont « satisfaits » et 4 sur 10 « très satisfaits ». Parallèlement, plus de 8 Français sur 10 (84 %) estiment que leur complémentaire santé est d'un « bon rapport qualité/prix », c'est-à-dire qu'ils sont satisfaits du niveau de remboursement par rapport à la cotisation versée.

1 Français sur 2 (53 %) s'est renseigné (lors de la souscription) sur le taux de remboursement de la complémentaire santé. Ce niveau de renseignement se renforce lorsque la démarche est faite par les actifs ayant souscrit en dehors de leur travail (2/3). Globalement, lorsque la démarche est volontaire, près de 6 sur 10 (59 %) qui se sont renseignés ont consulté plusieurs organismes, 37% en ont consulté un seul.

Compte tenu du niveau de développement des complémentaires santé, le potentiel parmi les non-détenteurs d'une complémentaire santé est plus limité : 3 sur 10 ont l'intention de souscrire (dans les prochains mois) à une complémentaire santé.

Réforme de l'Assurance maladie 2004 : désignation du « médecin traitant » et instauration du « forfait 1 euro » soutenues par la majorité, « aide financière à la souscription d'une complémentaire santé » très peu connue

6 Français sur 10 estiment que la désignation du médecin traitant est une bonne chose (21 % « une très bonne chose » et 40 % « une assez bonne chose »). Environ 1 Français sur 2 (46 %) sait que l'on peut consulter certains spécialistes sans passer par un médecin traitant pour être remboursé à taux plein.

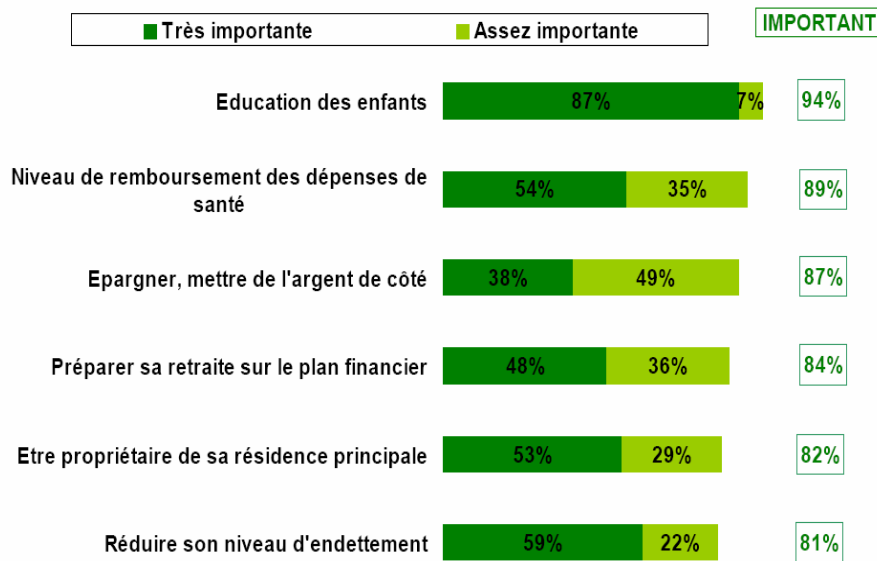
Près de 9 Français sur 10 (88 %) ont entendu parler du « forfait 1 euro », et une courte majorité (54 %) en ont une bonne opinion. Cette participation forfaitaire de 1 euro constitue toutefois une gêne financière pour 17 % des Français. On ne s'étonnera pas de constater que ce sont les catégories de revenus les plus « modestes » qui sont les plus gênées (30 %).

Interrogés sur la connaissance de la mesure portant sur l'aide financière à la souscription d'une complémentaire santé (à destination des revenus modestes), seul 1 Français sur 10 (11 %) déclare en avoir entendu parler.

Remboursement des dépenses de santé : une préoccupation très forte pour la quasi-totalité des Français (9 sur 10)

- 2ème préoccupation après l'éducation des enfants parmi les 6 testées
- Suivie juste après de l'épargne (préparer la retraite ou plus simplement, mettre de l'argent de côté), être propriétaire et réduire son niveau d'endettement

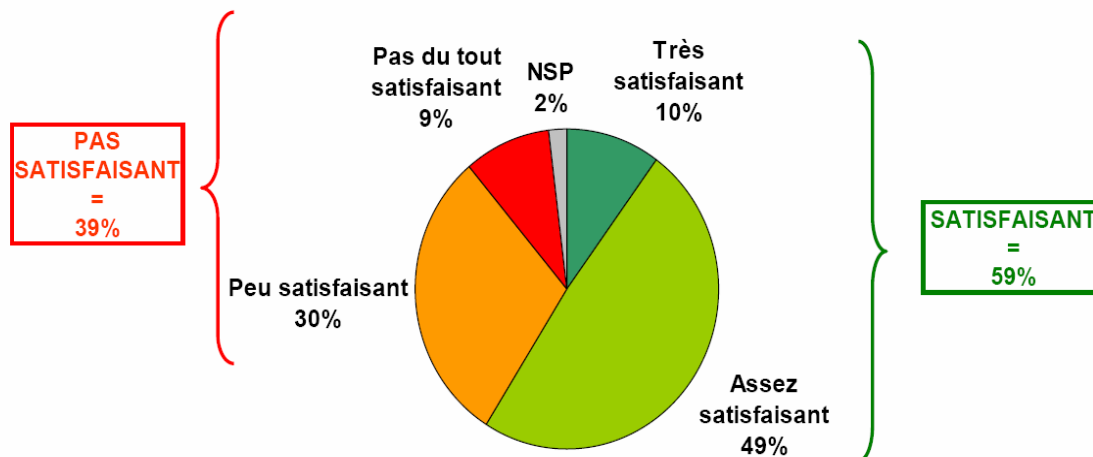
Voici différentes préoccupations. Dites-moi pour chacune, si elle est pour vous, aujourd'hui, très importante, assez importante, peu importante ou pas du tout importante.
(Base : Ensemble)



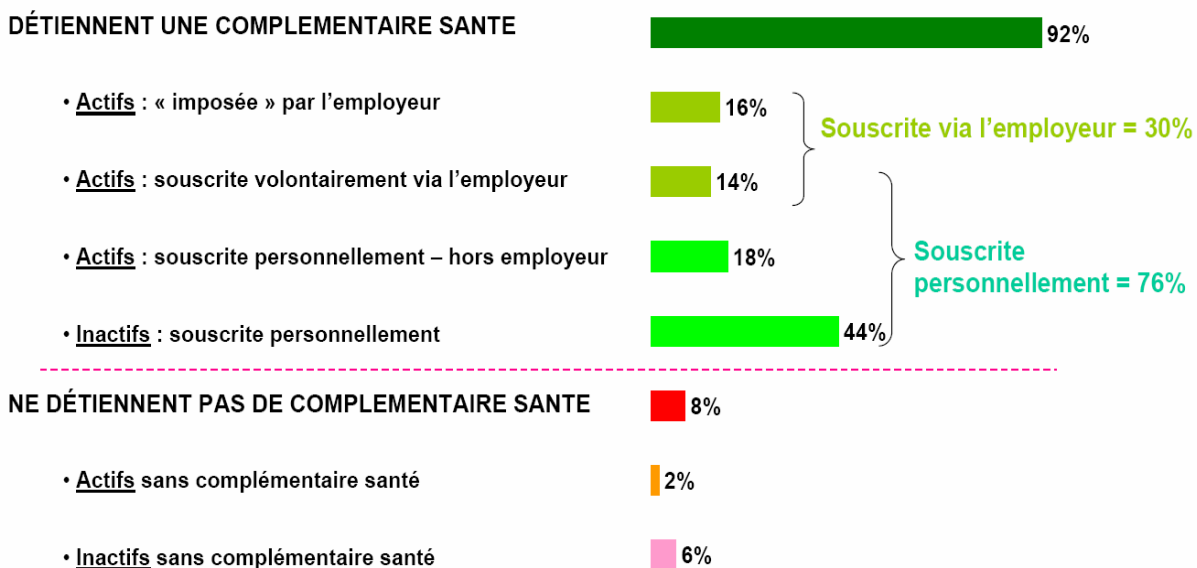
Satisfaction par rapport au niveau de remboursement de la Sécurité Sociale

- Mesurée, mais majoritaire
- Seuls 4 Français sur 10 insatisfaits du niveau de remboursement

En France, les frais de santé sont pour partie remboursés par la Sécurité sociale. Globalement, le niveau de remboursement des dépenses de santé pris en charge par la Sécurité sociale vous paraît-il très satisfaisant, assez satisfaisant, peu satisfaisant ou pas du tout satisfaisant ?
(Base : Ensemble)



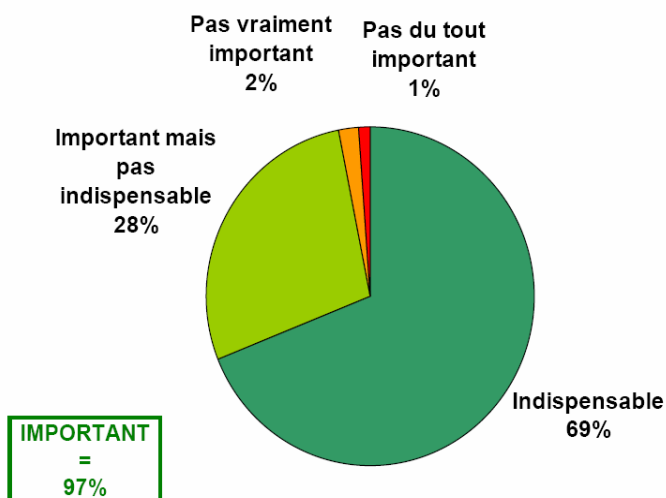
Plus de 9 Français sur 10 ont souscrit à une complémentaire santé, pour 3 Français sur 4 de manière volontaire ou personnelle



Complémentaire santé : importante pour tous, indispensable pour près de 7 Français sur 10...

Selon vous, est-il aujourd'hui indispensable, important mais pas indispensable, pas vraiment important ou pas du tout important d'avoir une assurance complémentaire santé ou mutuelle ?

(Base : Ensemble)



Fiche Technique

Etude réalisée pour la banque postale et CNP Assurances – Dates de réalisation : 23 au 29 mars 2006 – Méthodologie : enquête téléphonique – Echantillon : 1 002 personnes 18 ans et plus, représentatif de la population française (méthode des quotas : sexe, âge, PCS du chef de famille, région, taille d'agglomération).

Deux ans après la dernière enquête, *la Fédération Hospitalière de France* a souhaité faire un nouveau bilan des relations entre les Français et leur hôpital. Principal enseignement de cette nouvelle vague : se confirme la très bonne image globale de l'hôpital public, déjà enregistrée en 2004. Les motifs de satisfaction sont nombreux, au nombre desquels cette année les importants progrès sur le front des maladies nosocomiales. Par ailleurs, les Français expriment un très fort attachement à la notion de service public hospitalier, sous-tendu par l'égalité d'accès aux soins et le refus très net de sa privatisation. Les Français disent par ailleurs leurs inquiétudes quant à l'avenir de l'hôpital public dont ils pensent qu'il ne dispose pas de moyens suffisants. Enfin, le débat relatif au modèle d'organisation du système hospitalier français, tendu entre les deux exigences de qualité des soins et de proximité, n'est pas véritablement tranché.

Les Français très attachés au service public hospitalier

Interrogés sur les services publics qui leur donnent le plus satisfaction, les Français placent assez nettement en tête les hôpitaux (43 % de citations), devant EDF (35 %), les mairies (33 %) et l'assurance maladie (32 %). Ils témoignent ainsi de leur attachement au service public hospitalier, attachement qui ne se dément dans aucune catégorie de la population. Relevons simplement des scores encore plus favorables parmi les femmes (46 %), en zone rurale (47 %) et dans les villes moyennes de 20 000 à 100 000 habitants (51 %). L'agglomération parisienne se distingue cependant avec 32 % de citations pour l'hôpital et 43 % pour EDF.

D'une façon générale, plus de huit Français sur dix (82 %) continuent d'avoir une bonne opinion des hôpitaux publics, taux remarquablement stable depuis 2004. Même constat en ce qui concerne les cliniques privées : 74 % de bonnes appréciations (+ 1 point). L'écart déjà mesuré en 2004 entre l'hôpital public et la clinique privée se maintient donc dans des proportions comparables (+ 8 points pour l'hôpital public), le secteur public hospitalier conservant une place privilégiée dans l'opinion des Français par rapport à l'offre de soins disponible.

Seul bémol, les moins de 25 ans sont en retrait significatif sur cette question : ils ne sont plus que 68% de leur classe d'âge à déclarer avoir une bonne opinion de l'hôpital public (- 14 points par rapport à l'ensemble des Français et un score en baisse par rapport à 2004, - 4 points). Par ailleurs, l'écart d'appréciation entre les secteurs privé et public s'efface, la clinique privée obtenant également 68 % de bonnes opinions auprès des 18/24 ans (- 6 points).

La qualité des soins, point fort de l'hôpital public

L'appréciation positive de la qualité des soins (83 %, -1 point depuis 2004) reste le principal point fort de l'hôpital public aux yeux des Français. Ce jugement favorable repose également sur d'autres dimensions.

Les services de maternité bénéficient d'une bonne image auprès des trois quarts des interviewés

(72 %, +1 point), alors que les cliniques privées perdent ici du terrain (59 %, - 4 points) ;

L'accueil du patient est jugé favorablement par 71 % des Français (-1 point). Sur ce point cependant, les cliniques privées continuent de jouir d'une appréciation plus positive (78 %, + 3 points) ;

La prise en charge de la douleur : sur cette dimension, deux tiers des personnes interrogées (68 %, +1 point) ont une bonne image de l'hôpital public ;

Même résultat en ce qui concerne la prise en charge des plus démunis (67 %, +1 point), qui demeure un véritable marqueur de la différence avec les cliniques privées (31 %, + 36 points) ;

On note par ailleurs une amélioration sensible de l'opinion des Français à l'égard de la capacité de l'hôpital public à s'occuper des personnes âgées (62 % d'appréciations positives, + 9 points sur deux ans). Ce résultat traduit très certainement un « retour à la normal » après un jugement sévère des Français en 2004, exprimé quelques mois après la canicule de l'été 2003 et les défaillances dans la prise en charge des personnes âgées.

Enfin, si on enregistre un léger progrès sur l'opinion à l'égard du service des urgences, un tiers des Français (33 % contre 35 % en 2004) en conservent une image dégradée. 60 % (+ 3 points) sont d'avis contraire.

Dans le détail, il faut noter que les jugements positifs sur l'hôpital public ont tendance à croître avec l'âge des personnes interviewées. Ce sont ainsi 69 % des 18/24 ans qui louent la qualité des soins à l'hôpital pour 88 % des plus de 65 ans. Ce phénomène s'observe moins sensiblement au sujet des cliniques privées, mise à part la prise en charge des plus démunis (27 % de jugements positifs chez les 18/24 ans, mais 39% parmi les plus de 65 ans).

Une très nette amélioration sur le front des maladies nosocomiales qui répond à l'exigence de qualité et de sécurité des soins
Aux yeux des Français, l'hôpital a manifestement marqué des points dans la lutte contre les maladies nosocomiales ces deux dernières années. Ainsi, les répondants ne sont plus que 44% à estimer qu'il y a plus de risques liés aux infections nosocomiales qu'il y a quelques années, une proportion en repli de 19 points depuis 2004. En parallèle, 42% soulignent une amélioration, soit 18 points de plus que lors de la dernière enquête.

Le principe d'égalité dans l'accès aux soins : une valeur partagée qui sous-tend les missions du système hospitalier français

Interrogés sur les éléments qui caractérisent le mieux le système hospitalier français, les Français placent toujours nettement en tête *le fait que l'hôpital soit accessible à tous, quel que soit son niveau de revenu* (48%). Ce score marque néanmoins un recul de 7 points en deux ans, ce qui peut traduire un doute croissant sur la capacité de l'hôpital à répondre à cette exigence.

Pour le reste, toujours au coude à coude, la liberté de choix de son établissement (17 %), la proximité de l'hôpital (17 %), et la possibilité de se faire hospitaliser dans des délais réduits (11 %). L'exigence financière d'un faible coût pour le malade n'est citée que par 5 % des Français.

On constate par ailleurs que l'égalité d'accès arrive en tête dans toutes les catégories de la population, même si les jeunes y sont plus sensibles que leurs aînés (61 % parmi les 18/24 ans, contre 34 % chez les plus de 65 ans). Les préférences partisans restent également discriminantes mais elles ne remettent pas en cause la hiérarchie établie : 55 % de citations parmi les sympathisants de gauche, 44 % à droite.

Un refus massif de la privatisation

Les Français marquent très clairement leur hostilité à tout projet de privatisation des hôpitaux. En effet, seuls 15 % d'entre eux s'y montrent favorables, quand 77 % refusent cette perspective. Il faut par ailleurs préciser que plus d'un répondant sur deux (52 %) se déclarent « pas du tout favorables » à cette évolution, y compris parmi les Français qui ont une mauvaise opinion de l'hôpital public.

Ce front du refus transcende tous les clivages générationnel et socio-économique. Des écarts existent selon les préférences partisans mais la majorité ne s'inverse jamais (10 % des sympathisants de gauche acceptent la privatisation, quand 23 % des sympathisants de droite s'y déclarent favorables).

Dans le même temps, un manque de moyens largement déploré

S'ils refusent la solution du transfert au secteur privé, les Français, dans leur grande majorité (85 %), jugent insuffisants les moyens humains et financiers dont disposent actuellement les hôpitaux publics. Ils ne sont que 12 % à les juger suffisants (dont 10% « plutôt suffisants »). L'opinion des Français sur la question est à peu près homogène et à gauche comme à droite le diagnostic est comparable (80 % des sympathisants de droite, 88 % des sympathisants de gauche).

Des Français plus partagés quant aux modèles d'organisation du système hospitalier

Si les Français sont quasi unanimes sur les principes fondamentaux qui doivent régir le fonctionnement du service public hospitalier - refus de la privatisation et égalité d'accès aux soins - ils sont nettement plus divisés sur la question de son mode d'organisation.

49 % des Français disent ainsi souhaiter pour l'avenir *de grands hôpitaux équipés de manière optimale, quitte à ce qu'ils soient plus éloignés du domicile*, quand 45 % préfèrent la proximité à l'équipement optimal des structures. L'opinion ne tranche pas clairement entre ces deux exigences et les résultats témoignent de la difficulté des Français à arbitrer entre un maillage dense du territoire et la qualité optimale des soins. Seuls les moins de 25 ans privilégient assez nettement un équipement optimal (à 60 % contre 34 %). Même constat parmi les sympathisants de droite (58 % contre 37 %) et dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants (55 % contre 40 %).

Au contraire, les revenus modestes restent attachés à la densité du maillage du territoire ; l'option des petites structures est ainsi choisie par 55 % des personnes ayant moins de 1 200 euros de revenus mensuels, alors que 41% d'entre elles optent pour les grands hôpitaux.

Un exemple concret d'arbitrage : le choix d'une maternité

Trois critères se détachent nettement : la présence d'un service de néonatalogie et de soins intensifs (60 % de citations), une équipe médicale bien entraînée en cas de césarienne (57 %) et, en troisième position, la proximité du domicile (53 %). Loin derrière, les autres critères ne sont mentionnés que par moins d'un Français sur dix. Entre sécurité, proximité et confort les Français font nettement le choix de la sécurité. Dans le détail, hommes et femmes ne sont pas attentifs aux mêmes critères objectifs : les femmes sont 65% à mettre l'accent sur la nécessaire présence d'un service de néonatalogie et de soins intensifs, alors que les hommes insistent davantage sur la proximité (58 %).

Fiche technique

Étude réalisée du 12 au 13 avril 2006 en face à face auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Travailler plus pour gagner plus, ou prendre ses congés : les Français partagés

SOFRES – Avril 2006

Groupe Casino / L'Hémicycle

Après l'importante crise du CPE qui vient d'ébranler la France, une importante réflexion s'ouvre sur la question du travail et des réformes jugées nécessaires et souhaitées ou non par les Français. Dans ce contexte, notre étude réalisée pour le groupe Casino et L'Hémicycle a choisi de mesurer à quel point les Français peuvent avoir envie de travailler plus pour gagner plus ou, au contraire, de bénéficier de droits collectifs à des congés acquis.

Les Français sont divisés

Les Français se montrent très partagés face à la question de leur préférence sur leur mode de consommation du temps de travail. 42 % déclarent qu'ils aimeraient pouvoir renoncer à des jours de congés ou pouvoir faire des heures supplémentaires afin de gagner plus d'argent. A l'inverse, 47 % se disent ne pas être intéressés par cette possibilité et préfèrent bénéficier de tous les jours de congés auxquels ils ont le droit (11 % des personnes interrogées ne se prononcent pas). A noter, tout de même, que 42 % des Français déclarent préférer travailler plus pour gagner plus.

Apparition de lignes de fractures sociologiques et politiques

La situation n'est pas homogène dans l'ensemble des catégories sociales. Trois types de facteurs influent : le rapport à la valeur « travail », le besoin d'insertion dans la vie professionnelle et dans la vie de manière générale, et les préférences idéologiques.

Les plus jeunes (18-24 ans, 54 %), les travailleurs indépendants (46 %), les commerçants artisans et chefs d'entreprise (56 %), et les sympathisants de droite (56%) sont majoritairement pour la liberté individuelle de travailler plus. A l'inverse, les catégories d'âge actif plus intégrées dans la vie professionnelle, les 25-34 ans (55 %), les 35-49 ans (50 %), les classes moyennes (57 %), les salariés du secteur public (65 %), les ouvriers (51 %) et les sympathisants de gauche (61 %) souhaitent pouvoir bénéficier de jours de repos.

Les logiques qui président ces choix sont complexes et dépassent la question du niveau de revenus. En effet, entrent en ligne de compte le besoin d'argent (chez les jeunes) et le fait d'avoir un retour pécuniaire direct en retour du temps travaillé pour les artisans, commerçants et chef d'entreprise. A l'opposé, le besoin de temps familial motive les 25-49 ans. Les satisfactions personnelles que l'on trouve au travail jouent un rôle, au-delà des gratifications matérielles, et expliquent que les cadres soient prêts à travailler plus que les ouvriers, qui gagnent pourtant moins.

Par ailleurs, aujourd'hui, ce sont les catégories les plus fragiles sur le marché du travail (les jeunes, les seniors / 42 %) qui se disent les plus désireuses de pouvoir travailler plus.

Les résultats

- Vous-même, laquelle de ces deux opinions correspond le mieux à ce que vous pensez aujourd'hui à propos de votre travail ou de votre ancien travail ?

	Ensemble	Selon l'âge				
		18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et +
Vous aimeriez à titre individuel pouvoir renoncer à des jours de congé supplémentaires pour pouvoir gagner plus d'argent	42	54	39	40	42	42
Vous préférez bénéficier de tous les jours de congés auxquels vous avez droit	47	38	55	50	47	41
Sans opinion	11	8	6	10	11	17

Fiche Technique

Etude réalisée le 18 avril 2006 pour le **Groupe Casino / L'Hémicycle** auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées par téléphone à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie.

QUESTION - Parmi les valeurs suivantes, laquelle est selon vous la plus importante ?

	Ensemble des Français %
- La solidarité.....	42
- La liberté.....	32
- L'égalité.....	26
- Ne se prononcent pas.....	-
TOTAL.....	100

QUESTION - Diriez-vous que la société française aujourd'hui fait une place très importante, assez importante, peu importante ou pas du tout importante à la solidarité ?

	Ensemble des Français %
Importante.....	43
- Très importante.....	8
- Assez importante.....	35
Pas importante.....	56
- Peu importante.....	44
- Pas du tout importante.....	12
- Ne se prononcent pas.....	1
TOTAL.....	100

QUESTION - Et dans les années qui viennent, souhaitez-vous que la société française fasse une place plus importante, moins importante ou ni plus ni moins importante à la solidarité ?

	Ensemble des Français %
- Plus importante	82
- Moins importante.....	4
- Ni plus ni moins importante.....	13
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

QUESTION - Avec laquelle des trois opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

	Ensemble des Français %
- La solidarité implique autant les familles que l'Etat	72
- La solidarité doit être essentiellement prise en charge par l'Etat et l'impôt	15
- C'est d'abord des familles que doit venir la solidarité	12
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL.....	100

QUESTION - Avez-vous ou avez-vous eu dans votre entourage proche quelqu'un que l'on puisse qualifier de personne vulnérable (qui soit une personne âgée dépendante, un chômeur de longue durée, une personne sans logement, une personne handicapée, etc.) ?

	Ensemble des Français %
Oui	59
- Oui, une personne âgée dépendante	31
- Oui, un chômeur de longue durée	23
- Oui, une personne handicapée	22
- Oui, une personne sans logement	8
- Oui, autre	3
Non	41
- Ne se prononcent pas	-
Total	100

tal supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

QUESTION - Pour chacun des acteurs suivants, dites-moi si vous lui faites confiance ou pas pour améliorer les choses dans le domaine de la solidarité ?

	%	Confiance	Pas confiance	Ne se prononcent pas
- Les associations	100	79	19	2
- Les familles	100	79	20	1
- Les collectivités	100	70	28	2
- L'Etat	100	35	64	1

QUESTION - On parle beaucoup des personnes vulnérables : des personnes âgées dépendantes, des chômeurs de longue durée, des personnes sans logement, des personnes handicapées, etc. A leur égard, quelle est votre attitude ?

	Ensemble des Français %
- Je suis prêt(e) à les aider.....	48
- J'ai de la sympathie pour eux	18
- Je me sens impuissant(e) pour les aider	31
- Je suis indifférent(e).....	2
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

QUESTION - Quels types de mesures avez-vous été amené à prendre pour vous occuper d'elle ?

Question posée à ceux qui ont ou ont eu dans leur entourage une personne vulnérable, soit 59 % de l'échantillon.

	%
- Aide financière (prêt ou don d'argent)	21
- Visites régulières, consacrer du temps à la personne, être présent	18
- Aide au niveau de l'hébergement / prendre la personne chez soi.....	14
- Aide morale, soutien psychologique / apporter de l'affection, de l'amour, entourer la personne	13
- Aider la personne / s'en occuper	8
- Aide au niveau alimentaire : faire des courses, donner de la nourriture	8
- Placement de la personne dans une institution.....	8
- Aide pour trouver un emploi, un logement (faire jouer son réseau, accompagnement dans les démarches).....	7
- Aide au niveau administratif	7
- Aide dans la vie quotidienne.....	6
- Apporter une écoute, discuter	5
- Prise en charge complète de la personne, s'en occuper à plein temps.....	4
- Aide pour le ménage, la cuisine	4
- Soutien physique (aide pour se laver, s'habiller, se nourrir etc)	3
- Arrêter de travailler ou travailler moins pour s'en occuper	3
- Faire appel à une association.....	3
- Aide pour les déplacements	2
- Faire appel à des organismes publiques.....	2
- Toute la famille s'en est occupé (la famille s'est partagé les tâches).....	2
- Un autre membre de la famille s'en est occupé	2
- Une aide à domicile	2
- Aide pour les soins médicaux	2
- Autre	5
- Aucune	11
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

QUESTION - Avec qui avez-vous été amené à prendre ces mesures ?

Question posée à ceux qui ont ou ont eu dans leur entourage une personne vulnérable, soit 59 % de l'échantillon.

	%
La famille.....	59
- Ma famille / des parents.....	22
- Mon conjoint, mon mari, ma femme	12
- Mes parents, mon père, ma mère	10
- Mes enfants, ma fille, mon fils	7
- Mes frères et sœurs.....	6
- Oncles, tantes, neveux, cousins.....	4
- Ma belle-famille / mon beau-père, ma belle-mère / mon beau-frère, ma belle-sœur	4
L'entourage.....	14
- Des amis	12
- Mon entourage / des proches	3
- Des voisins.....	1
Une aide extérieure.....	9
- Une association	3
- Autres institutions ou services publics.....	2
- Mon employeur / mon milieu professionnel.....	1
- Le milieu médical / un médecin	1
- La mairie / la commune	1
- Les services sociaux.....	1
- L'ANPE / l'ASSEDIC	-
Autre.....	23
- Personne / Seul	13
- La personne pour qui ont été prises les mesures.....	7
- Autre	3
- Ne se prononcent pas.....	4
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

QUESTION - Et craignez-vous d'avoir dans votre entourage proche quelqu'un que l'on puisse qualifier de personne vulnérable (qui soit une personne âgée dépendante, un chômeur de longue durée, une personne sans logement, une personne handicapée, etc.) ?

	Ensemble des Français %
Oui	47
- Oui, une personne âgée dépendante	25
- Oui, un chômeur de longue durée	22
- Oui, une personne handicapée.....	16
- Oui, une personne sans logement.....	10
- Oui, autre	3
Non	51
- Ne se prononcent pas	2
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

QUESTION - Selon vous les situations ci-dessous sont-elles très bien, assez bien, assez mal ou très mal prises en compte par les systèmes de solidarité existants ?

	%	Bien	Très bien	Assez bien	Mal	Assez mal	Très mal	Ne se prononcent pas
- La maladie	100	55	8	47	44	26	18	1
- Le vieillissement.....	100	47	5	42	51	36	15	2
- Le handicap	100	37	3	34	61	36	25	2
- Le chômage	100	31	4	27	67	35	32	2
- Le surendettement	100	30	3	27	64	35	29	6
- L'absence ou la perte de logement	100	17	1	16	81	42	39	2

QUESTION - Vous-même, craignez-vous un jour de n'être plus autonome ?

	Ensemble des Français %
- Oui.....	78
- Non.....	21
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

QUESTION - Pour le cas où vous vous trouviez en situation d'incapacité, souhaiteriez-vous pouvoir choisir par avance une personne de confiance pour s'occuper de vous ou de votre patrimoine ?

	Ensemble des Français %
Oui	80
- Oui, tout à fait.....	50
- Oui, plutôt.....	30
Non	19
- Non, plutôt pas.....	5
- Non, pas du tout.....	14
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

QUESTION - Et souhaiteriez-vous pouvoir choisir l'étendue des fonctions de cette personne de confiance ?

Question posée à ceux qui souhaitent pouvoir choisir par avance une personne de confiance en cas d'incapacité, soit 80 % de l'échantillon

	%
Oui	94
- Oui, tout à fait.....	64
- Oui, plutôt.....	30
Non	5
- Non, plutôt pas	2
- Non, pas du tout.....	3
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

QUESTION - Pour le cas où vous vous trouviez en situation d'incapacité, pour s'occuper de vous ou de votre patrimoine, vous choisiriez de préférence... ?

Question posée à ceux qui souhaitent pouvoir choisir par avance une personne de confiance en cas d'incapacité, soit 80 % de l'échantillon

	%
- Un parent proche (parent ou enfant)	76
- Un professionnel.....	13
- Un ami	7
- Une association	4
- Ne se prononcent pas	-
TOTAL	100

QUESTION - Si vous perdiez votre autonomie, préféreriez-vous... ?

	Ensemble des Français %
- ... rester à domicile	69
- ... aller en maison de soins ou en hôpital.....	16
- ... aller chez vos proches (enfants, frères et soeurs.....)	14
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

QUESTION - Si vous perdiez votre autonomie, selon vous, sur qui pourriez-vous compter financièrement pour faire face à cette situation ?

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	Ensemble des Français %
- Vos proches	56
- Une assurance ou une mutuelle	41
- Votre épargne	32
- La Sécurité Sociale	24
- Les collectivités locales.....	10
- Personne / Rien	2
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

QUESTION - Selon vous, quelle est la principale cause du déficit de logement aujourd'hui ?

	Ensemble des Français %
- Le manque de logement sociaux.....	27
- Le fait que les propriétaires ne mettent pas leurs logements en location.....	26
- Le trop grand nombre de logements insalubres ou inhabitables.....	26
- Le manque de logement en général.....	16
- Ne se prononcent pas.....	5
TOTAL.....	100

QUESTION - Si vous étiez propriétaire d'un logement, accepteriez-vous de le louer à une personne vulnérable ?

	Ensemble des Français %
Oui.....	71
- Oui, tout à fait.....	37
- Oui, plutôt.....	34
Non.....	24
- Non, plutôt pas.....	12
- Non, pas du tout.....	12
- Ne se prononcent pas.....	5
TOTAL.....	100

QUESTION - A quelles conditions accepteriez-vous de le louer à une personne vulnérable ?

Question posée à ceux qui n'accepteraient pas de louer un logement à une personne vulnérable, soit 24 % de l'échantillon.

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
- Si vous avez la possibilité de récupérer facilement le logement en cas de non-paiement.....	47
- Si l'on vous offre à travers une assurance des garanties de paiement	41
- Si l'on vous offre à travers un organisme social des garanties de paiement.....	40
- Si en tant que propriétaire vous recevez directement les aides au logement accordées au locataire.....	38
- Ne se prononcent pas	10
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / Caisse des Dépôts / Congrès des Notaires réalisé par téléphone les 5 et 6 avril 2006. Echantillon national représentatif de 1005 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Le degré de connaissance de ses voisins

- Quels types de relations avez-vous avec vos différents voisins ? (1)

	%	Rang
Vous discutez parfois, mais sans réellement vous connaître	45	1
Il vous arrive de vous recevoir pour manger ou prendre un verre ensemble	33	2
Vos rapports sont juste polis	32	3
Ce sont des amis, vous êtes proches d'eux	21	4
Vous ne leur parlez pas	4	5
Vous êtes en conflit avec eux	3	6
Vous ne les avez jamais vus	2	7
Sans réponse	0	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Les rapports avec ses voisins

- Parmi les phrases suivantes, quelles sont celles qui caractérisent le mieux vos voisins ? (1)

Ils vous laissent tranquille et ne vous dérangent pas	58
Ils vous dépannent quand il vous manque un ingrédient, un outil ou pour faire une course	36
Ils s'occupent de votre animal domestique ou de vos plantes, ou ils surveillent votre appartement ou votre maison quand vous n'êtes pas là	19
Ils sont à votre écoute	18
Ils font du bruit	9
Ils ne sont pas sympathiques	7
Ils vous empêchent de vivre comme vous le voudriez	3
Vous avez trop de promiscuité avec eux	2
Sans réponse	2

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

L'effet de la canicule de 2003 sur les relations de voisinage

- Depuis la canicule de l'été 2003, êtes-vous plus attentifs à vos voisins, notamment vos voisins âgés ?

Oui, tout à fait	16
Oui, plutôt	35
ST Oui	51
Non, plutôt pas	24
Non, pas du tout	16
ST Non	40
Sans réponse	9

Fiche Technique

Enquête réalisée les 22 et 23 mai 2006 pour **Immeubles en fête** auprès d'un échantillon national de 1000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

La perception des idées reçues à l'égard des personnes en situation de handicap par les Français

IFOP – Mai 2006

Association des paralysés de France

La représentation des personnes en situation de handicap

- Quand vous pensez aux personnes handicapées d'une manière générale, vous pensez avant tout à... ?

	Ensemble (%)	Rappel Mai 2005 (%)
• Une personne en fauteuil roulant	58	58
• Une personne atteinte de déficiences mentales ou physiques	25	23
• Une personne souffrant d'une malformation de naissance	9	10
• Un non-voyant	6	5
• Un malentendant	1	1
• Une personne obèse	-	-
- Autre/Ne se prononcent pas	1	3
TOTAL	100	100

Le niveau d'intégration des personnes en situation de handicap dans la société actuelle

- Diriez-vous que, dans la société actuelle, les personnes handicapées motrices sont ... ?

	Ensemble (%)	Rappel Mai 2005 (%)
• Privilégiées	2	4
• Bien intégrées	18	19
• Marginalisées	52	48
• Totalement délaissées	27	26
- Ne se prononcent pas	1	3
TOTAL	100	100

Les facteurs et acteurs pouvant contribuer à l'intégration des personnes handicapées motrices

- Parmi les facteurs et acteurs suivants, qu'est ce qui selon vous peut contribuer le plus aujourd'hui à l'intégration des personnes handicapées motrices à la société ?

	Ensemble (%)	Moins de 35 ans (%)	35 ans et plus (%)
• Le comportement de chacun d'entre nous	47	56	42
• Les pouvoirs publics	26	24	27
• La recherche médicale	10	8	12
• Les entreprises	10	8	11
• Les institutions spécialisées	7	4	8
- Autre/Ne se prononcent pas	-	-	-
TOTAL	100	100	100

L'évolution de la situation des personnes handicapées motrices dans différents domaines

- Au cours des dernières années, avez-vous le sentiment que la situation des personnes handicapées s'est plutôt améliorée, plutôt dégradée ou est restée stable sur chacun des points suivants ?

	Plutôt améliorée (%)	Plutôt dégradée (%)	Est restée stable (%)	Nsp (%)	TOTAL (%)
• L'accès aux transports et aux lieux publics	62	6	32	-	100
• L'accès aux loisirs	52	4	43	1	100
• L'intégration dans les écoles	44	8	47	1	100
• L'intégration dans le monde du travail	40	11	49	-	100
• Leur niveau de vie	37	11	52	-	100

L'expérience d'avoir été témoin de discriminations envers une personne handicapée au cours des 12 derniers mois

- Avez-vous personnellement été témoin, au cours des 12 derniers mois, de discriminations envers des personnes handicapées motrices ?

	Ensemble (%)	Moins de 35 ans (%)	Plus de 35 ans (%)
• Oui	9	14	7
• Non	91	86	93
TOTAL	100	100	100

La perception des idées reçues à l'égard des personnes handicapées motrices

- Diriez-vous que beaucoup de gens, la plupart des gens ou peu de gens pensent que... ?

	Beaucoup de gens (%)	La plupart des gens (%)	Peu de gens (%)	Nsp (%)	TOTAL (%)
• Etre en couple avec une personne handicapée nécessite du courage	53	34	13	-	100
• Le handicap d'une manière générale coûte cher à la société	38	32	30	-	100
• Si la science progressait plus vite, il y aurait moins de handicap	38	34	28	-	100
• Les personnes en situation de handicap ne peuvent pas vivre seules	37	44	19	-	100
• Les personnes handicapées sont plutôt des gens assistés	32	40	28	-	100
• Les personnes en situation de handicap ne sont pas épanouies dans leur vie sociale	28	42	30	-	100
• Les personnes en situation de handicap sont inaptes au travail	27	37	36	-	100
• Les personnes handicapées sont renfermées sur elles-mêmes	26	36	37	1	100
• Les personnes en situation de handicap n'ont pas de vie sexuelle	25	36	38	1	100
• Les personnes handicapées sont des gens exemplaires et hors du commun	22	29	49	-	100
• Les personnes en situation de handicap profitent parfois des avantages qui leur sont réservés	20	26	54	-	100
• Les personnes handicapées doivent parfois avoir envie d'en finir	19	23	57	1	100

L'adhésion à certaines idées reçues concernant les personnes en situation de handicap

- Vous me direz si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des phrases suivantes ?

	TOTAL D'accord	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	TOTAL Pas d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Nsp	TOTAL
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
• Quand on voit une personne handicapée, on relativise nos problèmes quotidiens	85	54	31	15	7	8	-	100
• On ne sait pas toujours comment faire pour aider un handicapé moteur dans la rue	82	46	36	18	10	8	-	100
• On n'est pas vraiment spontané et sincère à l'égard des personnes handicapées	69	33	36	31	14	17	-	100
• On éprouve de la pitié pour les personnes handicapées	57	22	35	43	18	25	-	100
• Les entreprises qui embauchent des personnes en situation de handicap le font avant tout pour se donner bonne conscience	57	23	34	43	23	20	-	100
• On nous culpabilise par rapport aux personnes en situation de handicap	38	12	26	62	28	34	-	100
• On préférerait ne pas vivre plutôt que de devenir handicapé	37	16	21	63	24	39	-	100
• Les personnes en situation de handicap bénéficient de certains privilèges qui ne sont pas toujours justifiés	18	7	11	81	26	55	1	100

- Vous personnellement seriez-vous en mesure de ... ?

	TOTAL Oui	Oui, cer- tainement	Oui, pro- bablement	TOTAL Non	Non, pro- bablement pas	Non, cer- tainement pas	Nsp	TOTAL
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
• Entretien d'une relation amicale avec une personne handicapée motrice	98	79	19	2	1	1	-	100
• Travailler avec une personne handicapée motrice	96	75	21	4	2	2	-	100
• Sortir avec une personne handicapée motrice c'est à dire par exemple aller dîner au restaurant, aller au cinéma	96	72	24	4	3	1	-	100
• Vivre avec une personne handicapée motrice	77	35	42	23	17	6	-	100
• Vous marier ou consentir au mariage de l'un de vos enfants avec une personne handicapée motrice	76	34	42	23	16	7	1	100
• Entretien d'une relation amoureuse avec une personne handicapée motrice	63	24	39	36	23	13	1	100

La connaissance de personnes handicapées motrices

- Avez-vous vous-même dans votre entourage des personnes en situation de handicap ?

	Ensemble (%)
• Oui	55
• Non	45
TOTAL.....	100

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Fiche technique

Etude réalisée par l'Ifop pour :	L'Association des Paralysés de France
Echantillon	Echantillon de 804 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.
Dates de terrain	Du 9 au 13 mai 2006

L'âge idéal de départ à la retraite

CSA - Juin 2006

France Europe Express / France Info

- Si le choix ne dépendait que de vous, à quel âge partiriez-vous à la retraite ?

	Ensemble des Français Juin 2006	Rappel ⁽¹⁾ Ensemble des Français Décembre 2005	Rappel ⁽²⁾ Ensemble des Français Mai 2002
Moins de 50 ans	3	3	5
Entre 50 et 55 ans	38	30	46
Entre 56 et 60 ans	38	44	38
Entre 61 et 65 ans	12	14	8
Plus de 65 ans	3	4	1
Ne se prononcent pas	6	5	2
TOTAL	100	100	100
<i>Moyenne</i>	<i>60 ans</i>	-	-

(1) Sondage exclusif CSA / LE PARISIEN / AUJOURD'HUI EN FRANCE réalisé par téléphone les 13 et 14 décembre 2005 auprès d'un échantillon de 1001 personnes âgées de 18 ans et plus.

(2) Sondage exclusif CSA / L'Expansion réalisé par téléphone les 2 et 3 mai 2002 auprès d'un échantillon de 1000 personnes âgées de 18 ans et plus.

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / FRANCE EUROPE EXPRESS / FRANCE INFO réalisé par téléphone le **7 juin 2006**. Echantillon national représentatif de 961 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les Français restent toujours très satisfaits de leurs services publics mais changent sensiblement leur rapport à ceux-ci. Le contribuable se mue progressivement en un client-consommateur, très exigeant sur ses droits, et demandant notamment l'instauration d'un service minimum.

On savait déjà avec les précédentes vagues du baromètre que le bon fonctionnement des services publics locaux occupait une place très importante (la troisième position en 2004) au palmarès des préoccupations prioritaires des Français au niveau de leur commune. On voit se confirmer cette année que le niveau de satisfaction globale qu'ils retirent de ces services est exceptionnel (87 %) et en forte et constante progression (+ 4 points depuis 2004 et +15 point depuis 2001). Inversement, lorsque l'on détaille cette satisfaction selon les 12 services appréhendés dans ce baromètre, la satisfaction est plus faible – 65 % en moyenne – même si elle demeure largement majoritaire. Toutefois, cette moyenne est trompeuse, car on mesure surtout sur cet indicateur l'immense diversité des perceptions selon le service concerné :

Alors que quatre services publics locaux sont plébiscités – distribution d'électricité, de l'eau, assainissement des eaux et collecte des déchets – bénéficiant de niveaux de satisfaction compris entre 80 et 96 %, et qu'un autre (les stationnements et parkings) cristallise les mécontentements (30 % de satisfaits contre 48 % de mécontents), il apparaît que beaucoup restent encore trop méconnus pour être appréciés (entre un tiers et la moitié d'absences de réponses sur les questions relatives au service public du gaz, aux cantines, aux transports publics et au chauffage urbain). Comme pour la satisfaction globale, cette satisfaction détaillée par services enregistre en moyenne des progrès significatifs par rapport à 2004 (+2 points en moyenne et même +7 et 8 points en ce qui concerne le chauffage et les transports).

Une telle progression objective de la satisfaction des consommateurs des services publics locaux est bien ressentie puisque le sentiment d'amélioration de leur qualité est majoritaire (47 % contre 10 % qui pensent qu'ils se sont détériorés) et constant (47 % depuis ces 5 dernières années). Si la satisfaction générale à l'égard des services publics locaux apparaît indéniable, la perception que les Français en ont semble avoir fortement évolué en dix-huit mois : ils se sentaient autrefois avant tout contribuables (1er parmi les 4 qualificatifs proposés en 2004 ; dernier aujourd'hui avec 11 points de baisse), ils se sentent dorénavant clients consommateurs (1er qualificatif utilisé aujourd'hui avec 11 points de hausse alors qu'il était l'avant dernier cité en 2004).

En conséquence, on mesure également une progression concomitante de son niveau d'exigence. On constate ainsi auprès des Français une demande particulièrement forte quant à la garantie d'un service minimum dans le secteur public en cas de grève (71 % ; + 5 points depuis 2004).

L'impatience se fait même sentir concernant les modalités d'application de ce service minimum : si les Français sont toujours plus favorables à la concertation entre partenaires sociaux plutôt qu'à l'imposition d'une loi par le parlement (53 % contre 40 %), les partisans de la voie la plus radicale sont en très nette progression (+ 9 points).

Le concept même de gestion déléguée reste méconnu et ce mode de gestion enregistre cette année une baisse d'agrément sensible de sorte que les Français privilégient toujours davantage une gestion directe au niveau de leur commune. Pour une large majorité d'entre eux, les Français ont toujours une idée assez floue de la différence qui existe entre gestion directe et gestion déléguée d'un service public local : Plus d'un sur deux (52 %) est incapable d'expliquer la différence existant entre ces deux modes de gestion et seulement un sur quatre (25 %) parvient sommairement à l'expliquer. On constate donc qu'il n'y a quasiment eu aucun progrès (on passe seulement de 23 % à 25 % de connaissance) sur cet indicateur depuis 2004.

Par ailleurs, même si une majorité de Français se montre toujours assez favorable à la gestion déléguée dans son principe (54 % contre 38 %), le niveau d'agrément de la gestion déléguée connaît cette année une baisse importante de 10 points, se situant désormais à un niveau encore inférieur à celui d'il y a cinq ans (58 % en 2001). Dans le détail, ce choix s'explique largement par la perception qu'ont les usagers des forces et faiblesses prêtées à tort ou à raison à chacun de ces deux modes de gestion.

Ils prêtent ainsi à une gestion par une entreprise privée un avantage concurrentiel en termes de professionnalisme (60 % contre 32 % ; + 4 points) d'efficacité (52 % contre 39 %) et de rentabilité (51 % contre 36 %) et, à l'inverse, sont persuadés qu'avec ce mode de gestion, les services seront plus générateurs d'inégalités sociales (54 % contre 27 %), plus préoccupés par le profit que par la qualité (67 % contre 25 %) et surtout seront plus chers (72 % contre 19 %).

Dès lors, il n'est pas surprenant que les Français optent majoritairement – et plus encore qu'il y a deux ans – pour la gestion directe des services publics locaux par les services de leur commune (59 % ; + 4 points).

Pourtant, cette tendance ne semble pas inéluctable : plus de 80 % (+5 points par rapport à 2004) de ceux qui ne sont pas aujourd'hui favorables à la gestion déléguée auraient été prêts à l'envisager s'ils avaient eu connaissance des diverses conditions encadrant sa mise en place. Un effort de communication semble donc s'imposer, notamment en ce qui concerne le bon contrôle (prise en compte des plaintes des usagers 47 % ; contrôle et sanction du délégataire 39 %) et la réversibilité (36 %) du processus.

Dans le même esprit, est plébiscitée l'idée de dialogue et même d'approche participative à propos des décisions prises par les communes en matière de services publics locaux : sans verser dans la démocratie directe (seulement 29 % pensent que les citoyens doivent voter avant chaque décision importante à ce sujet), une écrasante majorité de Français (63 %) pense que ces décisions doivent être prises en concertation avec les citoyens plutôt que – comme cela se fait habituellement – directement par les élus sans que ceux-ci ne les consultent ou les informent (6 %).

Les Français sont convaincus des vertus de la mise en concurrence même si celle-ci n'apparaît encore que comme une source de comparaison de la collectivité publique qui n'est pas de nature à remettre en cause la gestion directe des services publics.

Même s'ils ont des réticences concernant la gestion déléguée, les Français sont clairement favorables à la mise en concurrence de ces deux modes de gestion, aussi bien dans son principe (55 % contre 39% ; + 2 points) que dans son application bien concrète dans leur commune (53 % contre 39 %).

Cette mise en concurrence est non seulement souhaitée de manière globale mais aussi demandée de manière circonstanciée : Pour 11 des 12 services publics appréhendés de manière détaillée dans notre baromètre, une majorité de Français (50 % à 64 %) souhaiterait qu'il existe une concurrence complète ou au moins limitée entre gestion directe et gestion déléguée.

Cette tendance se renforce même par rapport à 2004 puisque la volonté de mise en concurrence a progressé de 2 à 3 points en moyenne pour l'ensemble de ces services publics. Il n'y a finalement que pour les services culturels et sportifs municipaux que les Français sont réticents face à cette mise en concurrence (44 % contre 46 %). Celle-ci apparaît en revanche désormais comme étant totalement justifiée (81 % ; dont 56 % favorables à une concurrence totale) en ce qui concerne les réseaux de télécommunication. D'ailleurs, ils sont systématiquement une majorité à considérer aujourd'hui que les mises en concurrence effectuées depuis ces dernières années dans les Télécoms (73 %), le transport aérien (60 %), le transport postal rapide (67 %) ou la gestion de l'eau (55 %) ont été bénéfiques.

Comme nous le concluions déjà en 2004, tout se passe donc comme si les Français, pragmatiques, étaient favorables à la concurrence afin de « booster » la performance des services publics en termes de professionnalisme, d'efficacité et de rigueur économique tout en ayant à l'esprit de finalement retenir l'opérateur public jugé plus sûr en termes d'équité, de qualité et même de prix. L'utilité perçue actuelle de l'opérateur privé est donc encore de « servir de lièvre ». Afin de promouvoir la gestion déléguée il est donc capital de communiquer pour rassurer l'Opinion sur les garanties de maintien de l'esprit du service public plutôt que d'insister sur les bénéfices déjà perçus que pourraient en retirer les usagers.

L'appréciation globale des services publics

- Parmi cette liste de services publics locaux, quels sont les 3 services auxquels vous attachez le plus d'importance ?

	Ensemble	<i>Rappel 2004</i>
La distribution de l'eau	53	<i>35</i>
La distribution de l'électricité	48	<i>30</i>
La collecte des déchets	46	<i>48</i>
Les transports en commun de proximité	30	<i>44</i>
L'assainissement des eaux	23	<i>30</i>
Les réseaux de télécommunication*	22	<i>-</i>
Les services culturels et sportifs municipaux	19	<i>29</i>
La distribution du gaz	17	<i>15</i>
La restauration collective et les cantines scolaires	13	<i>14</i>
Le stationnement et les parkings payants	10	<i>13</i>
Les transports ferrés interurbains ou TER	9	<i>9</i>
La gestion des réseaux de chauffage urbain	4	<i>3</i>
(Autre)	+	<i>1</i>
(NSP)	+	<i>2</i>

Total supérieur à 100%, car plusieurs réponses possibles

**Modalité nouvelle en 2006*

Satisfaction globale à l'égard des services publics locaux

- Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes globalement très satisfait, plutôt satisfait, plutôt insatisfait, très insatisfait des services publics organisés dont vous êtes l'utilisateur ?

	Ensemble	<i>Rappel 2004</i>	<i>Rappel 2001</i>	<i>Rappel 1997</i>
Très satisfait	12	<i>10</i>	<i>8</i>	<i>16</i>
Plutôt satisfait	75	<i>73</i>	<i>64</i>	<i>68</i>
<i>S/T Satisfaits</i>	<i>87</i>	<i>83</i>	<i>72</i>	<i>84</i>
Plutôt insatisfait	9	<i>13</i>	<i>21</i>	<i>11</i>
Très insatisfait	3	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>2</i>
<i>S/T Insatisfaits</i>	<i>12</i>	<i>16</i>	<i>24</i>	<i>13</i>
(NSP)	1	<i>1</i>	<i>4</i>	<i>3</i>
Total	100	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Evolution perçue de la qualité des services publics locaux

- Et par rapport à il y a quelques années, diriez-vous que globalement la qualité des services publics locaux s'est plutôt améliorée, plutôt détériorée, ou qu'elle n'a pas changé ?

	Ensemble	<i>Rappel 2004</i>	<i>Rappel 2001</i>	<i>Rappel 1997</i>
Plutôt améliorée	47	<i>47</i>	<i>47</i>	<i>58</i>
Plutôt détériorée	10	<i>9</i>	<i>14</i>	<i>7</i>
N'a pas changé	39	<i>36</i>	<i>33</i>	<i>31</i>
(NSP)	4	<i>8</i>	<i>6</i>	<i>4</i>
Total	100	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>100</i>

Le rapport au service public

- Face aux différents services publics locaux que nous venons d'évoquer, vous personnellement, vous percevez-vous davantage comme un ...

	Ensemble	Rappel 2004
... client - consommateur (au sens d'une exigence en contrepartie d'un paiement)	31	22
... citoyen (au sens d'une préoccupation pour l'intérêt général)	24	25
... usager (au sens d'un simple utilisateur)	23	20
... contribuable (financement par les impôts locaux)	20	31
(Autre)	1	1
(NSP)	1	1
Total	100	100

Vecteurs de l'information concernant les services publics locaux

- De quelle manière les informations dont vous disposez au sujet des services publics locaux vous parviennent-elles ?

	Ensemble	Rappel 2004
Par le bulletin d'information municipal	59	66
Par les journaux et la presse locale	55	53
Par la télévision (locale M6 ou France 3 - ou nationale)	44	39
Par des discussions avec des amis, des collègues ou des voisins	37	37
Par les informations fournies sur vos factures par les opérateurs de service	21	19
Par Internet	14	1
Par des bulletins édités par d'autres collectivités locales	12	16
Par des tracts politiques ou syndicaux	9	10
Par l'intermédiaire de réunions d'information auxquelles vous assistez	5	7
Par des organisations de consommateurs	5	7
Autres	1	2
(Je ne dispose d'aucune information)	1	2
(NSP)	1	-

Représentations de la gestion directe et déléguée

- Quelle est pour vous la différence entre la gestion directe et la gestion déléguée d'un service public local ? (Question ouverte – réponses spontanées)

	Ensemble	Rappel 2004
ST Définitions justes ou partiellement justes	25	23
La gestion déléguée est la ...		
...gestion par une entreprise / une entreprise privée / par le privé	14	12
...gestion en sous-traitance	5	4
La gestion directe est la ...		
...gestion par la collectivité locale elle-même: mairie, commune, municipalité, région, département etc...	16	14
...gestion par l'administration publique, par le secteur public	3	2
ST Définitions tautologiques (floues, peu approfondies)	12	9
La gestion directe est la ...		
...gestion sans intermédiaire (sans précision)	3	2
La gestion déléguée est la ...		
...gestion par l'extérieur/ par des services extérieurs	5	2
...gestion par un tiers, une autre entité	3	5
Autres définitions tautologiques	2	-
ST Mauvaises définitions	4	7
La gestion déléguée est la...		
... gestion au sens de "délégation à des adjoints", à des élus (de la part du maire ou du responsable lui-même)	1	2
... gestion au sens de "décentralisation" aux collectivités locales par l'Etat/ Paris	+	2
... gestion "délégation par des autorités hiérarchiques" (sans précision)	+	1
Autres mauvaises définitions	3	3

	Ensemble	Rappel 2004
<i>(Suite)</i>		
ST Jugements en faveur de la gestion directe	9	7
La gestion directe...		
...est moins chère (ou la gestion déléguée est plus chère)	3	2
...est moins compliquée, plus efficace, plus rapide (ou la gestion déléguée est plus compliquée)	2	2
...est mieux (sans précision) (ou la gestion déléguée est moins bien)	2	1
...est plus proche, plus près des habitants/ Information plus accessible	1	1
...permet aux élus/ à la population de garder le pouvoir de décision	1	1
ST Jugements en faveur de la gestion déléguée	2	1
La gestion déléguée ...		
...est mieux (sans précision) (ou la gestion directe est moins bien)	1	1
Autres jugements en faveur de la gestion déléguée	1	-
ST Définitions par des exemples (le cas de l'eau, de la collecte des déchets etc ...)	1	2
Je ne vois pas de différence	2	3
autres	+	3
NSP	52	56

Suite à la question ouverte précédente, la définition suivante a été donnée aux interviewés : on parle de « gestion directe » d'un service public local lorsque la collectivité locale concernée assure elle-même l'exploitation et la gestion de ce service, grâce à ses fonctionnaires locaux. On parle de « gestion déléguée » d'un service public local lorsque la collectivité locale concernée délègue sous son contrôle l'exploitation et la gestion de ce service à une entreprise généralement privée.

Agrément de la gestion déléguée

- Vous personnellement, diriez-vous que la gestion déléguée est une très bonne chose, plutôt une bonne chose, plutôt une mauvaise chose, ou une très mauvaise chose ?

	Ensemble	Rappel 2004	Rappel 2001
Une très mauvaise chose	7	8	9
Plutôt une bonne chose	47	56	49
<i>ST Une bonne chose</i>	<i>54</i>	<i>64</i>	<i>58</i>
Plutôt une mauvaise chose	29	20	20
Une très mauvaise chose	9	6	8
<i>ST Une mauvaise chose</i>	<i>38</i>	<i>26</i>	<i>28</i>
(NSP)	8	10	14
Total	100	100	100

Arbitrage entre gestion déléguée et gestion directe

- Vous personnellement, préférez-vous que les services publics locaux soient gérés directement par votre commune ou que leur gestion soit déléguée à des entreprises privées

	Ensemble	Rappel 2004
Vous préférez qu'ils soient en gestion directe	59	55
Vous préférez qu'ils soient en gestion déléguée	20	19
Cela vous est indifférent	18	21
(NSP)	3	5
Total	100	100

Conditions rendant la gestion déléguée envisageable

- Parmi les conditions suivantes, lesquelles pourraient vous rendre finalement favorables à une gestion déléguée ?
Base : Aux personnes préférant que les services publics locaux soient en gestion directe (561)

	Ensemble	Rappel 2004
Si les élus prennent bien en compte les plaintes et les problèmes des usagers*	47	-
Si la collectivité locale contrôle et sanctionne effectivement le travail effectué par l'entreprise délégataire*	39	-
Si la collectivité locale a le droit de dénoncer le contrat et de faire "marche arrière"	36	39
Si le contrat passé impose clairement à l'entreprise des règles strictes de bonne exécution	35	34
Si la mise en concurrence des entreprises délégataires est pleinement loyale	29	27
Si l'entreprise retenue dispose des meilleures références	22	21
Si le conseil municipal y est majoritairement favorable	22	34
Aucune de ces conditions ne pourrait vous rendre favorable à la gestion déléguée	15	20
(NSP)	2	4

Total supérieur à 100%, car plusieurs réponses possibles.

*Modalités nouvelles en 2006

Utilité d'une concurrence entre modes de gestion

- Avec laquelle des deux affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord concernant le choix entre gestion directe ou gestion déléguée des services publics locaux ?

Mettre en concurrence ces deux modes de gestion est une bonne chose, car cela permet de retenir la meilleure offre qualité-prix

Mettre en concurrence ces deux modes de gestion est une mauvaise chose, car le rapport qualité-prix est difficile à estimer et n'est pas le seul critère à prendre en compte

(NSP)

Total

Ensemble	Rappel 2004
55	53
39	40
6	7
100	100

Opinion quant à la mise en concurrence au niveau local

- Et seriez-vous favorable à ce que des services publics locaux gérés directement par votre commune soient désormais mis en concurrence avec des entreprises privées ?

OUI
NON
(NSP)
Total

Ensemble
53
39
8
100

Restauration d'un service minimum

- Souhaitez-vous que soit instauré un service minimum dans le secteur public en cas de grève ?

Oui, car cela garantirait la continuité des services publics
Non, car cela remettrait en cause l'exercice du droit de grève
(NSP)
Total

Ensemble	Rappel janv. 2004
71	66
26	31
3	3
100	100

Modalités d'instauration du service minimum

- Afin d'instaurer ce service minimum dans le secteur public en cas de grève, quelle solution aurait votre préférence ?
Base : Aux personnes souhaitant l'instauration d'un service minimum en cas de grève (669)

	Ensemble	Rappel janv. 2004
Le vote d'une loi au Parlement applicable à l'ensemble du service public	40	31
La signature d'accords négociés par branches avec les partenaires sociaux	53	65
(NSP)	7	4
Total	100	100

Illustration pratique d'une mise en concurrence déjà effective

- Au cours de ces dernières années, de nombreux services publics ont déjà été mis en concurrence partielle ou totale au niveau national. Pour chacun des cas que je vais vous citer à présent, dites-moi si vous jugez que cette mise en concurrence a été finalement plutôt une bonne chose ou une mauvaise chose ?

	Plutôt une bonne chose	Plutôt une mauvaise chose	(NSP)	Total
Les Télécoms	73	20	7	100
Le transport aérien	60	19	21	100
Le transport postal rapide (La Poste, DHL, Federal Express, etc...)	67	23	10	100
La gestion de l'eau et son assainissement	55	28	17	100

Perception de la démocratie participative

- Vous personnellement, pensez-vous que les décisions prises par les communes concernant les services publics locaux doivent être prises...

	Ensemble
Par les élus mais en concertation avec les citoyens qui doivent être informés de chaque décision importante	63
Directement par les citoyens qui devraient être appelés à voter pour chaque décision importante	29
Directement par les élus sans que ceux-ci soient obligés de consulter ou informer les citoyens avant chaque décision importante	6
(NSP)	2
Total	100

Fiche technique

L'Institut BVA a réalisé une enquête auprès d'un échantillon de 946 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. L'enquête a été réalisée du 1er au 3 juin 2006 en face à face. Méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille après stratification par région et catégorie d'agglomération.

- Voici un certain nombre de thèmes qui pourront faire l'objet de débats au cours de la campagne présidentielle. Pouvez-vous me citer les trois ou quatre qui vous semblent nécessiter les plus larges débats dans la perspective de l'élection présidentielle de 2007 ?

	%	Rang
l'emploi	69	1
Les inégalités sociales	37	2
Les retraites	32	3
L'endettement de l'État	31	4
La sécurité	30	5
L'enseignement	29	6
La santé	28	7
La justice	24	8
L'environnement	21	9
Le logement	19	10
L'Europe	14	11
Le service public	12	12
L'énergie	9	13
La recherche	7	14
La culture	2	15
Sans opinion	1	

(1) Le total des % est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner quatre réponses.

Fiche Technique

Enquête réalisée les 6 et 7 juillet 2006 pour **Pèlerin / France Inter** auprès d'un échantillon national de 1000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Notre étude réalisée pour *Capgemini Consulting* permet de mieux connaître les comportements actuels des Français vis-à-vis de l'e-administration. Les questions portent sur le profil des utilisateurs des sites internet publics, l'attractivité de ces sites, les motivations et les freins à l'usage des e-services, la satisfaction des usagers ainsi que leurs attentes.

Le succès de l'administration électronique est confirmé

La fréquentation des sites de l'administration par les internautes français se stabilise autour de 75 %. Au total, près de 40 % des Français ont utilisé les services publics en ligne en 2006.

Les obstacles à l'utilisation des sites publics disparaissent : préférence pour le contact humain, saturation des sites, accès, manque de confiance. L'utilisation régulière de ces sites progresse pour les catégories jusque-là moins concernées : ouvriers (+ 6 %), chômeurs (+ 5 %).

Les sites des services sociaux et celui du MINEFI continuent de conquérir un public de plus en plus large (respectivement, + 3 et + 4 points de fréquentation).

L'Internet public est de plus en plus perçu comme un fournisseur de services, avec un service emblématique : le paiement des impôts en ligne, désormais effectué par 30 % des Français, pour 15 % il y a deux ans.

Les administrations sont confrontées à l'enjeu de la fidélisation des internautes

L'intensification de la pratique d'Internet dans le quotidien des Français (35 % des Français se connectent une ou plusieurs fois par jour) ne se répercute pas dans l'utilisation des sites publics : par rapport aux connexions occasionnelles, la consultation régulière des sites publics est même en baisse (5 % en moyenne ; 15 % chez les 25-34 ans).

Le niveau d'exigence augmente : si 80 % de ses utilisateurs sont toujours satisfaits de la qualité de l'information et de la facilité avec laquelle on peut effectuer les démarches (un quart est même « très satisfait »), des mécontents apparaissent, surtout chez les jeunes : 15 % chez les 15-24 ans, 9 % chez les 25-34 ans, soit + 5 points rapport à 2005.

L'attente des Français d'un compte administratif personnalisé se renforce

Parmi les offres de service en développement, la création d'un compte administratif personnalisé sur Internet rencontre l'adhésion de 60 % des Français (+ 4 en un an). Plus des deux tiers des Français considèrent qu'Internet permet aux administrations de réaliser des économies (+ 11 en deux ans). L'amélioration des services en ligne passera selon eux par la mise à jour régulière des contenus et une simplification du vocabulaire et des procédures administratives.

Fiche Technique

Enquête réalisée en face à face du 6 au 11 juillet 2006 auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population nationale âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage ou classe sociale) et stratification par région (tous pays) et catégorie d'agglomération.

Les Enjeux du Quotidien », réalisés par TNS Sofres pour **I'EPIQ**, sont une série d'études traitant de sujets se situant au coeur de l'actualité et des préoccupations quotidiennes des Français. Ce 3ème volet de la saison 2006 porte sur les Français et Internet et est publié dans les titres de Presse Quotidienne Nationale, Régionale, urbaine gratuite et la presse hebdomadaire régionale. Principaux enseignements de cette étude : pour les Français, Internet facilite la vie de tous les jours ; le web est considéré comme une source d'information importante, complémentaire des journaux ; enfin, le suivi de l'actualité, la consultation des blogs, les rencontres et envois/réceptions d'e-mails apparaissent comme des pratiques populaires.

Internet : une image globalement positive

Des traits d'image positifs apparaissent majoritairement liés à Internet. Ce dernier est d'abord perçu comme un « outil du quotidien », générateur d'un certain confort : 77 % des Français sont en effet d'accord avec le fait qu'« Internet facilite la vie de tous les jours », 76 % estiment qu'il « est facile à utiliser », 73 % réfutent le fait qu'il « fait perdre du temps », et 57 % vont jusqu'à approuver l'idée qu'« aujourd'hui, on ne peut plus de passer d'Internet ». Par ailleurs, Internet est envisagé comme un véritable moyen de communication, puisque 69 % estiment que, « grâce à Internet, les gens communiquent davantage entre eux ». Enfin, seuls 29 % des Français considèrent qu'« Internet coûte cher par rapport à son utilité ». En fait, une seule réserve importante émerge à l'encontre d'Internet : elle réside dans le fait qu'il « peut être dangereux, surtout pour les enfants » (72 % l'affirment). Sur toutes ces dimensions, trois critères apparaissent clivants dans l'image que l'on a d'Internet : l'âge, la catégorie sociale et l'usage d'Internet. Ainsi, les moins de 35 ans, les catégories sociales supérieures (les CSP+, les plus diplômés et les plus hauts revenus) et les internautes témoignent d'une image particulièrement positive d'Internet tandis que les plus de 60 ans, les catégories défavorisées (les CSP-, les moins diplômés et les plus bas revenus) et les non internautes se montrent au contraire plus réservés que les autres.

Une source d'information considérée comme importante et complémentaire des journaux

Pour près d'un Français sur deux (47 %), Internet est « une source d'information importante », tandis que 34 % déclarent qu'il s'agit d'« une source d'information comme une autre ». Notons que seuls 7 % des Français affirment qu'Internet est « la source d'information par excellence », et 9 % « une source d'information mineure ». Par ailleurs, 68 % estiment qu'« Internet est une source d'information complémentaire aux journaux car il permet de trouver des informations de nature différente », contre 27 % qui déclarent au contraire qu'« Internet est une source d'information qui remplace les journaux car il permet de trouver toutes les informations ». Dans toutes les catégories de la population, on considère très majoritairement qu'Internet est une source d'information complémentaire aux journaux, mais qui ne se substitue pas à ces derniers.

Néanmoins, certains apparaissent plus nombreux que les autres à avancer qu'Internet est une source d'information qui remplace les journaux : les jeunes âgés de 15 à 24 ans, les étudiants, les catégories les moins favorisées (ouvriers, les moins diplômés, les plus faibles revenus) mais aussi les lecteurs occasionnels de la presse quotidienne, hebdomadaire régionale ou de la presse quotidienne urbaine gratuite.

Des activités inégalement pratiquées

Pour l'heure, trois activités sont pratiquées par plus de la moitié des Français. Il s'agit d'« envoyer ou recevoir des e-mails » (55 %), « obtenir des informations pratiques » (55 %) et « surfer pour vous distraire, vous détendre » (51 %). Notons cependant que seulement 45 %, 32 % et respectivement 29 % des Français déclarent avoir une pratique régulière (« souvent ») des activités mentionnées. Viennent ensuite, par ordre décroissant de fréquence dans la pratique, le fait d'« utiliser une messagerie instantanée » (28 % le font « souvent »), de « suivre l'actualité » (17 % « souvent »), puis, dans une moindre mesure, d'« acheter des produits et services » (11 % « souvent »), de « consulter un blog » (9 % « souvent »), de « télécharger de la musique, des films ou des livres » (8 % « souvent »), de « participer à des forums de discussion » (7 % « souvent »), de « jouer en ligne » (6 % « souvent »). Certaines pratiques demeurent marginales : ainsi seuls 2 % des Français déclarent utiliser souvent Internet pour « faire des rencontres » ou « effectuer des transactions en bourse », respectivement 10 % et 7 % ayant déjà effectué ces activités sur Internet. L'âge apparaît comme le critère le plus clivant concernant les pratiques liées à Internet. En effet, quel que soit l'usage considéré, les personnes âgées de moins de 35 ans sont systématiquement celles qui le pratiquent le plus.

Notons néanmoins deux différences en fonction de l'âge et de la catégorie sociale : tandis que les plus jeunes (les 15-24 ans) et les CSP- ont surtout une pratique ludique d'Internet (on observe en effet des taux de citations particulièrement forts pour les items « surfer pour se distraire », « télécharger de la musique, des films ou des livres », « participer à des forums de discussion », « jouer en ligne ou en réseau » ou « faire des rencontres »), les 25-34 ans et les CSP+ en ont un usage plus utilitaire (« envoyer ou recevoir des e-mails », « obtenir des informations pratiques », « suivre l'actualité », « acheter des produits ou services » et « effectuer des transactions en bourse » recueillent ainsi des taux de citations plus importants chez ceux-ci que dans les autres catégories).

Fiche technique

Date de l'enquête : du 24 avril 2006 au 2 juillet 2006 – Enquête réalisée par téléphone auprès d'un échantillon national de 4 940 individus âgés de 15 ou plus – Plan de sondage à deux degrés – 1^{er} degré : tirage des communes au sein de chaque département respectant le poids relatif des communes et celui des différentes catégories d'agglomération à l'intérieur du département. 2^e degré : désignation de la personne interrogée selon la méthode des quotas : sexe X âge et sexe X actifs / inactifs.

La qualité de l'enseignement et l'égalité des chances à l'école

CSA – Août 2006

Le Parisien – Aujourd'hui en France

- Selon vous, la qualité de l'enseignement au collège et au lycée s'améliore, se dégrade ou ne change pas depuis quelques années ?

	Ensemble des Français
	%
S'améliore	15
Se dégrade	35
Ne change pas	36
Ne se prononcent pas	14
TOTAL	100

- L'école assure-t-elle selon vous l'égalité des chances ?

	Ensemble des Français
	%
- Oui	56
- Non	37
- Ne se prononcent pas	7
TOTAL	100

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / *Le Parisien / Aujourd'hui en France* réalisé par téléphone le **30 août 2006**. Echantillon national représentatif de 802 personnes âgées de 15 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

« Les Enjeux du Quotidien », réalisés par TNS Sofres pour **L'EPIQ**, sont une série d'études traitant de sujets se situant au coeur de l'actualité et des préoccupations quotidiennes des Français. Ce 4ème volet de la saison 2006 porte sur l'école et la formation. Il est publié dans les titres de Presse Quotidienne Nationale, Régionale, urbaine gratuite et la presse hebdomadaire régionale. Principaux enseignements de cette étude : pour près de deux tiers des Français (61 %), l'enseignement fonctionne bien ; le système scolaire suscite de fortes attentes, notamment en matière de culture générale et de connaissances de base ; enfin, le collège unique recueille un avis mitigé de la part des Français.

Une perception majoritairement positive du fonctionnement de l'enseignement en France

Près des deux tiers des Français (61 %) estiment que l'enseignement fonctionne bien (contre 37 % qu'il fonctionne mal). Un jugement positif qui gagne 13 points par rapport à 2005. 48 % estimaient alors que l'école fonctionnait bien pour 51 % qui portaient un jugement négatif. Cette dernière mesure avait toutefois été réalisée en mai et juin 2005 aux lendemains des protestations suscitées par la réforme Fillon et dans un contexte fortement marqué par le référendum sur la Constitution européenne, les remises en question et les mécontentements qu'il a cristallisés. En cette rentrée 2006, l'appréciation majoritairement positive portée par les Français constitue en fait un retour à la normale. Si toutes les catégories de la population partagent cet avis, on relève tout de même certaines nuances et des disparités notamment régionales. Ainsi, les jeunes (65 % des 15-24 ans estiment que l'enseignement fonctionne bien contre 35 %), étudiants (66/33) et parents d'élèves (64/35) -le «public cible» de l'École - se révèlent plus satisfaits que la moyenne des Français, de même que les salariés des entreprises publiques (65/33). C'est encore le cas des habitants des régions Nord Pas de Calais (69/29), Lorraine (67/30), Alsace (66/34), Champagne Ardenne (66/33) et Auvergne (65/33). En revanche, les femmes se montrent plus en retrait (59/38), tout comme les personnes les plus âgées (58/36 pour les 60 ans et plus), les diplômés du supérieur (58/40), les plus hauts revenus (52/47), les habitants d'île de France (54/44), Picardie (55/43), Basse Normandie (55/45) et Languedoc-Roussillon (56/43).

Les attentes demeurent importantes vis-à-vis du système scolaire

Si le jugement global s'améliore par rapport à l'inflexion qu'il avait exceptionnellement connue l'an passé, les priorités assignées à l'école restent les mêmes. On attend avant tout d'elle qu'elle donne des connaissances de base et une bonne culture générale aux élèves (68 % de citations). Elle doit aussi les préparer à la vie professionnelle ou à la vie en société (respectivement 52 % et 50 % de citations) avant que de développer leur esprit critique et leur autonomie (28 %). Cette hiérarchie des priorités ne varie fondamentalement que chez les élèves et étudiants eux-mêmes qui, déjà inquiets de leur insertion, privilégient assez logiquement une préparation à la vie professionnelle (60 % des 15-24 ans pour, rappelons-le 52 % en moyenne) et mettent également plus l'accent sur la nécessité de développer l'esprit critique et l'autonomie (41 % pour 28 % en moyenne). Des distinctions sont également repérables assez logiquement en fonction des milieux sociaux : même si tous insistent sur l'enseignement des bases, les plus favorisés ont tendance à ensuite privilégier le développement de l'esprit critique et de l'autonomie des enfants quand les catégories les plus modestes s'inquiètent surtout de la préparation de leurs enfants à la vie professionnelle.

Découvrir le monde du travail et de l'entreprise : une mission importante pour l'école...

Si pour 40 % des Français, le fait de faire découvrir le monde du travail et de l'entreprise aux élèves est une mission fondamentale de l'école, 49 % estiment qu'elle est importante sans être fondamentale mais – 10 % seulement secondaire. Seuls les artisans, commerçants et chefs d'entreprise déclarent majoritairement qu'il s'agit là d'une mission fondamentale....

...qui n'apparaît pas encore bien remplie

Et pourtant, pour 55 % des Français, le système scolaire actuel prépare mal les élèves à la vie professionnelle quand 42 % estiment au contraire qu'il y prépare bien. Ce jugement relativement sévère l'est plus encore par les 25-34 ans (66 %), les catégories supérieures (67 %) et les parents d'étudiants (62 %).

Le collège unique suscite une forte perplexité dans l'opinion

Si pour 49 % des Français le fait que tous les élèves jusqu'à la Troisième suivent un même enseignement général est une bonne chose car cela leur donne une bonne culture générale avant de s'orienter vers des filières spécialisées, en revanche pour 48 %, c'est plutôt une mauvaise chose car il y a des élèves qui perdent leur temps au collège et qui s'épanouiraient davantage dans des filières spécialisées. Ce jugement mitigé ne renvoie pas à des clivages précis au sein de la population. On notera des jugements légèrement plus affirmés que la moyenne des Français en faveur du collège unique chez les plus jeunes (56 % des 15-24 ans estiment que le collège unique est une bonne chose contre 43 %), les cadres et professions intellectuelles supérieures (55/43), les habitants de Haute Normandie (55/43), de Bretagne (55/41) et de Rhône Alpes (55/41). En revanche, les artisans, commerçants et chefs d'entreprise expriment davantage de réserves (39 % une bonne chose, 56 % non), de même – et c'est notable – que les parents d'enfants scolarisés au lycée (41/59). On retrouve aussi ces réticences chez les habitants de Lorraine (43/55), Champagne Ardenne (41/57), Picardie (42/55), Centre (41/57), Poitou-Charentes (41/57) et Languedoc-Roussillon (41/57).

Fiche technique

Date de l'enquête : du 3 juillet 2006 au 27 août 2006 – Enquête réalisée par téléphone auprès d'un échantillon national de 3 791 individus âgés de 15 ou plus. Plan de sondage à deux degrés - 1- degré : tirage des communes au sein de chaque département respectant le poids relatif des communes et celui des différentes catégories d'agglomération à l'intérieur du département – 2- degré : désignation de la personne interrogée selon la méthode des quotas : sexe X âge et sexe X actifs/inactifs.

Le sentiment d'insécurité depuis que Nicolas Sarkozy est ministre de l'Intérieur

CSA – Septembre 2006

France Europe Express – France Info

- Vous sentez-vous plus en sécurité, moins en sécurité ou ni plus ni moins en sécurité depuis que Nicolas Sarkozy est ministre de l'Intérieur ?

	Ensemble des Français	dont sympathisants UMP
Plus en sécurité	25	52
Moins en sécurité	11	3
Ni plus ni moins en sécurité	62	44
Ne se prononcent pas	2	1
TOTAL	100	100

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / FRANCE EUROPE EXPRESS / FRANCE INFO réalisé par téléphone le 27 septembre 2006. Echantillon national représentatif de 1023 personnes âgées de 15 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

L'enquête réalisée par Ipsos pour la Gazette des Communes et l'Association des Petites Villes de France, à l'occasion des 10èmes assises de association qui se dérouleront à Cancale les 5 et 6 octobre, montre que, si les Français ont conscience que la fiscalité locale a augmenté ces dernières années, ils n'en tiennent pas rigueur à la municipalité, jugeant majoritairement que l'argent public est bien utilisé. A gauche comme à droite, ils sont même une majorité à penser que la municipalité doit plutôt améliorer les services offerts à la population que diminuer les impôts.

Hausse des impôts locaux : les Français indulgents...

Le niveau des impôts et des taxes est aujourd'hui l'une des principales préoccupations des Français après le chômage, l'insécurité et la pauvreté mais avant l'immigration, la santé, l'éducation ou la menace contre l'environnement.

Malgré les nombreuses déclarations gouvernementales sur le thème de la baisse de l'impôt sur les revenus, les Français ont aujourd'hui le sentiment que la pression fiscale a plutôt tendance à augmenter, ce que ne dément pas par ailleurs l'évolution du niveau des prélèvements obligatoires depuis 2002. Dans ce contexte, le fait que 80 % des Français aient le sentiment que leurs impôts locaux ont augmentés ces dernières années, dont 37 % « beaucoup augmentés », ne devrait pas être de nature à rassurer les Maires à 18 mois des élections municipales, et ceci d'autant plus que cette perception est partagée quelle que soit la taille de la commune ou la sympathie partisane de l'interviewé. Pourtant, une majorité des personnes interrogées (56 %) déclare que les impôts locaux ne joueront pas un rôle important dans leur choix de vote lors des prochaines élections municipales. A l'inverse, ils ne sont que 11 % à considérer que le niveau de la fiscalité sera déterminant pour leur vote. Là encore, il est intéressant de noter qu'il n'y a pas de différence de perception entre les sympathisants de gauche et de droite. Cet apparent paradoxe s'explique par le fait que près de six Français sur dix (58 % contre 38 %) estiment que l'argent public est aujourd'hui bien utilisé par les élus locaux.

Il est vrai qu'il est plus facile pour les citoyens de se rendre compte au quotidien de l'utilisation de leurs impôts au niveau local que national. Cette "indulgence" de la population s'explique également par la bonne image dont bénéficient les Maires, contrairement au climat de défiance à l'égard du reste de la classe politique. Dans le même registre, 55 % des Français souhaitent que leur municipalité privilégie au cours des prochaines l'amélioration des services offerts à la population plutôt que la diminution des impôts locaux. On notera toutefois que les sympathisants du FN et les Français qui ont le sentiment que la fiscalité locale a beaucoup progressé ces dernières années se montrent majoritairement critiques sur l'utilisation de l'argent public.

... mais jusqu'à quand ?

Pour autant, il serait hasardeux pour les Maires de considérer que la question du niveau de la fiscalité locale ne deviendra pas un problème dans les années qui viennent. Plusieurs éléments de cette enquête tendent au contraire à prouver que l'opinion pourrait basculer sur ce sujet malgré la "popularité" des Maires. Ainsi, il convient de noter que la proportion de Français qui considère que l'argent public est mal utilisé par leurs élus locaux est passée de 33 à 38 % en cinq ans. De même, le fait que tout de même 41% des personnes interrogées souhaitent que la diminution des impôts soit l'objectif principal de leur municipalité est loin d'être négligeable. Plus gênant pour les élus locaux, les Français n'ont absolument pas conscience de la crise des finances publiques locales. La baisse des dotations provenant de l'Etat, les coûts liés aux nouvelles compétences des communes et les conséquences futures de la réforme du plafonnement de la taxe professionnelle sont des éléments qui restent relativement méconnus. Ainsi, une majorité des personnes qui ont le sentiment que leurs impôts ont augmentés considère que cette évolution est avant tout due à une augmentation des dépenses (51 %) plutôt qu'à une baisse des recettes provenant ou décidées par l'Etat (36 %).

Le mode de calcul des impôts locaux apparaît également comme un autre élément de fragilité.

Les Français sont en effet très partagés sur le caractère clair et juste du mode de calcul de leurs impôts locaux. Une courte majorité estime même que celui-ci n'est ni clair (47 % contre 45 %), ni juste (45 % contre 43 %).

Réforme de la taxe d'habitation : pas de rejet *a priori*. Peu convaincus par son mode de calcul actuel, une large majorité des Français (60% contre 34%) est favorable à une réforme du mode de calcul de la taxe d'habitation qui consisterait à lier en partie son montant à celui des revenus. Logiquement, le niveau d'approbation de cette réforme est fortement corrélé au niveau de revenus des personnes interrogées. Ainsi, le niveau d'approbation est de 70 % dans les foyers les plus modestes mais devient minoritaire (48 % contre 50 %) dans les foyers qui gagnent plus de 3 000 € net par mois.

Il convient de considérer ce résultat comme une approbation du principe de lier taxe d'habitation et niveau de revenus. Une telle réforme risquerait de soulever davantage d'opposition une fois connu le détail du nouveau mode de calcul.

Fiche Technique

Dates du terrain : les 22 et 23 septembre 2006. Echantillon : 932 personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode : Echantillon interrogé par téléphone. Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région.

La vie en France est-elle plus facile il y a trente ans qu'aujourd'hui ?

CSA – Septembre 2006

L'expansion

- Selon vous, la vie en France est-elle plus facile, plus difficile ou ni plus facile, ni plus difficile aujourd'hui qu'il y a trente ans ?

(en %)	Ensemble des Français	Dont Est âgé de moins de 30 ans	Dont A entre 30 et 49 ans	Dont A 50 ans ou plus
Plus facile	15	28	10	14
Plus difficile	68	50	72	73
Ni plus facile, ni plus difficile	16	20	17	12
Ne se prononcent pas	1	2	1	1
TOTAL	100	100	100	100

- Et dans les domaines suivants, selon vous, la situation en France s'est-elle plutôt améliorée, plutôt dégradée ou est restée inchangée par rapport à il y a trente ans ?

	%	Plutôt améliorée	Plutôt dégradée	Reste inchangée	NSPP
La santé	100	63	25	12	0
La qualité de vie	100	44	40	14	2
Le logement	100	40	45	14	1
Les possibilités d'évolution de carrière	100	27	43	25	5
Le pouvoir d'achat	100	18	68	13	1
L'emploi	100	14	71	14	1

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / L'EXPANSION réalisé par téléphone les 6 et 7 septembre 2006. Echantillon national représentatif de 1004 personnes âgées de 15 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Présentée lors des Entretiens Nathan du samedi 14 octobre 2006 à la Maison de l'Unesco, notre étude réalisée pour *Nathan* fait le point sur les perceptions croisées des parents et des enseignants à l'égard de l'école et de son évolution. Principal enseignement : la perception globale de l'enseignement en France est majoritairement positive chez les parents d'élèves comme chez les enseignants.

L'école aujourd'hui : satisfaction et optimisme...

La perception globale de l'enseignement en France est majoritairement positive chez les parents d'élèves comme chez les enseignants, à des niveaux très comparables : 77 % des parents estiment, qu'à l'heure actuelle, l'école fonctionne bien (contre 23 %) pour 74 % des enseignants (contre 23 %).

On notera une opinion plus franchement positive chez les parents d'élèves comme chez les enseignants de l'école primaire et légèrement plus en retrait sur le secondaire.

En ce qui concerne l'avenir de l'école, les parents apparaissent en revanche plus confiants que les enseignants : 61 % se disent *optimistes* (contre 39 %), alors qu'une courte majorité d'enseignants partagent cet avis (52 % contre tout de même 48 %). Parmi les plus pessimistes : les enseignants du collège (54 %), des ZEP (54 % également) et ceux qui exercent dans les académies de Paris, Créteil, Versailles (57 %).

... malgré une détérioration sur les 10 dernières années

Si pour une majorité de parents et d'enseignants, l'école fonctionne mieux aujourd'hui qu'il y a 50 ans (respectivement 52 % et 54 % contre 41 % et 34 %), en revanche le constat s'inverse quand on prend pour référence une période plus récente. Plus de la moitié des parents d'élèves estiment alors que l'école fonctionne moins bien aujourd'hui qu'il y a une dizaine d'années (58 % contre 34 %), les enseignants étant encore plus critiques sur ce point (65 % contre 24 %). Parmi les parents d'élèves, les plus sévères sont ceux dont les enfants sont scolarisés – par déception ? - dans le privé (70 % estiment que l'école fonctionne moins bien qu'il y a dix ans) au lycée (67 %) et notamment en lycée professionnel (72 %). Les enseignants des lycées professionnels comptent d'ailleurs aussi parmi les plus négatifs (80 %), de même que ceux qui exercent en ZEP (73 %) et dans les académies de Paris, Créteil, Versailles (79 %).

Amenés à se prononcer plus en détail sur les évolutions de l'école, parents comme enseignants s'accordent à dire que les choses vont mieux s'agissant du matériel pédagogique (88 % des parents dont 33 % pour qui cela va beaucoup mieux, 88 % des enseignants et 45 % beaucoup mieux).

L'école semble également avoir évolué dans un sens positif concernant les notes et l'évaluation des acquis. Un point sur lequel les enseignants apparaissent d'ailleurs plus affirmatifs que les parents (57 % des parents déclarent l'école s'est améliorée en la matière pour 67 % des enseignants).

Les uns et les autres dressent encore un constat identique, mais cette fois négatif quant à l'autorité des professeurs : pour 84 % des parents d'élèves comme des enseignants, l'école fonctionne moins bien sur cet aspect (dont respectivement un tiers et un quart beaucoup moins bien).

Les appréciations sont en revanche contrastées sur les relations entre l'école et les parents justement : 71 % des parents estiment que les choses se sont améliorées (contre 28 %) pour seulement 51 % des enseignants (contre 46 %). Là, on notera le jugement particulièrement négatif des enseignants les plus jeunes, de ceux du privé et des lycées professionnels.

Les opinions diffèrent encore plus franchement sur l'encadrement et le suivi des élèves par les professeurs : les parents se montrant très critiques sur ce point (53 % déclarent que sur cet aspect l'école fonctionne moins bien) quand, à l'inverse, une large majorité d'enseignants (72 %) estiment qu'elle fonctionne mieux.

L'école réussit la socialisation mais achopperait sur la transmission

Les opinions des parents et des enseignants convergent sur l'appréciation portée sur la façon dont l'école assume ses différentes missions. Pour une très large majorité d'entre eux, les choses vont mieux aujourd'hui s'agissant du respect de l'égalité entre les filles et les garçons (85 % des parents et 91 % des enseignants) et de l'apprentissage de la vie en société (75 % et 82 %). C'est également le cas, dans une moindre mesure pour la prise en charge des élèves en difficulté (62 % et 75 %) et le respect de l'égalité des chances donnée aux enfants de toutes origines (58 % et 60%). Les enseignants, on le voit, étant légèrement plus affirmatifs sur chacun de ces points.

Parents et enseignants sont relativement partagés quant à la préparation à la vie professionnelle (46 % des parents estiment que les choses vont mieux contre 51 % pour respectivement 45 % des enseignants contre 49 %).

Les uns et les autres s'accordent en revanche sur le fait que les évolutions ne vont pas dans le bon sens en matière de transmission d'un socle de connaissances de base (51 % des parents et 56 % des enseignants estiment que les choses vont moins bien), mais plus encore de transmission de valeurs morales et civiques (72 % des parents, 67 % des enseignants). Sur ces deux derniers points, les parents d'élèves et enseignants du secondaire se révèlent d'ailleurs particulièrement sévères.

On ajoutera que si les parents d'élèves sont plutôt satisfaits de la façon dont évolue l'enseignement d'un certain nombre de disciplines comme les langues vivantes (88 % estiment qu'elles sont mieux enseignées), les sciences (80 %), l'éducation physique et sportive (79 %), les arts plastiques et la musique (76 %), et, dans une moindre mesure mais de façon toujours majoritairement positive les mathématiques (69 %), l'histoire et la géographie (58 %), en revanche, le constat portant sur les disciplines considérées de base comme la lecture et l'écriture (29%) et l'orthographe (22 %) est catastrophique.

Un consensus sur l'individualisation de l'enseignement

Parents et enseignants apparaissent assez en accord sur les principales priorités de l'école pour les années à venir.

En tout premier lieu, il leur semble essentiel de réduire le nombre d'élèves par classe (prioritaire pour 72 % des parents et 75 % des enseignants) et augmenter le nombre de professeurs (72/66). Prioritaire également : le développement du soutien individuel (57/59) et l'amélioration de l'enseignement des langues vivantes (55/51).

Des nuances apparaissent ensuite dans la hiérarchie de leurs préoccupations. Faire travailler plus souvent les élèves sur des projets concrets apparaît prioritaire pour les parents mais important sans forcément être prioritaire pour les enseignants. Tout comme le développement de l'intégration des nouvelles technologies dans l'enseignement

Le recours plus fréquent à des sanctions se révèle plus important pour les parents (75 % dont 33% prioritaire) que pour les enseignants (59 % contre tout de même 40 % pour qui c'est *secondaire*).

Finalement, la question des programmes, certes, importante, n'apparaît qu'au second plan pour les uns comme pour les autres.

Des nuances sur la place des nouvelles technologies

Si parents et enseignants s'accordent sur le fait que l'usage des nouvelles technologies permet de motiver les élèves, en revanche, l'utilité pédagogique de ces outils semble moins évidente aux enseignants.

65 % des parents estiment que les nouvelles technologies permettent à chaque élève de progresser à son rythme pour 57 % des enseignants. 59 % des parents pensent qu'elles permettent également d'évaluer les élèves plus régulièrement plus précisément, opinion contre laquelle s'inscrivent les deux tiers des enseignants (62 %).

Cela étant, plus de 8 parents sur 10 estiment que les nouvelles technologies doivent faire l'objet d'un enseignement spécifique avec des enseignants dédiés et ils sont en cela suivis par deux tiers des enseignants (65 %). Mais si 38 % des parents vont jusqu'à penser que ces technologies peuvent se substituer aux outils scolaires traditionnels (contre tout de même 62 %), ce n'est le cas que de 19 % des enseignants.

Pour les deux tiers des parents en tous cas, l'école doit équiper tous les élèves d'un ordinateur personnel (63 %) quand un tiers estiment que ce serait trop coûteux et qu'un ordinateur par classe est suffisant (36 %). Bien que majoritairement d'accord avec les parents d'élèves, les enseignants apparaissent toutefois plus sensibles à ce dernier argument (52 % contre 45 %).

Fiche technique

Sondage effectué pour Nathan – Date de réalisation : du 20 au 27 septembre 2006.

Enquête réalisée par téléphone auprès d'un échantillon national de : 750 enseignants en maternelles, écoles élémentaires, collèges et lycées (d'enseignement général et technique / lycée professionnels), de l'enseignement public et privé ; Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération. 750 enseignants en maternelles, écoles élémentaires, collèges et lycées (d'enseignement général et technique / professionnel), de l'enseignement public et privé. 750 parents d'élèves de la maternelle à la terminale (lycées d'enseignement général et technique / lycées professionnels), de l'enseignement public et privé.

Le pouvoir d'achat est un thème de préoccupation de plus en plus prégnant chez les Français, alors que les esprits semblent, à l'inverse, s'apaiser sur celui du chômage : comme le montre la vague de septembre de notre Baromètre TNS Sofres / Casino / L'Hémicycle sur les préoccupations des Français, l'évolution du pouvoir d'achat inquiète 42 % des Français, (soit la plus forte augmentation depuis juin : 5 points), alors que le chômage préoccupe 68 % des Français (-8 points).

L'INSEE a annoncé début octobre que le pouvoir d'achat des Français devait augmenter de 2,3 % en moyenne pour l'année 2006, provoquant de nouveau un débat parmi les conjoncturistes et les hommes politiques. Notre étude réalisée pour le groupe Casino et L'Hémicycle analyse le ressenti des Français face à cette annonce.

Des Français sceptiques sur l'augmentation du pouvoir d'achat

Les Français, face à l'annonce par l'INSEE d'une augmentation du pouvoir d'achat pour 2006, restent plus que sceptiques :

- » 9 % seulement estiment en effet que le pouvoir d'achat augmente et que c'est d'ailleurs le cas pour eux ;
- » 21 % pensent que le pouvoir d'achat augmente pour d'autres, mais que ce n'est en revanche pas le cas concernant le leur ;
- » Enfin, 68 % - soit la grande majorité - estiment que le pouvoir d'achat n'augmente ni pour eux ni pour les autres (2 % des Français ne s'exprimant pas sur ce sujet).

Au final, ce sont donc près de 9 Français sur 10 (89 %) qui estiment que leur propre pouvoir d'achat n'augmente pas. Ceci étant, la hausse du pouvoir d'achat paraît tout de même crédible à près d'un tiers des Français (30 %).

Une opinion assez homogène dans la population

Ce constat est de plus assez homogène dans la population, l'opinion variant peu d'une catégorie sociale à l'autre. On remarque tout de même quelques variations intéressantes.

Tout d'abord, les foyers ouvriers sont plus nombreux que les autres à ressentir une augmentation de leur pouvoir d'achat (14 %, contre 9 % en moyenne).

Ensuite, les individus estimant que leur pouvoir d'achat n'augmente pas contrairement à celui d'autres Français - individus en somme porteurs de l'idée d'une certaine injustice sociale dont ils seraient les perdants - se retrouvent plus qu'en moyenne chez les jeunes actifs (27 % des 25-34 ans sont de cet avis) et dans les foyers à faibles revenus : si seulement 16 % des individus dont le foyer perçoit plus de 3 000 euros partagent cette opinion, le taux de répondants atteint 21 % de ceux qui gagnent entre 1 500 et 2 300 euros, et 26 % de ceux gagnant seulement entre 800 et 1 200 euros.

Enfin, les personnes qui ont le sentiment que ni leur pouvoir d'achat ni celui des autres n'augmente se retrouvent inversement de manière légèrement plus importante dans les foyers aisés : 72 % des cadres et des professions intermédiaires sont de cet avis, tout comme 74 % des individus dont les revenus du foyer dépassent 3 000 euros par mois.

Qu'elles qu'en soient les raisons, il semble donc exister un écart très fort entre d'une part l'augmentation du pouvoir d'achat telle qu'elle est évaluée par l'INSEE, et d'autre part la perception qu'en ont les Français dans leur quotidien.

Les prévisions économiques de l'INSEE indiquent qu'à la fin de cette année, le pouvoir d'achat des Français aura augmenté de 2,3 % en moyenne par rapport à l'an dernier. Sur ce point, laquelle de ces phrases correspond le mieux à votre attitude ?

	%
Le pouvoir d'achat augmente, et d'ailleurs c'est bien le cas pour vous	9
Le pouvoir d'achat augmente pour d'autres, mais ce n'est pas le cas pour vous	21
Vous n'avez pas le sentiment que le pouvoir d'achat augmente ni pour vous ni pour d'autres	68
Sans opinion	2

Fiche Technique

Étude réalisée les 11 et 12 octobre 2006 pour le **Groupe Casino / L'Hémicycle** auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

La révolution française a aboli les privilèges, mais le terme est encore souvent utilisé pour qualifier certains acquis sociaux. En interrogeant les Français sur la pertinence des avantages dont bénéficient aujourd'hui certaines catégories socio-professionnelles, le sondage réalisé par Ipsos pour le Nouvel Observateur permet d'en dresser une hiérarchie, des plus acceptables aux plus contestés.

Ainsi, la majorité des personnes interrogées juge que la durée de vacances des enseignants ou la sécurité de l'emploi pour les fonctionnaires se justifient. Les avis sont partagés en ce qui concerne le fait de travailler à temps complet moins de 35 heures par semaine, ou sur les avantages fiscaux de certaines professions. Les Français sont en revanche beaucoup plus sévères sur les autres avantages testés, avantages en nature, régimes spéciaux, stocks options ou rémunérations très élevées des dirigeants, logements de fonction des ministres ou de certains cadres de l'administration. Plus globalement, s'ils pensent majoritairement que ces "privilèges" ont aujourd'hui tendance à augmenter, les Français ne font confiance ni aux associations de citoyens, ni aux syndicats, ni aux médias et encore moins aux responsables politiques pour lutter contre.

Le niveau de justification des avantages

- Je vais vous citer un certain nombre d'avantages dont peuvent bénéficier aujourd'hui certaines catégories de Français. Pour chacun d'eux, dites-moi si vous le considérez comme :

	Tout à fait justifié %	Plutôt justifié %	S/T Justifié	Plutôt injustifié %	Tout à fait injustifié %	S/T Injustifié	Ne se prononce pas %	TOTAL
La durée des vacances des enseignants	17	44	61	24	12	36	3	100
La sécurité de l'emploi pour les fonctionnaires	13	43	56	27	14	41	3	100
Le fait de travailler à temps complet moins de 35 heures par semaine pour certaines professions	12	35	47	29	19	48	5	100
Les avantages fiscaux de certaines professions (les journalistes par exemple)	6	36	42	30	16	46	12	100
Les avantages en nature (voitures de fonction, gratuité des transports, gratuité de l'électricité par exemple)	6	28	34	35	28	63	3	100
Les régimes spéciaux de retraite (SNCF, EDF, par exemple)	7	26	33	39	23	62	5	100
Les avantages liés à son milieu familial (relations, piston, notoriété...)	4	26	30	37	29	66	4	100
Les stock-options attribués aux cadres dirigeants de certaines entreprises	4	23	27	36	25	61	12	100
Les rémunérations très élevées des dirigeants des grandes entreprises	4	22	26	37	34	71	3	100
Les logements de fonction des ministres et de certains cadres de l'Administration	3	18	21	36	41	77	2	100

L'évolution de l'importance des privilèges en France aujourd'hui

- De manière générale, diriez-vous que les privilèges en France ont aujourd'hui tendance à augmenter, diminuer ou rester stable ?

	Ensemble %	SEXE		AGE		PROXIMITE POLITIQUE		STATUT	
		Homme %	Femme %	- 35 ans %	+ 35 ans %	Gauche plurielle %	Droite parlementaire %	Actif %	Inactif %
Augmenter	45	46	44	37	48	44	37	44	46
Diminuer	20	18	22	28	16	20	18	24	15
Rester stable	29	31	27	31	29	32	39	29	30
Ne se prononce pas	6	5	7	4	7	4	6	3	9
	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Les acteurs les plus crédibles pour lutter contre les privilèges

- Parmi les acteurs suivants, quel est celui à qui faites-vous le plus confiance pour lutter contre les privilèges en France ?

	Ensemble %	SEXE		AGE		PROXIMITE POLITIQUE		STATUT	
		Homme %	Femme %	- 35 ans %	+ 35 ans %	Gauche plurielle %	Droite parlementaire %	Actif %	Inactif %
Les associations de citoyens	24	23	25	29	22	32	24	23	25
Les syndicats de salariés	16	17	15	15	16	22	8	17	15
Les médias	7	7	7	5	8	7	8	8	6
Les politiques	4	5	3	4	4	3	5	4	4
Vous ne faites confiance à aucun de ces acteurs pour y parvenir	47	46	48	45	48	35	54	47	47
Ne se prononce pas	2	2	2	2	2	1	1	1	3
	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Le présidentiable à qui ont fait le plus confiance pour lutter contre les privilèges

- Et à qui, de Ségolène Royal ou de Nicolas Sarkozy, faites-vous le plus confiance pour lutter à l'avenir contre les privilèges en France ?

	Ensemble %	SEXE		AGE		PROXIMITE POLITIQUE		STATUT	
		Homme %	Femme %	- 35 ans %	+ 35 ans %	Gauche plurielle %	Droite parlementaire %	Actif %	Inactif %
Ségolène Royal	42	42	43	54	37	66	23	47	37
Nicolas Sarkozy	38	37	39	28	43	22	56	35	42
Autant l'un que l'autre *	1	1	1	-	1	1	1	1	1
Aucun des deux *	13	16	10	12	14	7	14	11	15
Ne se prononce pas	6	4	7	6	5	4	6	6	5
	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Fiche technique

Institut : IPSOS - Media : Le nouvel Observateur – Enquête effectuée pour : Le Nouvel Observateur - Dates du terrain : Du 6 au 7 octobre 2006 Echantillon : 944 personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. METHODE : Echantillon interrogé par téléphone. Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région.

Près des deux tiers des Français (63 %) jugent le secteur public "plutôt pas innovant", contre 36 % qui l'estiment "plutôt innovant", selon notre enquête réalisée pour le magazine Acteurs publics en partenariat avec Métro et Territoria, l'Observatoire national de l'innovation publique. Parmi les services publics jugés les plus innovants, l'Éducation nationale arrive en premier pour 36 % des interviewés, devant l'Armée (20 %) et les Impôts (19 %). Débat sur l'innovation dans le secteur public, réforme de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), tentatives de rationalisation du secteur public ou transmissions de certaines prérogatives qui jusque là lui étaient réservées, la question sur la capacité du secteur public à innover est plus que jamais d'actualité.

Un secteur public globalement perçu comme peu innovant

Sur ce point, les avis des Français interrogés par l'Ifop pour *Acteurs Publics* s'avèrent assez clairs. Pour 63 % d'entre eux, le secteur public ne paraît plutôt pas innovant, seul 36% d'entre eux le jugent plutôt innovant. Cette tendance globale se retrouve dans quasiment l'ensemble des catégories de populations interrogées. On retrouve pourtant certains clivages dans l'opinion. En premier lieu, émerge un clivage selon le statut de l'interviewé.

Ainsi, alors que près des trois quarts des indépendants ou employeurs (74 %) et 70 % des salariés du secteur privé interrogés perçoivent le secteur public comme peu innovant, ce taux chute à 54 % parmi les salariés du secteur public..

Des nuances apparaissent également selon la catégorie socioprofessionnelle : les artisans perçoivent le plus massivement le déficit d'innovation du secteur public (83 %) alors que près d'un ouvrier sur deux (46 %) exprime une opinion contraire.

Les objectifs prioritaires en terme d'innovation dans le secteur public

La simplification des procédures administratives (51%) arrive en tête des priorités assignées par les français au secteur public pour innover. On trouve ensuite une plus grande rapidité de réponse à une demande administrative (30 %), puis, dans une moindre mesure l'accompagnement de l'utilisateur dans ses démarches administratives (19 %).

La simplification des procédures administratives arrive en tête dans toutes les catégories de population interrogées, notamment les personnes âgées de plus de 65 ans (55 %), les professions intermédiaires (54 %) et les sympathisants l'UDF (61 %).

L'attente d'une plus grande rapidité de réponse à une demande administrative est avancée en priorité par les artisans et commerçants (42 %) et par les personnes âgées de 18 à 24 ans (39 %).

Une combinaison de facteurs censés favoriser l'innovation

Invitées à désigner l'élément le plus susceptible de favoriser l'innovation dans les services publics, les personnes interrogées expriment des opinions peu tranchées. Motiver davantage les agents publics et une plus grande volonté des pouvoirs publics arrivent en tête des facteurs les plus importants pour favoriser l'innovation dans les services publics (35 % chacun). Ils sont suivis de près par un investissement supplémentaire des moyens dans les services innovants (30 %).

Dans le détail, on observe que le facteur motivation est fortement mis en exergue par les artisans-commerçants (47%) et les habitants de l'agglomération parisienne (40 %). On retrouve également un clivage politique assez clair. La question de la motivation des agents publics paraît la plus prépondérante chez sympathisants de droite (43 %), et plus particulièrement pour l'UMP (49 %). Les sympathisants de gauche insistent à l'inverse sur l'investissement supplémentaire de moyens supplémentaires dans des services publics innovants (37 %).

Le service correspondant le mieux à un service public innovant

En terme d'image publique, l'Éducation Nationale est le plus fréquemment perçue comme un service innovant (55 %). Toutefois, la représentation d'une Éducation Nationale innovante paraît fortement politisée : alors que 63 % des interviewés ayant une préférence pour la gauche la jugent innovante, seulement 44 % des interviewés ayant une préférence pour la droite partagent cet avis. On retrouve ce fossé entre les personnes ayant voté pour Lionel Jospin (64 % la perçoivent comme innovante) et ceux ayant voté pour Jean-Marie Le Pen (37 %).

La justice apparaît comme le deuxième service le plus fréquemment cité comme innovant (39 %). Cette impression est particulièrement présente chez les artisans et commerçants (46 %) et les personnes résidant dans le sud-ouest (51 %).

Viennent ensuite, sensiblement au même niveau, l'armée (38 %) et les services des impôts (37 %). Les taux les plus élevés d'interviewés jugeant l'armée innovante se situent parmi les plus jeunes (un sondé sur deux de moins de 24 ans), les professions intermédiaires (48 %) et les personnes ayant voté pour Jean-Marie Le Pen à la présidentielle (53 %).

Enfin, dans une moindre mesure, l'ANPE paraît comme un secteur innovant à 26 % des personnes interrogées.

L'échelon administratif perçu comme le plus innovant : primauté au local

Les personnes interrogées considèrent l'échelon local comme le plus innovant : ainsi, près de trois interviewés sur dix citent la commune et la région. Viennent ensuite à un niveau nettement moindre de citations, l'Europe (15 %) et l'Etat (8 %).

Sur cette question, quelques clivages se font jour. En premier lieu les personnes âgées de moins de 35 ans désignent l'Europe (30 %) comme l'échelon le plus innovant contre 16 % seulement pour les personnes âgées de plus de 35 ans. Notons également une distance relativement importante entre les ouvriers (21 %) et les artisans et commerçants (38 %) à considérer la région comme un échelon administratif innovant.

D'un point de vue politique, l'échelon régional est considéré comme le plus innovant par les sympathisants du PS (33 %) et pour ceux de l'UDF (39 %) alors que les partisans de l'UMP mettent à quasi-égalité cet échelon avec la commune (27 % pour cette dernière contre 27 % pour la région).

Fiche technique

Echantillon de **961** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées. Terrain du 28 au 29 septembre 2006.

Jugement à l'égard de la formation scolaire suivie

- Quelles sont les raisons principales qui t'ont poussé à choisir ta formation ?

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	Ensemble des jeunes interrogés (en %)
Par intérêt pour la matière	37
Parce que cette formation correspond à ton projet professionnel	37
En prévision des débouchés professionnels	36
Parce que tu n'avais pas d'autres choix	20
Pour développer ta culture générale	14
Parce que tu as été poussé par ton entourage (famille, amis)	10
Ne se prononcent pas	6
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les enquêtés ayant pu donner plusieurs réponses.

- Parmi les éléments suivants, quels sont ceux qui t'ont le plus aidé à construire ton projet professionnel ?

Question posée à ceux qui déclarent avoir un projet professionnel, soit 62% de la population interrogée

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
Tes expériences de travail ou de stage	54
Tes études	32
Tu as toujours su ce que tu voulais faire	28
L'influence de ton entourage	21
Autres	4
Ne se prononcent pas	3
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les enquêtés ayant pu donner plusieurs réponses.

- Selon toi, ta formation scolaire, quel que soit son niveau, t'a-t-elle appris...?

En %	Oui	Non	NSPP
Un certain niveau de culture générale	73	18	9
A vivre en collectivité	57	35	8
Un métier	51	42	7
La façon dont fonctionne la société	44	46	10
A se débrouiller dans la vie	41	51	8
Connaître ses droits en tant que citoyen et travailleur	39	51	10
A faire des démarches pour trouver un emploi	35	56	9
A connaître le marché de l'emploi	34	57	9

- Selon toi, est-il très important, assez important, peu important ou pas important du tout que la formation scolaire permette d'apprendre...?

	TOTAL	Important	Très important	Assez important	Pas important	Peu important	Pas important du tout	NSPP
Un métier	100%	92	67	25	5	4	1	3
Connaître ses droits en tant que citoyen et travailleur	100%	85	55	30	11	7	4	4
A faire des démarches pour trouver un emploi	100%	85	56	29	11	8	3	4
Un certain niveau de culture générale	100%	84	43	41	12	10	2	4
La façon dont fonctionne la société	100%	80	31	49	15	12	3	5
A vivre en collectivité	100%	79	35	44	18	15	3	3
A connaître le marché de l'emploi	100%	79	41	38	16	13	3	5
A se débrouiller dans la vie	100%	77	43	34	18	15	3	5

- Dans ton parcours scolaire, as-tu des regrets quant à certains choix d'orientation et de formation ?

(en %)	Ensemble des jeunes interrogés
Oui	46
Non	51
Ne se prononcent pas	3
TOTAL	100

- Quelles sont les raisons principales pour lesquelles tu regrettes certains choix ?
Question posée à ceux qui déclarent avoir des regrets quant à certains choix d'orientation et de formation, soit 46% de la population interrogée

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
Tu as été mal informé ou mal conseillé	55
Tu manquais de maturité	32
Ta situation financière ne te permettait pas de faire d'autres choix	29
Tu ne te sentais pas capable (manque de confiance en soi)	28
Tu ne pouvais pas t'éloigner de ton foyer	9
Autres	6
Ne se prononcent pas	4
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les enquêtés ayant pu donner plusieurs réponses.

L'entrée sur le marché du travail

- Es-tu ou étais-tu enthousiaste à l'idée de débiter ta vie active ?

(en %)	Ensemble des jeunes interrogés
Oui	80
Non	14
Ne se prononcent pas	6
TOTAL	100

- Ton emploi est-il en adéquation avec la formation scolaire que tu as suivie ?

Aux actifs occupés

	%
Oui	49
Dont Oui, tout à fait	26
Dont Oui, un peu	23
Non, pas du tout	38
Ne se prononcent pas	13
TOTAL	100

- Parmi les acteurs suivants, lesquels t'ont le plus aidé pour chercher un emploi ?

Aux actifs occupés et aux demandeurs d'emploi

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
Ta famille	18
Tes amis	17
L'ANPE	16
Les missions locales	16
Tes contacts professionnels	16
Les agences intérim	15
Les conseillers d'orientation	3
Les professeurs	3
Je me suis débrouillé seul	53
Ne se prononcent pas	8
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les enquêtés ayant pu donner plusieurs réponses.

- As-tu eu des difficultés à trouver l'emploi que tu occupes actuellement ?

Aux actifs occupés

	%
Oui	55
Oui, beaucoup de difficultés	17
Oui, un peu de difficultés	38
Non, pas de difficultés	42
Ne se prononcent pas	3
TOTAL	100

- As-tu trouvé l'emploi que tu souhaitais ?

Aux actifs occupés

	%
Oui	58
Non	37
Ne se prononcent pas	5
TOTAL	100

- Depuis combien de mois es-tu à la recherche d'un emploi ?

Aux demandeurs d'emploi

	%
Moins de 3 mois	10
De 3 à 6 mois	18
De 7 mois à 1 an	16
De plus d'un an à 2 ans	18
Plus de 2 ans	4
Ne se prononcent pas	34
TOTAL	100
<i>Nombre moyen de mois</i>	<i>11</i>

- Tu te trouves au chômage parce que...?

Aux demandeurs d'emploi

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
Tu n'as pas trouvé d'emploi depuis la fin de tes études	33
Ton contrat à durée déterminée a pris fin	29
Tu as donné ta démission	18
Tu t'es fait licencier	14
Ne se prononcent pas	6
TOTAL	100

- Quels moyens utilises-tu le plus souvent pour ta recherche d'emploi ?

Aux demandeurs d'emploi

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
Les services de l'ANPE	47
Par réseau de personnes que tu connais	41
Les agences intérim	37
La consultation des journaux	36
Les services des missions locales ou d'un autre dispositif	28
La recherche sur Internet en postulant directement sur les sites des entreprises	27
Ne se prononcent pas	5
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les enquêtés ayant pu donner plusieurs réponses.

- Quelles sont les principales difficultés que tu rencontres pour trouver un emploi ?

Aux demandeurs d'emploi

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
Tu ne trouves pas d'emploi près de chez toi	35
Tu n'as pas assez d'expérience	35
Tu as l'impression d'être victime de discrimination	29
Tu ne trouves pas d'emploi adapté à ta formation	22
Tu n'as pas suivi la bonne formation	18
Tu ne trouves pas d'emploi qui te plaise	16
Tu ne trouves pas d'emploi suffisamment rémunéré	8
- Ne se prononcent pas	7
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les enquêtés ayant pu donner plusieurs réponses.

- Compte-tenu de ta situation, comment fais-tu pour t'en sortir financièrement ?

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	Ensemble des jeunes interrogés (en %)
Tu es aidé par ta famille	37
Ton salaire te suffit	35
Tu te débrouilles avec ce que tu reçois des allocations	10
Tu empruntes de l'argent (banque, famille, amis)	4
Autres	7
Ne se prononcent pas	7
TOTAL	100

Satisfaction et attentes à l'égard du monde du travail

- Tu es en stage...?

Aux stagiaires

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
Dans le cadre d'un stage de fin d'études	18
Au milieu de tes études pour acquérir de l'expérience	55
Parce que tu ne trouves pas d'emploi	19
-Ne se prononcent pas	8
TOTAL	100

- Es-tu d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

Aux stagiaires

	TOTAL	D'accord	Pas d'accord	NSPP
Mon stage me permet d'acquérir de l'expérience	100%	90	4	6
En tant que stagiaire, je ne suis pas rémunéré alors que je fais le même travail qu'un salarié débutant	100%	44	44	12
En tant que stagiaire, on me donne les tâches que personne n'a envie de faire et je n'apprends rien d'intéressant	100%	29	59	12

- Quel est selon toi, l'aspect le plus important dans le travail ?

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	Ensemble des jeunes interrogés (en %)
Les conditions de travail	51
L'intérêt du métier	50
Le niveau de rémunération	39
La possibilité de rebondir et d'évoluer professionnellement	34
Le temps libre dont on dispose en dehors du travail	13
La notoriété de l'entreprise	5
Ne se prononcent pas	4
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les enquêtés ayant pu donner plusieurs réponses.

- Es-tu très satisfait, assez satisfait, peu satisfait ou pas du tout satisfait de ton travail ?

Aux actifs occupés

	%
Satisfait	76
Très satisfait	20
Assez satisfait	56
Pas Satisfait	19
Peu satisfait	16
Pas du tout satisfait	3
Ne se prononcent pas	5
TOTAL	100

- Dans ton entreprise, es-tu satisfait ?

Aux salariés

	TOTAL	Satisfait	Pas satisfait	NSPP
De l'autonomie et des responsabilités qui te sont confiées	100%	71	21	8
De ta relation avec ton employeur	100%	66	24	10
De la reconnaissance de ton investissement dans ton travail	100%	53	38	9
De la reconnaissance de ta formation	100%	45	42	13
De tes possibilités d'évolution professionnelle	100%	43	46	11

- Pour chacune des propositions, dis-nous si tu trouves que c'est une bonne ou mauvaise chose pour améliorer la situation de l'emploi en France ?

	TOTAL	Bonne chose	Mauvaise chose	Sans opinion
Assurer l'accès à la formation professionnelle qualifiante pour tous les chômeurs	100%	80	3	17
Améliorer l'accompagnement personnalisé des chômeurs	100%	74	7	19
Créer une allocation pour la recherche du premier emploi	100%	71	7	22
Les Contrats Nouvelles Embauches	100%	33	41	26
Augmenter les allocations aux chômeurs	100%	27	43	30
Assouplir les règles de licenciement	100%	26	48	26

- As-tu une très bonne opinion, une assez bonne opinion, une assez mauvaise opinion ou une très mauvaise opinion de chacun de ces dispositifs ?

	TOTAL	Bonne opinion	Très bonne opinion	Assez bonne opinion	Mauvaise opinion	Assez mauvaise opinion	Très mauvaise opinion	Ne connaît pas ce dispositif
La VAE (la Validation des Acquis de l'Expérience)	100%	49	30	19	3	2	1	48
Le CIF (le Congé Individuel de Formation)	100%	49	21	28	3	2	1	48
Le DIF (le Droit Individuel à la Formation)	100%	47	24	23	3	2	1	50

- Es-tu très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste...?

	TOTAL	Optimiste	Très optimiste	Plutôt optimiste	Pessimiste	Plutôt pessimiste	Très pessimiste	NSPP
Pour ton propre avenir	100%	71	20	51	24	20	4	5
Pour l'avenir des jeunes en France	100%	27	4	23	67	46	21	6
Pour l'avenir de la France	100%	21	5	16	72	42	30	7

Les apprentis et le changement de leur

- As-tu entendu parler du changement de statut des apprentis en Apprentis étudiants des métiers ?

Aux apprentis

	%
Oui	14
Non	85
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

- Envisages-tu aujourd'hui de poursuivre tes études après l'obtention du diplôme que tu prépares ?

Aux apprentis

	%
Oui	27
Non	73
Ne se prononcent pas	-
TOTAL	100

- Si tu ne l'envisages pas, est-ce parce que...?

Aux apprentis ayant répondu ne pas envisager de reprendre leurs études

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
Tu souhaites rentrer sur le marché du travail	69
Tu n'as pas les moyens financiers	13
Tu n'es pas fait pour les études	5
Tu n'y as pas pensé	4
Tu n'es pas informé sur les possibilités de poursuite d'études	1
Ne se prononcent pas	8
TOTAL	100

- En ce qui concerne le système de soins (sécurité sociale, organismes complémentaires, réforme de l'assurance maladie, feuille de soins, taux de remboursements...), est-ce que tu te sens...?

Aux apprentis

	%
Bien informé	48
Très bien informé	9
Assez bien informé	39
Mal informé	47
Assez mal informé	35
Très mal informé	12
Ne se prononcent pas	5
TOTAL	100

- La sécurité sociale ne prenant pas en charge le coût total des dépenses de santé, as-tu souscrit pour cette année un contrat complémentaire santé (mutuelle ou assurance) ?

Aux apprentis

	%
Oui	56
Non	22
Ne se prononcent pas	22
TOTAL	100

- Si tu n'en as pas, est-ce parce que...?

Aux apprentis n'ayant pas souscrit un contrat complémentaire de santé pour cette année

<i>(Réponses données à l'aide d'une liste)</i>	%
Cela coûte trop cher	54
Tu n'as pas eu le temps de t'en occuper	18
Tu n'en as pas besoin	18
Tu n'es pas assez informé sur les mutuelles complémentaires	17
Ne se prononcent pas	8
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les enquêtés ayant pu donner plusieurs réponses.

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / JOC réalisé en **décembre 2005 et janvier 2006**.

31 206 jeunes âgés de 15 à 30 ans ont été interrogés par la JOC. Les données ont été redressées en fonction du sexe, de l'âge, du niveau de diplôme et de la région de résidence des jeunes

L'enquête IPSOS Insight Santé réalisée à l'occasion du 2ème Forum Adolescents de la Fondation Wyeth dresse le portrait des adolescents. Comment vont-ils en 2006 ? Quels sont leurs projets, leurs repères ? Les jeunes de 15 à 18 ans vont bien, ils pensent à leur avenir et ont des projets. Les réponses des ados au climat d'incertitudes ne semblent pas être l'angoisse ni la sur-inquiétude. Peu croient au principe d'égalité des chances, beaucoup se disent inquiets sur l'avenir de la société. Ils se révèlent pragmatiques et témoignent d'un goût pour le concret et la proximité (mon cercle : moi, ma famille). Reste à s'intéresser aux 5 % d'adolescents pour lesquels il faut s'inquiéter : négatifs sur la société, inquiets pour leur avenir personnel, sans projet, isolés, leur mal-être paraît les avoir rendus vulnérables.

Quelques questions se posaient en amont de l'étude :

Les incertitudes de la société, du monde des adultes ont-elles un impact sur les adolescents (vécu présent, perception de leur avenir) ? Quelles conséquences en termes de vulnérabilité et de risques pour les adolescents ?

Des éléments de débat soulevés par l'étude

« Pour avancer, mieux vaut ne pas trop s'inquiéter. » garçon, 17 ans « J'ai l'impression que ce sont plus les adultes qui flippent. Ils s'angoissent. » fille, 16 ans « Les profs, mes parents, ils se font beaucoup de souci. Moi je sais que je vais m'adapter. » garçon 17 ans. La réponse majoritaire des adolescents au climat d'incertitudes ne semble pas être l'angoisse, ni la sur-inquiétude. Elles seraient trop désespérantes et donc dévastatrices pour eux.

Mais, l'inquiétude existe chez eux. Ils sont lucides et critiques sur leur environnement. Dans une société dont l'avenir paraît incertain, les adolescents semblent avoir développé, de manière extrêmement rationnelle, une acuité :

- Pour le présent/ l'immédiateté (vs les projections dans un avenir lointain),
- Pour le concret, le tangible, le pragmatique,
- Pour l'individuel ou le cercle de proximité (vs le collectif).

Autrement dit, les 15-18 ans ont trouvé des solutions pour ne pas sombrer dans le marasme. Cette attitude d'adaptation est-elle le fait de leur jeune âge ou liée à un véritable effet de génération ? L'avenir le dira.

L'angoisse serait-elle plus adulte qu'adolescente ? Sans doute. Dans ce contexte, comment et en quoi les adolescents peuvent-ils aider les adolescents ? Reste à s'intéresser à la frange des adolescents, estimée à 5% dans cette enquête, qui semble rendue vulnérable par ce monde incertain : isolés, en recherche de repère, sans projet. Comment faire pour donner du sens et des repères à ces adolescents ? Comment éviter que certains d'entre eux ne basculent dans des risques ou problèmes mettant en danger leur santé ? Comment s'assurer, enfin, que ce groupe d'adolescents, aujourd'hui marginal, ne s'accroisse au fil du temps ?

Ados en 2006, comment se sentent-ils ? Ils vont bien...

Le portrait qu'ils dressent d'eux-mêmes nous amène loin des noirs tableaux que certains dépeignent parfois à leur sujet, et particulièrement en ces périodes de crises sociales.

Une majorité d'entre eux déclare que tout va bien pour eux :

- 95% disent avoir beaucoup d'amis
- 80% déclarent parler facilement avec leurs parents
- 79% répondent qu'ils se sentent bien à l'école

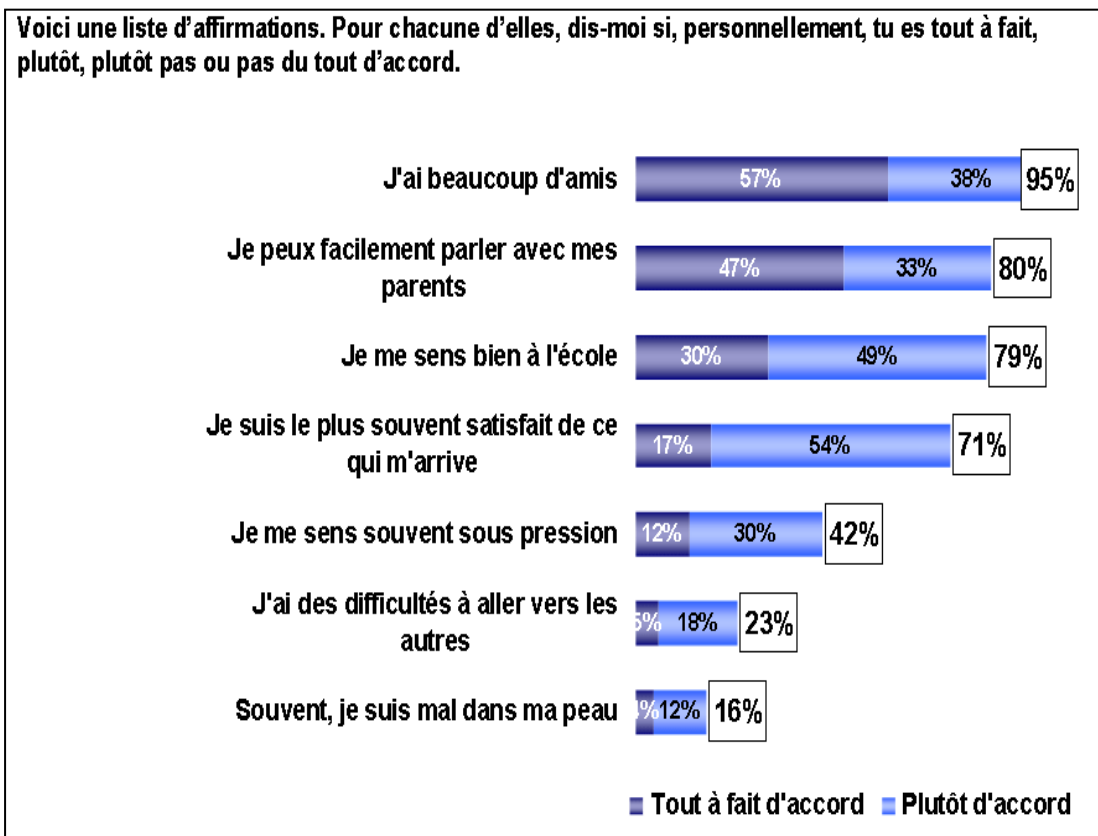
71% des adolescents se sentent satisfaits de ce qui leur arrive personnellement. Cet indicateur n'a pas diminué pas depuis l'an passé. « Je suis de nature optimiste, je vois tout en positif. » fille, 15 ans « Je suis toujours plus ou moins satisfait. Je me contente de peu car je sais que c'est difficile. » garçon, 18 ans. 23 % nous indiquent tout de même avoir du mal à aller vers les autres et 16 % se sentir mal dans leur peau.

42 % des adolescents se sentent souvent sous pression.

A l'origine de la pression, se trouvent, si l'on en croit les récits des adolescents, les performances scolaires et en filigrane la question de la réussite sociale (« réussir sa vie »). Ce sont les parents et les professeurs qui sont les principales sources de pression, et qui se focaliseraient d'après les adolescents et pour reprendre leurs mots sur l'« obsession des notes ».

L'enquête ne dit pas si la pression est vécue comme stimulante ou au contraire comme tétanisante. A noter toutefois qu'elle est bien plus souvent citée par les adolescents les plus en difficulté sociale ou relationnelle (sentiment d'être défavorisé, dialogue difficile avec les parents). Les filles, les jeunes en zone rurale déclarent également plus ressentir cette pression que les autres adolescents.

Ces résultats marquent une grande stabilité par rapport aux mêmes questions posées l'an passé à des adolescents de la même tranche d'âge.

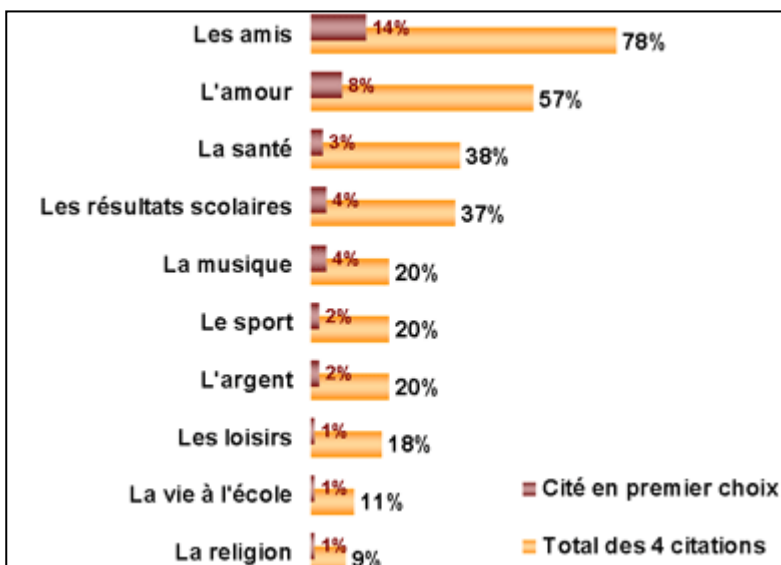


Un autre indicateur nous décrit une population adolescente « positive » : 75% des adolescents interrogés se sentent favorisés socialement (71% plutôt favorisés et 4% très favorisés). Il s'agit là bien sûr de réponses subjectives par essence, qui ne correspondent pas aux critères objectifs de catégorie sociale. Déclarer se sentir favorisé recoupe des appréciations de nature différente. Il est possible que la définition de ce que recouvre « être favorisé » se redéfinisse en fonction du contexte social et que l'on assiste ici à une forme de nivellement : se sentir favorisé renvoie pour certains au fait « de ne manquer de rien » comme il peut renvoyer au sentiment de précarité ou à tout autre sentiment de vulnérabilité quant à la situation personnelle. « J'ai de la chance, chez moi on ne manque de rien. » Adolescente, Rouen « Mon père est commerçant. Il travaille beaucoup. Ça peut vite basculer. Il a déjà déposé le bilan d'une autre affaire... » Adolescente, Paris.

Ce qui compte pour eux : la famille et la santé

« Mon modèle ? C'est mon père. » Adolescent à Rouen

Lorsqu'on leur demande ce qui compte aujourd'hui le plus pour eux, 90% citent la famille loin devant les amis (78%) et les amours (57%).



En même temps qu'ils décrivent un monde incertain, inquiétant, les adolescents semblent en effet accorder une valeur importante à l'éducation parentale et plus généralement à la famille : 92 % pensent que l'éducation que donnent les parents est une clé essentielle de la réussite et y croient plus qu'en l'éducation fournie par l'institution scolaire qui recueille 77 % d'avis positifs.

Parmi les problèmes qu'ils redoutent pour l'avenir, la santé et la famille sont encore au cœur de leurs préoccupations.

En même temps qu'ils décrivent un monde incertain, inquiétant, les adolescents semblent en effet accorder une valeur importante à l'éducation parentale et plus généralement à la famille : 92 % pensent que l'éducation que donnent les parents est une clé essentielle de la réussite et y croient plus qu'en l'éducation fournie par l'institution scolaire qui recueille 77 % d'avis positifs.

Parmi les problèmes qu'ils redoutent pour l'avenir, la santé et la famille sont encore au cœur de leurs préoccupations.

Quel est le regard des adolescents sur la société ? Ils sont plutôt pessimistes et inquiets.

Ils sont majoritairement pessimistes :

- seulement 25 % des 15-18 ans croient en l'idée de progrès « le monde de demain sera meilleur que le monde d'aujourd'hui » (6% y croient tout à fait) ;
- 85 % sont inquiets par rapport aux évolutions de la société française ;
- 90 % sont inquiets par rapport aux évolutions du monde.

Une certaine défiance est relevée lorsque l'on évoque les grands principes de justice, d'égalité des chances...

- 33 % seulement croient que tout le monde a les mêmes chances de réussite ;
- 31 % seulement considèrent que la justice défend chacun équitablement.

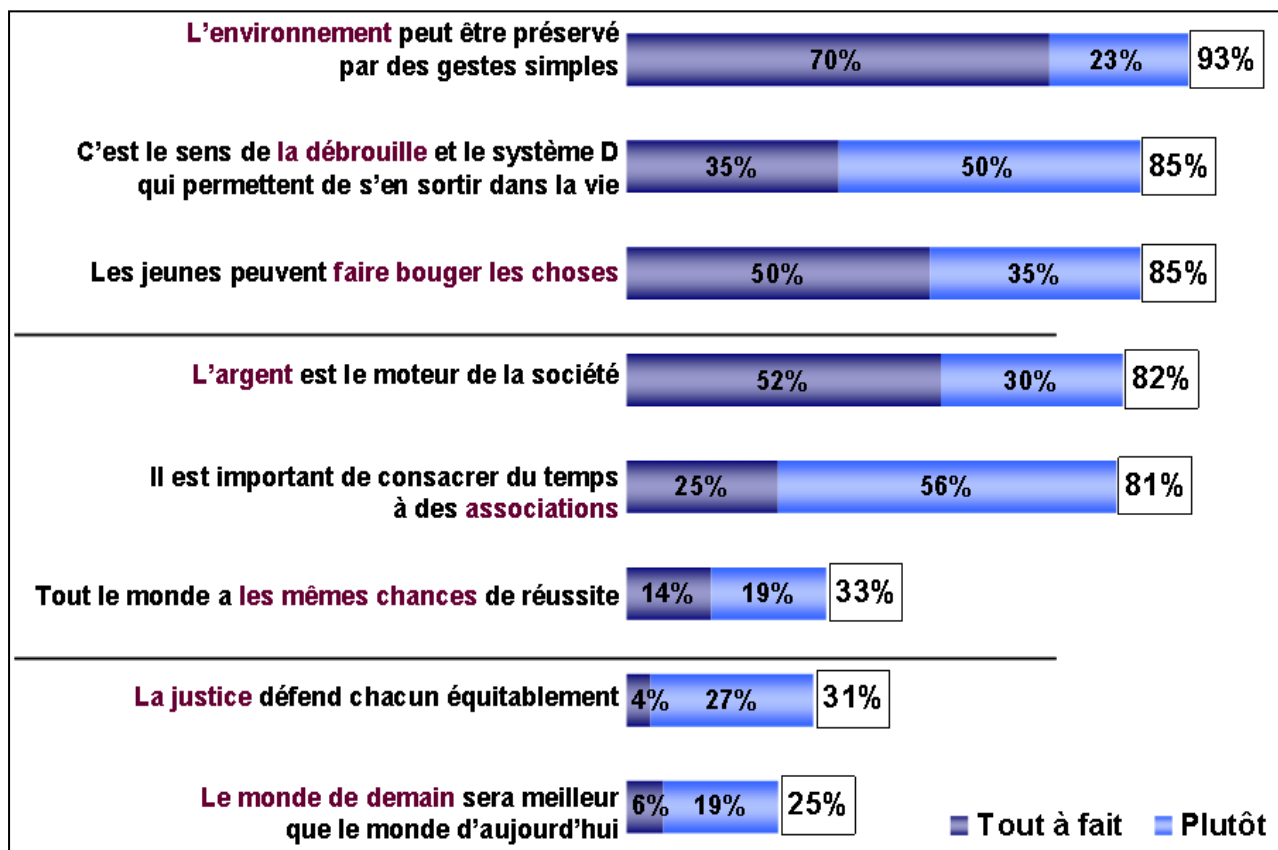
Une conviction forte est partagée par 82 % des 15-18 ans : l'argent est le moteur de la société ; 56 % croyant tout à fait. Ce consensus fort autour de la société guidée par l'argent ne doit pas nous tromper. C'est avant tout un constat sur la société. Il ne signifie pas que les adolescents adhèrent personnellement à ce principe et qu'ils en auraient fait un objectif personnel.

En ce sens, lorsque l'on interroge les adolescents sur leurs priorités, on s'aperçoit qu'une large majorité place les éléments de qualité de vie, par exemple être en bonne santé ou encore les éléments liés à l'épanouissement personnel : avoir un travail intéressant, avoir une vie amoureuse épanouie..., bien avant les éléments liés à l'argent. Cette hiérarchie montre combien ces notions de santé, d'épanouissement personnel deviennent valorisantes.

Alors que les adolescents se montrent critiques sur la société, ils marquent un intérêt important pour les actions individuelles comme si les solutions pour leur avenir personnel et la société ne pouvaient venir que d'eux-mêmes ou des actions de proximité. Quelques indicateurs semblent en témoigner :

- 85 % croient que le système D et le sens de la débrouille permettent de s'en sortir dans la vie
- 93 % considèrent que l'environnement peut être préservé par des gestes simples
- pour 81 %, il est important de consacrer du temps à une association

Enfin, ils ont pour la plupart (85%) le sentiment que les jeunes peuvent faire bouger les choses.



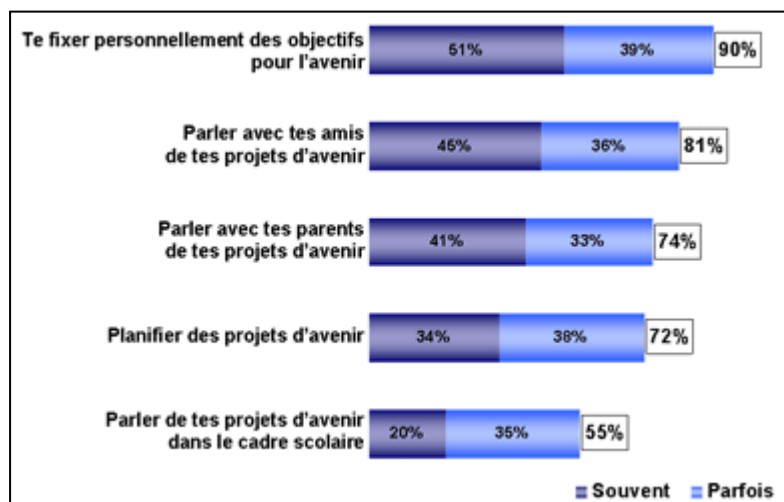
Les adolescents se décrivent majoritairement (64%) confiants pour leur avenir personnel

Les plus confiants (insouciant?) pour leur avenir personnel sont les garçons (71% des garçons confiants vs 58% des filles) et ceux qui se sentent « favorisés » (68% vs 45% de ceux se sentant défavorisés).

Les lycéens en filière professionnelle se définissent plus confiants personnellement que ceux fréquentant une filière générale (72% vs 60% des lycéens en filière générale), peut-être sont-ils moins inquiets à propos de leur intégration professionnelle. La confiance dans l'avenir personnel (forme de confiance en soi) est fortement corrélée aux indicateurs de bien-être (amis, dialogue avec les parents, difficultés à aller vers les autres...).

L'avenir les préoccupe

72% des adolescents disent avoir planifié des projets d'avenir. 90% déclarent s'être déjà fixés personnellement des objectifs. On peut estimer que leur définition de l'avenir se situe à court et moyen terme. Une large majorité d'adolescents évoque les questions d'avenir avec les interlocuteurs privilégiés : les amis, signe que l'avenir constitue une préoccupation intime et importante. Les projets d'avenir sont en effet abordés régulièrement (45%) ou parfois (36%) avec les amis..., alors qu'ils sont bien moins souvent partagés avec les parents (74%) et dans le cadre scolaire (55%). A noter : les filles paraissent plus préoccupées par leur avenir que les garçons.



Ils ont des projets et sont optimistes sur leur chance de réalisation

Les adolescents ont des projets professionnels. On est frappé de la précision de leurs réponses. Il est également remarquable que si peu d'adolescents (9 %) n'aient pas été en mesure de répondre à la question du métier qu'ils souhaitent exercer. Les métiers dans le domaine médical et para-médical attirent le plus de vocation : 13 % disent s'y destiner.

Ils ont des projets et sont optimistes sur leur chance de réalisation

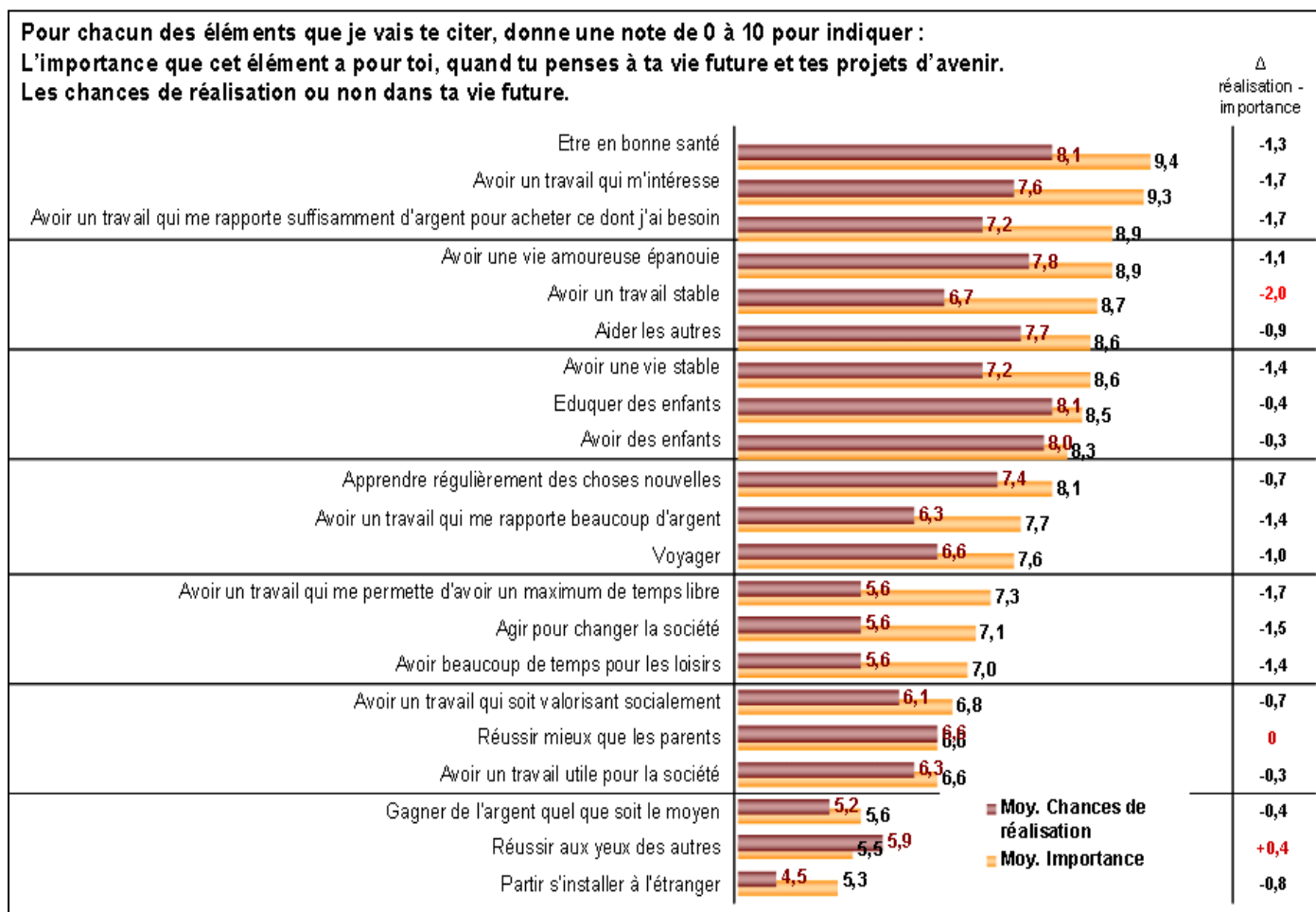
Les adolescents ont des projets professionnels. On est frappé de la précision de leurs réponses. Il est également remarquable que si peu d'adolescents (9 %) n'aient pas été en mesure de répondre à la question du métier qu'ils souhaitent exercer. Les métiers dans le domaine médical et para-médical attirent le plus de vocation : 13 % disent s'y destiner. Les jeunes de 15-18 ans sont optimistes sur le pronostic de réalisation de leur projet professionnel (note moyenne de pronostic de réalisation de 6,9/10). Parmi les adolescents les plus optimistes, on trouve les lycéens en filière professionnelle, les adolescents dont le niveau de bien-être est élevé (qualité de dialogue avec les parents, moindre sentiment de pression...). Santé, travail, stabilité et famille arrivent en tête des espoirs des adolescents pour leur avenir personnel.

- Pour chacun des éléments que je vais te citer, donne une note de 0 à 10 pour indiquer : l'importance que cet élément a pour toi, quand tu penses à ta vie future et tes projets d'avenir...

Les éléments les plus importants	Note moyenne sur 10
être en bonne santé	9,4
avoir un travail qui m'intéresse	9,3
avoir un travail qui me rapporte ce dont j'ai besoin	8,9
avoir une vie amoureuse épanouie	8,9
avoir un travail stable	8,7
aider les autres	8,6
avoir une vie stable	8,6
éduquer des enfants	8,5

En termes de pronostic de réalisation de ces priorités, **les adolescents sont globalement optimistes**, bien que plus réservés sur les questions relatives au travail et en particulier sur celle d'avoir un travail stable, où l'écart entre la note d'importance et la note de pronostic de réalisation est le plus élevé.

Les notes les plus élevées par rapport au pronostic de réalisation portent sur les enjeux familiaux et sentimentaux.



Typologie des adolescents

Au terme d'une première analyse, une typologie a été ébauchée à partir des données de l'enquête 4 figures d'adolescent semblent se distinguer

Les « tout baigne » => 29%

Entourés, bien dans leur peau, ils ressentent moins de pression que les autres de leur génération. Ils paraissent accorder une plus grande importance à la famille et aux valeurs morales. Ils ont une vision positive de la société qui les entoure et croient en l'égalité des chances. Ils sont confiants dans leur avenir personnel. Ils sont ambitieux (tout leur paraît important pour leur avenir) et optimistes sur l'accomplissement de leur vie future. *Cette attitude est plus représentée parmi les 15-16 ans, les lycéens en filière professionnelle, les enfants d'ouvriers.*

Les « satisfaits » => 26%

Socialement favorisés, tout va plutôt bien pour eux (dialogue avec les parents, école). Conscients des réalités de la société et critiques sur celle-ci, ils sont d'ailleurs particulièrement satisfaits de ce qui leur arrive. La morale et la famille sont pour eux des éléments très valorisants. L'avenir n'est pas centré sur le travail mais autour de la famille, du temps libre. Ce qui compte : l'entourage, la famille, agir dans la société (associations, faire bouger les choses). Ils aspirent souvent à des professions intellectuelles.

Ce groupe est plus représenté parmi les enfants de cadres supérieurs, les lycéens en filière générale et les filles.

Les « attentistes » => 23%

Ils se situent dans la moyenne sur un grand nombre d'indicateurs. C'est leur indétermination qui les définit. Ils sont indécis sur l'avenir (importance et perspective de réalisation) parce qu'ils ont peu considéré la question. Pour leur avenir, ils laissent les choses venir, ce qui est facilité sans doute par leur statut de plutôt bons élèves. Ils sont aussi indéterminés en matière d'opinion sur la société d'aujourd'hui.

Ils ne croient pas ou peu en l'action (pas de débrouille, pas d'action collective des jeunes).

Cette figure est plus présente parmi les garçons et parmi les enfants de cadres supérieurs et les salariés du public.

Les « inquiets » => 17%

Ils se sentent en difficultés dans leur environnement (école, famille, amis), se définissent souvent comme mal dans leur peau, sont sous pression. Ils sont particulièrement inquiets pour leur avenir personnel (manque de confiance en soi), et de manière générale sur les évolutions du monde et de la société. Ils voient la société inéquitable et en péril. Moins bons élèves, ils sont conscients de la valeur du travail mais l'amour compte aujourd'hui plus pour eux que les résultats scolaires...

Ce qui est important pour l'avenir : travailler mais sont pessimistes sur leurs chances de réalisation.

Ce groupe est plus représenté chez les filles, les enfants d'employés et d'ouvriers, les lycéens en filière professionnelle.

Les « angoissés » => 5%

Tournés sur eux-mêmes, isolés (pas beaucoup d'amis, pas de dialogue avec les parents), ils peuvent rencontrer des difficultés à l'école et se sentir défavorisés. Anticonformistes, la famille et la morale n'ont pour eux que peu ou pas d'importance. La société est injuste à leurs yeux. Ils se construisent en opposition au modèle dominant.

Ils sont inquiets pour leur avenir. Ils vivent au jour le jour sans penser à la vie future et en ne faisant pas de projet.

Leur inquiétude (angoisse) est paralysante : comme rien ne va se réaliser... leur raisonnement est de n'accorder surtout aucune importance à l'avenir et ne pas faire de projets.

Ce groupe est plus représenté parmi les élèves de troisième et seconde, filles, enfants dont les parents sont séparés.

Fiche Technique

Date du terrain: entre les 14 et 28 mars 2006 (dans le contexte des mouvements anti-CPE). Echantillon: 800 adolescents de 15 à 18 ans ont été interrogés par des enquêteurs d'Ipsos Santé en face-à-face (sortie d'établissements scolaires et domicile).

Méthode: Echantillon national représentatif construit grâce à la méthode des quotas (sexe, âge, taille d'agglomération, région, filière scolaire) à partir des données Insee et de l'Education Nationale. Les verbatims mentionnés sont issus d'une enquête qualitative menée en Ile-de France et en Haute-Normandie (10 entretiens avec des adolescents de 15 à 18 ans).

La moitié des internautes de 15 à 19 ans ont créé un blog

IPSOS – Mars 2006

Graines de citoyens

Si les plus de 25 ans considèrent internet comme une vaste source documentaire, les plus jeunes y voient surtout un outil d'échange et de communication. Blogs, chats, forums, messagerie : pour la nouvelle génération d'internautes interrogée par Ipsos pour l'association Graines de Citoyens, le web est d'abord un moyen d'expression

Publié à l'occasion de la 3ème édition des Assises de la Presse Ecrite et de la Jeunesse, le sondage Ipsos- s'est attaché à éclairer deux dimensions : la relation des jeunes à l'internet et leurs critères de jugement et de confiance dans les médias. Il apparaît que les jeunes internautes ne sont ni plus addicts au net que leurs aînés, ni moins consommateurs d'autres médias que les autres internautes. Ils ont en revanche une utilisation d'internet plus diversifiée, motivée par l'échange et la communication.

En terme d'assuidité, les internautes de 15 à 24 ans sont 44% à surfer plusieurs fois par jour, contre un taux de 50% chez les plus de 25 ans. La différence est peu significative. Elle l'est encore moins sur une semaine, où la quasi totalité des internautes, dans toutes les tranches d'âges, est allé sur le web. L'enquête montre par ailleurs que la fréquentation des autres médias par les moins de 25 ans "internautes" n'est pas plus affectée par l'utilisation du net que pour les plus âgés. Dans la même proportion, ils écoutent la radio, regardent la TV ou lisent la presse et les temps passés par média sont équivalents. Les occasions de contact avec les autres médias restent donc nombreuses.

Les différences liées à l'âge sont en revanche plus sensibles dès lors que l'on s'intéresse aux moments de fréquentation et surtout aux types de contenus recherchés. Les moins de 25 ans ont une utilisation d'internet plus diversifiée et motivée par l'échange et la communication. On mesure chez eux une moyenne de sept usages différents, contre cinq pour les 25 ans et plus. Les usages les plus développés pour les jeunes sont ceux relatifs aux échanges avec les autres internautes : messagerie, blogs, chats, forums, alors que les plus âgés sont davantage dans une relation d'outil qui leur facilite la vie (infos pratiques, bourse, banque, ...). Les sites personnels et les blogs sont des phénomènes qui marquent particulièrement la jeune génération : 51% des 15-19 ans ont créé un blog, contre seulement 9% chez les internautes de plus de 25 ans. On observe en revanche peu de différences sur l'usage d'internet pour s'informer sur l'actualité ; les 15-19 ans sont à peine moins tournés vers cet usage.

Les moins de 25 ans et plus encore les 15-19 ans se démarquent ainsi par la perception d'internet comme outil de communication, quand leurs aînés y voient plutôt une source documentaire. Ils savent cependant garder une certaine distance par rapport aux informations, aux avis recueillis en ligne. Passé l'aspect convivial et d'échange, les blogs, chats, et autres dialogues sur le web sont loin d'être leur source prioritaire pour se forger une opinion. Ils accordent prioritairement leur confiance aux avis "autorisés", des experts et des médias, et aux avis proches, de parents, amis ou entourage. Dans ce contexte, les quotidiens et les sites d'information sont privilégiés. Ces deux médias arrivent en tête des médias auxquels les jeunes accordent du crédit pour se forger une opinion.

Presse écrite / internet : deux médias complémentaires

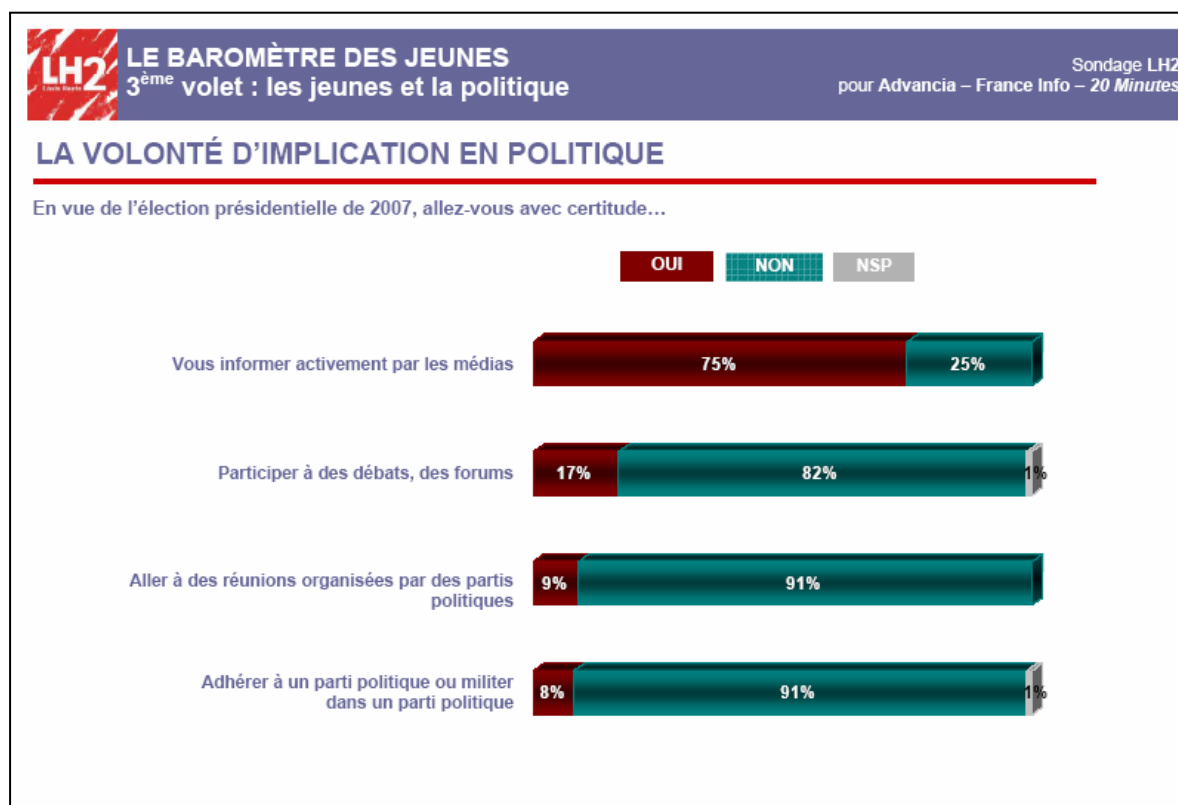
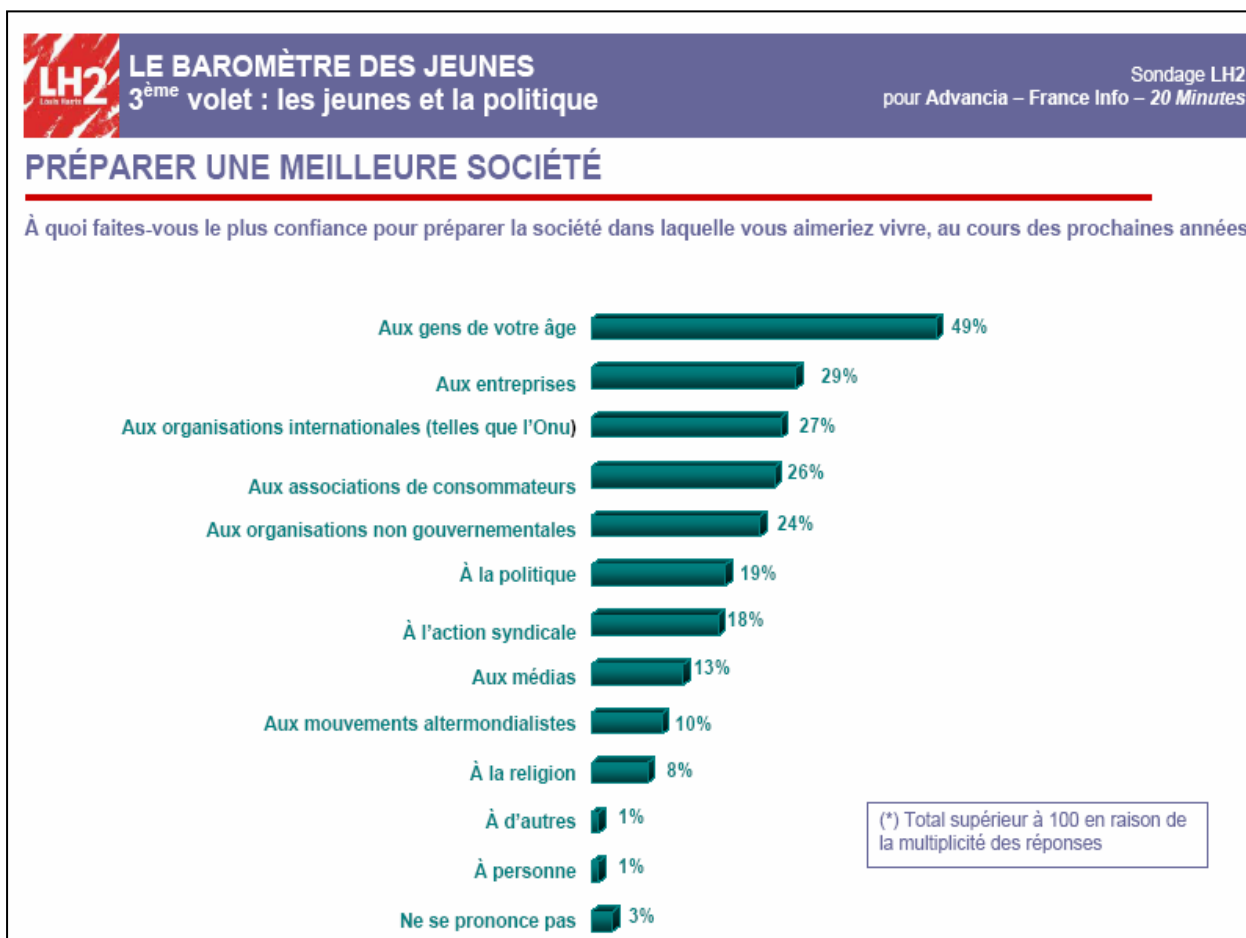
La crédibilité accordée à l'expertise est un critère important, mais toutefois pas suffisant dans la confiance accordée aux médias. Le respect des faits, et l'expression de la diversité des opinions entrent également en ligne de compte. Expertise, véracité et ouverture sont en quelque sorte les 3 clés de la confiance des jeunes dans les médias. En revanche, la puissance (vu/lu/entendu par un nombre important de gens), l'affinité (vu/lu/entendu par des gens comme vous) ou la notoriété (marque ou journalistes) ne constituent pas des critères suffisants.

On constate donc que chez les jeunes, le débat presse écrite / presse "en ligne" est moins tranché que ce que l'on pourrait penser. La presse quotidienne est crédible car elle respecte la réalité, internet l'est par la diversité des opinions qui s'y expriment. Que dans la perception des jeunes, la presse quotidienne ne soit pas agréable à lire ou à consulter n'est finalement pas un réel problème. Comparativement à internet, elle n'est pas déjugée sur cette dimension. La presse quotidienne papier est perçue comme un moyen efficace de s'informer, de s'instruire, égalant en cela internet. Le web l'emporte en revanche sur les dimensions de diversité par rapport au type d'informations, et pour l'intérêt porté aux jeunes.

Au final, et vu l'attrait des jeunes pour le web en temps qu'outil de communication, l'enjeu pour les entreprises de presse est bien d'évoluer d'une culture de l'écriture à une culture de l'échange, où mots, images et diversités d'opinions s'allient pour alimenter les contenus. Nous avons là une condition nécessaire mais pas suffisante. Pour garantir le succès, les contenus proposés doivent aussi traiter davantage les sujets qui concernent les jeunes, tout en leur renvoyant une image plus proche et peut-être plus juste de leur réalité.

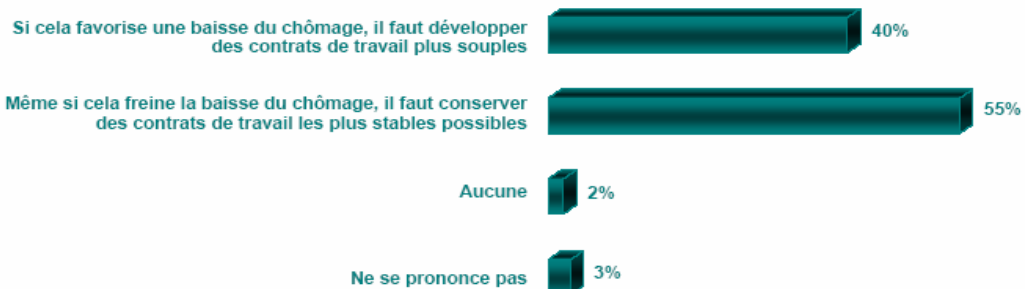
Fiche Technique

Nous avons réalisé une étude spécifique en ligne auprès de 1 253 jeunes internautes. L'échantillon représentatif a été constitué par la méthode des quotas (sexe, âge, CSP, région et fréquence de connexion). De la même manière, l'étude a été redressée à partir de l'étude de cadrage.



LA PERCEPTION DE L'AVENIR PROFESSIONNEL

Concernant la situation de l'emploi en France, de laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?



Fiche Technique

Sondage LH2 réalisé pour Advancia, l'école de l'entrepreneuriat, France Info et 20 Minutes du 7 au 29 avril 2006 par téléphone. Échantillon de 466 personnes âgées de 18 à 24 ans, extrait d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille, après stratification par région et catégorie d'agglomération. L'institut LH2, Advancia, l'école de l'entrepreneuriat, France Info et 20 Minutes se sont associés pour créer un « baromètre des jeunes ». Ce baromètre, d'une périodicité trisannuelle, se décompose en trois volets d'investigation successifs :

- Les jeunes et les médias (publié en octobre 2005) ;
- Les jeunes et leur avenir (publié en février 2006) ;
- Les jeunes et la politique (publié en avril 2006).

Le niveau d'optimisme

- D'une façon générale, diriez-vous que ... ?

	TOTAL optimiste (%)	Très optimiste (%)	Assez optimiste (%)	TOTAL pessimiste (%)	Assez pessimiste (%)	Très pessimiste (%)	Nsp (%)	TOTAL (%)
Vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste pour avoir dans le futur une situation professionnelle meilleure que celle de vos parents	72	15	57	26	22	4	2	100
Vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste pour trouver un éventuel emploi ou un stage qui corresponde à vos souhaits	60	10	50	38	31	7	2	100
Vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste concernant le climat économique et social en France	29	4	25	69	58	11	2	100

Le diplôme comme garantie contre le chômage

- Selon vous le diplôme représente-t-il la meilleure garantie contre le chômage ?

	Ensemble (%)	15-18 ans (%)	19-20 ans (%)	21-24 ans (%)
Oui	41	42	52	33
Non	58	56	47	67
Ne se prononcent pas	1	2	1	-
TOTAL	100	100	100	100

Le jugement sur l'efficacité du système éducatif français

- Vous personnellement, diriez-vous que le système éducatif français est efficace ?

	Ensemble (%)	15-18 ans (%)	19-20 ans (%)	21-24 ans (%)
TOTAL Oui	51	55	52	45
Oui, tout à fait	4	4	4	3
Oui, plutôt	47	51	48	42
TOTAL Non	48	44	47	55
Non, plutôt pas	38	36	39	41
Non, pas du tout	10	8	8	14
Ne se prononcent pas	1	1	1	-
TOTAL	100	100	100	100

Le niveau d'information sur les études supérieures

- Diriez-vous que vous êtes très bien, assez bien, assez mal ou très mal informé pour choisir votre filière d'études supérieures ?

	Ensemble	Profession des parents	
		Cadres	Ouvriers
	(%)	(%)	(%)
TOTAL Bien informé	50	67	44
Très bien informé	6	9	7
Assez bien informé	44	58	37
TOTAL Mal informé	50	33	56
Assez mal informé	40	27	44
Très mal informé	10	6	12
Ne se prononcent pas	-	-	-
TOTAL	100	100	100

Le système éducatif français et la promotion des chances

- Vous personnellement, pensez-vous que le système éducatif français constitue un ascenseur social pour les jeunes issus de milieux défavorisés ?

	Ensemble (%)
TOTAL Oui	45
Oui, tout à fait	9
Oui, plutôt	36
TOTAL Non	54
Non, plutôt pas	41
Non, pas du tout	13
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

Les traits d'image associés à certaines filières

- Pour chacune des 4 filières suivantes, indiquez si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les phrases proposées ?

- Récapitulatif : «Total d'accord» -

	Apprentissage	BTS-DUT	Grandes Ecoles	Université
	(%)	(%)	(%)	(%)
Prépare bien à l'emploi	86	80	61	24
Bonne formation générale	47	66	80	70
Très ouverte à l'international	12	36	79	60
Filière d'excellence	23	33	76	40

Les traits d'image associés à certaines filières

- Pour chacune des 4 filières suivantes, indiquez si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les phrases proposées ?

- Récapitulatif : Prépare bien à un emploi -

	D'accord	Pas d'accord	Nsp	TOTAL
	(%)	(%)	(%)	(%)
Apprentissage	86	5	9	100
BTS -DUT	80	11	9	100
Grandes écoles	61	30	9	100
Université	24	71	5	100

Les traits d'image associés à certaines filières

- Pour chacune des 4 filières suivantes, indiquez si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les phrases proposées ?

- Récapitulatif : Bonne formation générale -

	D'accord	Pas d'accord	Nsp	TOTAL
	(%)	(%)	(%)	(%)
Grandes écoles	80	12	8	100
Université	70	23	7	100
BTS -DUT	66	24	10	100
Apprentissage	47	44	9	100

Les traits d'image associés à certaines filières

- Pour chacune des 4 filières suivantes, indiquez si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les phrases proposées ?

- Récapitulatif : Très ouverte à l'international -

	D'accord	Pas d'accord	Nsp	TOTAL
	(%)	(%)	(%)	(%)
Grandes écoles	79	12	9	100
Université	60	31	9	100
BTS -DUT	36	52	12	100
Apprentissage	12	78	10	100

Les traits d'image associés à certaines filières

- Pour chacune des 4 filières suivantes, indiquez si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les phrases proposées ?

- Récapitulatif : Filière d'excellence -

	D'accord	Pas d'accord	Nsp	TOTAL
	(%)	(%)	(%)	(%)
Grandes écoles	76	14	10	100
Université	40	50	10	100
BTS -DUT	33	54	13	100
Apprentissage	23	68	9	100

L'engagement envisagé pour différents sujets de la vie d'étudiant

- Vous personnellement, pour quel(s) sujet(s) de la vie d'étudiant êtes-vous prêt à manifester ?

	Ensemble (%)
Egalité des chances d'accès aux études	56
Amélioration des systèmes de financements (bourses, prêts)	46
Amélioration des conditions de vie quotidienne (logement, transport)	40
Meilleure adéquation des formations à l'emploi	32
Lutte contre la sélection à l'entrée des filières	27
Augmentation des moyens pour les universités	19
- Ne se prononcent pas	2
TOTAL	(*)

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

Les difficultés de financement des études

- Vous personnellement, rencontrez-vous des difficultés pour financer vos études ?

	Ensemble (%)	15-18 ans (%)	19-20 ans (%)	21-24 ans (%)
TOTAL Oui	55	47	56	63
Oui, beaucoup	17	10	14	26
Oui, un peu	38	37	42	37
TOTAL Non	44	51	43	36
Non, pas vraiment	32	35	33	27
Non, pas du tout	12	16	10	9
- Ne se prononcent pas	1	2	1	1
TOTAL	100	100	100	100

L'intention de partir à l'étranger dans le cadre du cursus

- Pensez-vous partir au moins une fois à l'étranger dans le cadre de votre cursus, soit pour un stage, soit pour un séjour d'études ?

	Ensemble (%)
TOTAL Oui	67
Oui, certainement	33
Oui, probablement	34
TOTAL Non	32
Non, probablement pas	25
Non, certainement pas	7
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

Fiche technique

Echantillon de 2116 personnes âgées de 15 à 24 ans. La représentativité de l'échantillon a été assurée par un redressement sur les variables suivantes: sexe, âge, profession du chef de famille. Les interviews ont eu lieu par questionnaires auto-administrés durant le Salon de l'Etudiant. Paris: du 24 au 27 novembre 2005 - Grenoble: du 8 au 10 décembre 2005 - Bordeaux: du 6 au 8 janvier 2006 - Rennes: du 12 au 14 janvier 2006 - Lille: du 19 au 21 janvier 2006

- Quand tu penses à ton avenir, te sens-tu...?

(en %)	Ensemble des jeunes de 15-24 ans
Confiant	67
Tout à fait confiant	12
Plutôt confiant	55
Pas confiant	33
Plutôt pas confiant	22
Pas confiant du tout	11
Ne se prononcent pas	-
TOTAL	100

- Dans l'idéal, si tu en avais la possibilité quel métier aimerais-tu faire ?

(en %)	Ensemble des jeunes de 15-24 ans
Dirigeant d'entreprise	27
Commerçant ou artisan	23
Professeur	21
Sportif	21
Artiste (chanteur, acteur)	20
Médecin	19
Fonctionnaire (autre que professeur)	17
Chercheur	16
Journaliste	15
Avocat	15
Homme ou femme politique	7
Aucun de ces métiers	5
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses.

- Quand tu penses à ton avenir, qu'est-ce qui te paraît le plus important ?

(en %)	Ensemble des jeunes de 15-24 ans
Avoir un métier intéressant	61
Fonder une famille	60
Avoir un bon salaire	47
Avoir des amis sur qui compter	42
Vivre dans une région qui te plaît	25
Etre utile aux autres	22
Avoir beaucoup de temps libre	8
Rien de cela	-
Ne se prononcent pas	-
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses.

- Penses-tu que la vie sera plus facile, moins facile ou ni plus ni moins facile pour ta génération que pour celle de tes parents ?

(en %)	Ensemble des jeunes de 15-24 ans
Plus facile	13
Moins facile	62
Ni plus ni moins facile	24
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

- Penses-tu que le système scolaire te prépare plutôt bien ou plutôt mal à la vie d'adulte ?

(en %)	Ensemble des jeunes de 15-24 ans
Plutôt bien	42
Plutôt mal	57
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

- Penses-tu que dans les domaines suivants, les choses vont s'améliorer ou se détériorer dans les vingt prochaines années en France ?

	TOTAL	S'améliorer	Se détériorer	NSPP
La technologie	100	97	3	-
La santé	100	75	24	1
La sécurité	100	60	39	1
Les libertés individuelles	100	54	43	3
Le racisme	100	47	50	3
Le pouvoir d'achat	100	37	61	2
Les inégalités sociales	100	37	60	3
L'emploi	100	35	63	2
L'environnement	100	28	72	-
Les retraites	100	27	71	2

- A qui fais-tu le plus confiance pour améliorer la vie en France ?

(en %)	Ensemble des jeunes de 15-24 ans
Aux citoyens	54
Aux associations	34
A l'Europe	30
Aux hommes politiques	14
Aux entreprises	12
Aux syndicats	9
A la religion	5
Aucun de ceux là	9
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

- Parmi les personnalités suivantes, quelles sont les deux que tu apprécies le plus ?

(en %)	Ensemble des jeunes de 15-24 ans
Jamel Debouze	48
Zinedine Zidane	41
Monica Bellucci	27
L'Abbé Pierre	26
Raphaël	21
Brad Pitt	17
Fifty Cent	17
Ségolène Royal	14
Bill Gates	12
Nicolas Sarkozy	10
Aucune de ces personnalités	4
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses.

- Les mots suivants évoquent-ils pour toi quelque chose de plutôt positif ou de plutôt négatif ?

	TOTAL	Plutôt positif	Plutôt négatif	NSPP
Travail	100	83	16	1
Europe	100	82	18	-
Socialisme	100	67	30	3
Libéralisme	100	67	30	3
Patriotisme	100	64	33	3
Autorité	100	60	39	1
Mondialisation	100	58	40	2
Finance	100	56	43	1
Capitalisme	100	39	58	3

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / CAPITAL réalisé par téléphone du **31 mai au 21 juin 2006**. Interrogation de 642 jeunes âgés de 15 à 24 ans, issus d'un échantillon national représentatif de 4018 personnes âgées de 15 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

- Quels noms donneriez-vous à la génération de vos vingt ans ?

Question posée aux personnes âgées de 50 à 62 ans

	%
Génération plein emploi	50
Génération 68	43
Génération yéyé	32
Génération pilule	15
Génération peace and love	11
Aucun de ces noms	1
Ne se prononcent pas	-
TOTAL	(1)

Question posée aux personnes âgées de 40 à 49 ans

	%
Génération disco	49
Génération écologie	33
Génération choc pétrolier	32
Génération féministe	22
Génération jeune cadre dynamique	13
Aucun de ces noms	4
Ne se prononcent pas	-
TOTAL	(1)

Question posée aux personnes âgées de 30 à 39 ans

	%
Génération sida	45
Génération Mitterrand	43
Génération Sauve qui peut la crise	32
Génération droits de l'homme	18
Génération no future	17
Aucun de ces noms	1
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	(1)

Question posée aux personnes âgées de moins de 30 ans

	%
Génération Internet	57
Génération précaire	45
Génération Friends	22
Génération capote	20
Génération développement durable	17
Aucun de ces noms	1
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

- Vous personnellement, avez-vous le sentiment d'appartenir à une génération dont les frontières sont...?

	Ensemble des Français (en %)
La France	32
L'Europe	40
Les pays occidentaux	4
Le monde	22
Ne se prononcent pas	2
TOTAL	100

- Diriez-vous que votre génération aura connu globalement une situation très satisfaisante, plutôt satisfaisante, plutôt pas satisfaisante ou pas satisfaisante du tout du point de vue de...?

	%	Satis- faisante	Très satis- faisante	Plutôt satis- faisante	Pas satis- faisante	Plutôt pas satis- faisante	Pas satis- faisante du tout	NSPP
La vie de famille	100	85	29	56	14	10	4	1
La qualité de vie	100	75	14	61	25	18	7	-
Les études	100	73	12	61	25	17	8	2
L'emploi	100	54	14	40	45	27	18	1
La vie politique	100	33	3	30	64	36	28	3

- Pour que la situation vous satisfasse, qu'aimeriez-vous personnellement ?

	Ensemble des Français (en %)
Changer la façon dont les politiques font de la politique	55
Changer la société et les rapports entre les gens	38
Changer l'économie et la façon de travailler	30
Changer l'Etat et les institutions	14
Changer le monde, tout changer	12
Ne rien changer	3
Ne se prononcent pas	1
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

- Selon vous, que veulent les moins de 30 ans ?

	Ensemble des Français (en %)
Changer la façon dont les politiques font de la politique	37
Changer l'économie et la façon de travailler	33
Changer la société et les rapports entre les gens	25
Changer le monde, tout changer	23
Changer l'Etat et les institutions	11
Ne rien changer	3
- Ne se prononcent pas	6
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

- Selon vous, que veulent les plus de 50 ans ?

	Ensemble des Français (en %)
Changer la façon dont les politiques font de la politique	43
Changer la société et les rapports entre les gens	29
Changer l'économie et la façon de travailler	22
Ne rien changer	13
Changer l'Etat et les institutions	12
Changer le monde, tout changer	10
Ne se prononcent pas	5
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

- A qui faites-vous le plus confiance pour mener les actions de changement que vous souhaitez ?

	Ensemble des Français (en %)
Les citoyens	41
Les associations	28
Les entreprises	22
L'Etat	21
Les municipalités	19
Les syndicats	17
Les formations politiques	12
Aucun de ceux ci	4
Ne se prononcent pas	3
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

- Existe-t-il d'autres personnes ou d'autres lieux auxquels vous feriez confiance pour exprimer des projets d'avenir ?

	Ensemble des Français (en %)
La famille	63
Les amis	49
Internet	19
Les bandes	5
Aucun	7
Ne se prononcent pas	3
TOTAL	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

- Selon-vous les plus de 50 ans...?

	%	Oui	Non	NSPP
Ont joué un rôle positif pour l'économie française	100	71	25	4
Ont fait évoluer la société française de façon positive notamment au niveau des mœurs	100	62	34	4
Ont suffisamment préparé l'avenir	100	43	54	3
Ont bloqué la société française	100	26	71	3

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / Le Parisien / Aujourd'hui en France / Modernité On-Off réalisé par téléphone les **31 mai et 1- juin 2006**. Echantillon national représentatif de 952 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération

Les Français, les maires et la question du logement

SOFRES – Janvier 2006

Nexity

Notre baromètre réalisé pour *Nexity* mesure l'importance de la question du logement pour les Français et les maires, met en évidence leurs différences de perception, et présente l'évaluation de l'efficacité des dispositifs engagés. Cette nouvelle vague confirme que le logement constitue un enjeu majeur dans le cadre des élections de 2007, et bien plus encore pour les municipales de 2008. Face à l'aggravation des difficultés, l'efficacité perçue de l'action gouvernementale continue de se dégrader. En revanche, les Français, comme les maires, accueillent favorablement la majorité des dispositifs nouvellement mis en œuvre. C'est l'intégration de 20 % de logements sociaux au sein de chaque construction nouvelle qui est considérée, par les maires, comme le moyen le plus pertinent pour satisfaire le besoin de logement en France.

Aggravation du diagnostic sur la situation du marché du logement en France

Le diagnostic sur la situation du marché du logement en France, déjà très sombre l'année dernière, s'aggrave de nouveau. Les difficultés à trouver un logement s'accroissent, notamment dans les principaux centres urbains. C'est le niveau des prix qui est avancé comme premier facteur explicatif. En revanche, la responsabilité perçue du gouvernement et de l'Etat baisse nettement chez les Français et, dans une moindre mesure, pour les maires.

88% des Français et 92 % des maires considèrent qu'il est toujours difficile de trouver un logement (pour 87 % et 90 % en 2005). 87 % des Français et 49 % des maires estiment que les logements sont trop chers (pour 85 % et 64 % en 2005).

Enfin, 58% des Français (+5 points) et des maires (+1) pensent que la situation économique est à l'origine des difficultés du marché du logement en France. Puis viennent les promoteurs immobiliers (33% des Français, 19 % des maires) et le gouvernement et l'Etat (28 % des Français (-9), 38 % des maires (-11)).

Le logement, une priorité d'action gouvernementale

L'ampleur des difficultés, pour autant les mesures engagées au cours des quatre dernières années sont majoritairement considérées comme inefficaces, même si le logement reste une priorité importante du gouvernement.

55% des Français (-1 point) et 72 % des maires (+2 points) estiment que le logement et l'urbanisme constituent une priorité de l'action gouvernementale. 73 % des Français jugent inefficaces les mesures prises depuis quatre ans par le gouvernement. L'inefficacité est particulièrement ressentie auprès des 35-49 ans (81%), des professions intermédiaires (85 %), des habitants des grandes agglomérations (79 %), des ménages dont les revenus s'élèvent de 1500 à 2300 € (78 %) et naturellement auprès de ceux qui trouvent qu'il est difficile de trouver un logement (85 %).

Le logement, un thème attendu des prochaines échéances électorales de 2007 et 2008

Dans la perspective des élections présidentielle et législatives, le logement et l'urbanisme sont cités parmi les principaux thèmes devant être débattus, après les questions socio-économiques et les domaines régaliens et devant les questions sociales ou environnementales. Cette hiérarchie témoigne du niveau d'inquiétude des Français en matière de logement, alors que pour les maires, le logement et l'urbanisme passent du 7ème au 2ème rang des thèmes prioritaires.

24 % des Français et 76 % des maires placent le logement et l'urbanisme comme thème prioritaire des élections de 2007. Pour les Français, c'est le pouvoir d'achat qui progresse nettement (2ème rang contre 4ème rang en 2005). Pour les maires, le logement et l'urbanisme arrivent en deuxième position à 76 % (+35 points) juste derrière l'emploi (87 %, pour 70 %).

Dans la perspective des élections municipales, les Français placent le logement et l'urbanisme au 2ème rang des facteurs déterminant dans l'évaluation de l'action municipale. Un habitant sur trois fait de la question du logement un critère prioritaire pour juger l'action de sa municipalité (+3 points).

La hiérarchie des priorités diffère entre les Français et les maires. Les premiers placent les impôts locaux en tête de leurs préoccupations. Pour les seconds, c'est toujours la sécurité qui est considérée à 46 % comme l'élément déterminant (-15 points).

Oui à de nouveaux programmes de construction

C'est dans ce contexte qu'il existe une volonté très majoritaire de voir s'engager de nouveaux programmes de construction, partagée à la fois par les Français (73 %) et les maires (92 %). 73 % des Français souhaitent que leur municipalité engage de nouveaux programmes de construction. 81 % des résidents dans les villes comprenant 20 000 à 100 000 habitants, 79 % de ceux qui résident dans les villes de plus de 100 000 habitants. Les maires confirment cette tendance à 92 %.

La situation du logement en France devrait néanmoins s'améliorer, c'est le pronostic des Français et des maires. Pour 40 % des Français (+ 4) et 79 % des maires (+ 5), la situation va s'améliorer dans leur ville. Pour 34 % des Français (+ 2) et 51 % des maires (+ 8), la situation va s'améliorer en France.

Ce sursaut d'optimisme pourrait s'expliquer par la perception de l'efficacité des principaux dispositifs engagés. Seule la fiscalisation des PEL pour les Français et les maires, et la maison à 100 000 € pour les maires seulement, sont considérés comme inefficaces.

Au niveau local, l'intégration d'un quota de 20 % de logements sociaux est considérée comme un dispositif efficace par les maires (68 %), quelle que soit leur préférence partisane, tout comme leurs administrés (64 %). En revanche, la fiscalisation des plans d'épargne logement n'est jugée efficace que pour 25 % des Français et 29 % des maires. La maison à 100 000 euros est accueillie avec scepticisme par les élus (69 % jugent le dispositif inefficace au niveau local).

Les moyens pertinents pour satisfaire le besoin de logement en France

Parmi les moyens proposés, l'intégration de 20 % de logements sociaux dans chaque construction nouvelle arrive au 1er rang des solutions choisies par les maires (32 %), mais au 2ème rang pour 23% des Français, alors que le développement de la densité dans les zones centrales ne recueille que 3 % chez les maires et 2 % chez les Français.

Fiche Technique

Enquête réalisée pour **Nexity** auprès : - d'un échantillon national de 1000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile les 11 et 12 janvier 2006. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.- d'un échantillon national de 400 maires de communes de plus de 3000 habitants, du 20 au 26 janvier 2006. Stratification par région et taille de commune.

La place du logement dans les préoccupations des habitants de Paris et de la petite couronne

- Parmi la liste suivante, quels sont selon vous les principaux problèmes, ceux dont il faudrait s'occuper en priorité en Ile-de-France ?

(en %)	Ensemble des habitants de Paris et de la petite couronne	Dont habitants de Paris	Dont habitants de la petite couronne
Le logement	44	53	39
La sécurité	42	33	47
Les transports en commun	37	34	38
La circulation	32	33	31
L'emploi	30	27	32
L'environnement	29	35	26
L'éducation	26	28	25
La santé	18	15	20
Le stress	17	16	18
Les loisirs	5	8	4
Aucun de ces problèmes (<i>réponse spontanée</i>)	1	1	-
Ne se prononcent pas	-	-	-
TOTAL	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner trois réponses.

Les éléments de satisfaction de vivre à Paris et dans la petite couronne

- Dans l'idéal, si vous aviez le choix, souhaiteriez-vous habiter...?

(en %)	Ensemble des habitants de Paris et de la petite couronne	Dont habitants de Paris	Dont habitants de la petite couronne
A Paris	33	64	15
En banlieue parisienne dans la petite couronne	24	3	36
En banlieue parisienne dans la grande couronne	5	3	7
En province	26	18	31
A l'étranger	11	12	10
Ne se prononcent pas	1	-	1
TOTAL	100	100	100

- Vous même pensez-vous que dans les années à venir, vous serez contraint de vous éloigner de Paris et de la petite couronne en raison de la hausse du coût du logement ?

(en %)	Ensemble des habitants de Paris et de la petite couronne	Dont locataires	Dont propriétaires
Oui	42	52	27
Oui, certainement	20	27	12
Oui, probablement	22	25	15
Non	55	46	69
Non, probablement pas	22	21	24
Non, certainement pas	33	25	45
Ne se prononcent pas	3	2	4
TOTAL	100	100	100

Perception du logement et de ses difficultés

- Selon-vous les responsables politiques s'occupent-ils d'une manière générale, suffisamment ou pas suffisamment des problèmes de logement à Paris et dans la petite couronne ?

(en %)	Ensemble des habitants de Paris et de la petite couronne
Suffisamment	14
Pas suffisamment	81
Ne se prononcent pas	5
TOTAL	100

- Selon vous, le prix des logements dans les cinq années à venir va-t-il...?

(en %)	Ensemble des habitants de Paris et de la petite couronne	Dont locataires	Dont propriétaires
Augmenter	65	72	55
Stagner	23	16	33
Diminuer	10	11	10
Ne se prononcent pas	2	1	2
TOTAL	100	100	100

Regard particulier sur le logement social à Paris et dans la petite couronne

- Lorsque vous pensez aux logements sociaux, dites-moi parmi les phrases suivantes, celles qui correspondent le mieux à l'idée que vous vous en faites ?

(en %)	Ensemble des habitants de Paris et de la petite couronne	Dont habitants en appartement HLM	Dont habitants d'un autre type d'habitat collectif	Dont habitants de pavillon ou de maison individuelle
Une possibilité de se loger à un prix accessible	61	60	62	58
Des lieux de rencontres et de mélange social	30	30	29	31
Des lieux où il y a une solidarité entre voisins	27	36	23	27
Des barres d'immeubles	19	10	22	19
Des lieux où l'on ne sent pas en sécurité	17	13	16	23
Des ghettos	17	15	18	17
Aucune de ces phrases (<i>réponse spontanée</i>)	2	4	1	1
Ne se prononcent pas	2	1	3	2
TOTAL	(1)	(1)	(1)	(1)

(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses.

- Selon vous, les logements sociaux sont-ils actuellement destinés...?

(en %)	Ensemble des habitants de Paris et de la petite couronne	Dont habitants en appartement HLM	Dont habitants d'un autre type d'habitat collectif	Dont habitants de pavillon ou de maison individuelle
Aux catégories populaires	57	46	61	59
A toutes les catégories sociales	40	52	36	36
Ne se prononcent pas	3	2	3	5
TOTAL	100	100	100	100

Les attentes

- Selon vous, l'Etat doit-il intervenir pour réguler le marché du logement ou faut-il laisser faire la loi de l'offre et de la demande sur le marché de l'immobilier ?

(en %)	Ensemble des habitants de Paris et de la petite couronne	Dont sympathisants de gauche	Dont sympathisants de droite
L'Etat doit intervenir pour réguler le marché du logement	75	80	67
Il faut laisser faire la loi de l'offre et de la demande sur le marché de l'immobilier	22	18	29
Ne se prononcent pas	3	2	4
TOTAL	100	100	100

- Selon vous, y a-t-il aujourd'hui trop ou pas assez de logements sociaux dans votre commune ?

(en %)	Ensemble des habitants de Paris et de la petite couronne	Dont catégories supérieures	Dont catégories populaires
Trop	15	12	19
Pas assez	66	68	64
Ni trop, ni pas assez	13	13	12
Ne se prononcent pas	6	7	5
TOTAL	100	100	100

Fiche Technique

Sondage exclusif CSA / CAMPANA-ELEB / SEMIDEP réalisé par téléphone du **21 au 23 septembre 2006**. Echantillon représentatif de 805 habitants de Paris et de la petite couronne âgés de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par département.

On entend couramment le mot de « phénomène » pour parler de la colocation, et tout le monde aujourd'hui connaît une personne dans son entourage ayant une expérience de la coloc. Bien entendu, ce sont avant tout les nécessités économiques qui expliquent cet essor : l'an dernier, l'enquête Ipsos pour le site spécialisé appartager.com (5 août 2005) montrait en effet que pour 52 % des jeunes, il s'agissait d'abord d'une solution à la hausse des loyers. 82 % des Français pensent que la colocation va se développer, d'après une étude IPSOS/Appartager.com

On entend couramment le mot de « phénomène » pour parler de la colocation, et tout le monde aujourd'hui connaît une personne dans son entourage ayant une expérience de la coloc. Bien entendu, ce sont avant tout les nécessités économiques qui expliquent cet essor : l'an dernier, l'enquête Ipsos pour le site spécialisé appartager.com (5 août 2005) montrait en effet que pour 52 % des jeunes, il s'agissait d'abord d'une solution à la hausse des loyers. Crise du logement oblige, les Français, interrogés à nouveau cette année à la demande du site appartager.com sur la colocation, affirment majoritairement que ce mode de vie va se développer. L'enquête montre également clairement que la colocation, en tant que mode de vie, attire une proportion toujours plus importante de personnes : elle est un véritable vecteur d'échanges et de rencontres.

La colocation concerne presque un Français sur cinq

Se loger seul, surtout si on est jeune, est actuellement devenu plus difficile. Les loyers, mais aussi les garanties demandées par les propriétaires, ont augmenté ces dernières années, notamment dans les grandes villes. Ceci explique sans doute l'essor du phénomène de la colocation : près d'un Français sur cinq l'a déjà expérimentée, soit 17 % d'entre eux.

Pour autant, il s'agit d'un phénomène qui n'est pas prêt de s'arrêter si l'on en croit les 15-50 ans : pour 82 % d'entre eux, la colocation va se développer dans les années à venir, et les plus jeunes en sont encore plus convaincus (85 % pour les moins de 35 ans), ainsi que les habitants de l'Île de France (86 %).

Sans conteste, les Français jugent très favorablement la colocation. Là encore, c'est l'aspect économique qui est le plus évident : 87 % déclarent que la colocation est une bonne solution pour avoir un logement moins cher et plus confortable. C'est un mode de vie qui les attire et qu'ils positivent : 80 % affirment que c'est une bonne alternative pour se faire des amis ou de nouvelles connaissances, et 62 % jugent que c'est un mode de vie original et attirant. Ces résultats sont encore plus marqués chez ceux qui ont une expérience de la colocation, preuve que le passage à l'acte renforce la bonne opinion que l'on peut avoir a priori de ce mode de vie.

Les jeunes, des colocataires « communautaires »

Les jeunes et les diplômés représentent ceux qui ont le plus l'expérience de la colocation. En effet, les 25-30 ans sont 20 % à la pratiquer ou à l'avoir connue ainsi que plus d'un tiers des bac+3 et plus (36 %) : c'est certainement au moment des études qu'on opte le plus souvent pour ce type de logement. Enfin, c'est en Île-de-France qu'on a le plus l'expérience de la colocation (23 %).

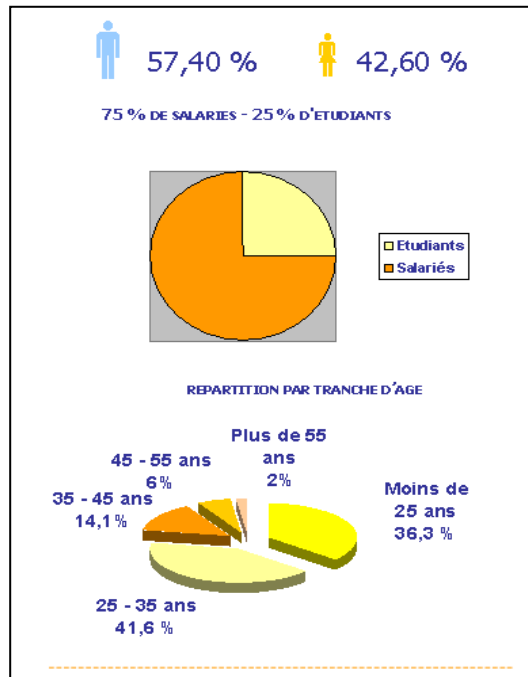
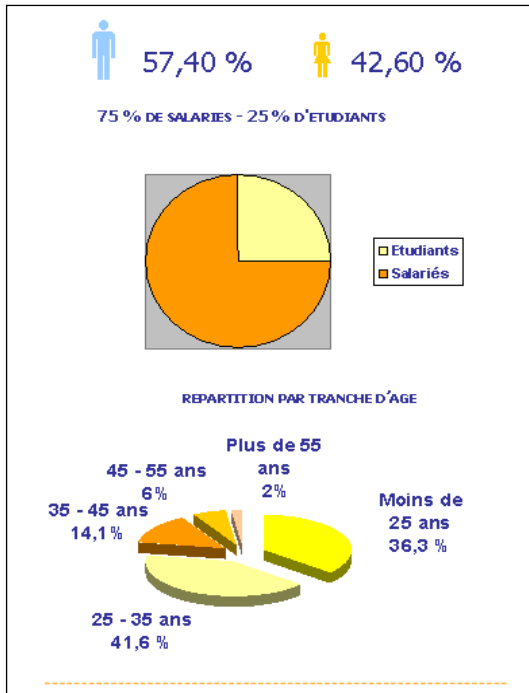
Parmi ceux qui ont déjà coloué ou ceux qui l'envisageraient, les jeunes et les diplômés ont un rapport très « communautaire » à la colocation. Ils aspirent le plus souvent à une colocation avancée, où le colocataire est un ami proche, avec lequel on ne partagera pas uniquement la cuisine et la facture d'électricité, mais une vraie complicité. Une envie qui touche 72 % des 18-24 ans et 55 % chez les bac+3 et plus.

Un avenir prometteur

Au final, entre les inconditionnels et ceux qui n'y ont pas encore goûté, 38 % des Français déclarent que la colocation présente un attrait évident. C'est encore plus vrai pour les Franciliens (53 %). La colocation en France poursuit donc son envolée, et cette nouvelle façon de partager semble promise à un bel avenir.

Qui sont les colocataires sur appartager.com ?

(Source Appartager.com : profil des inscrits sur le site Appartager.com lors de la réalisation de l'étude Ipsos – Juillet 2006)



Fiche Technique

Dates du terrain : Les 21 et 22 juillet 2006. Echantillon : 577 personnes âgées de 18 à 50 ans, issues d'un échantillon national représentatif de la population française. METHODE : Echantillon interrogé par téléphone - Méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région.

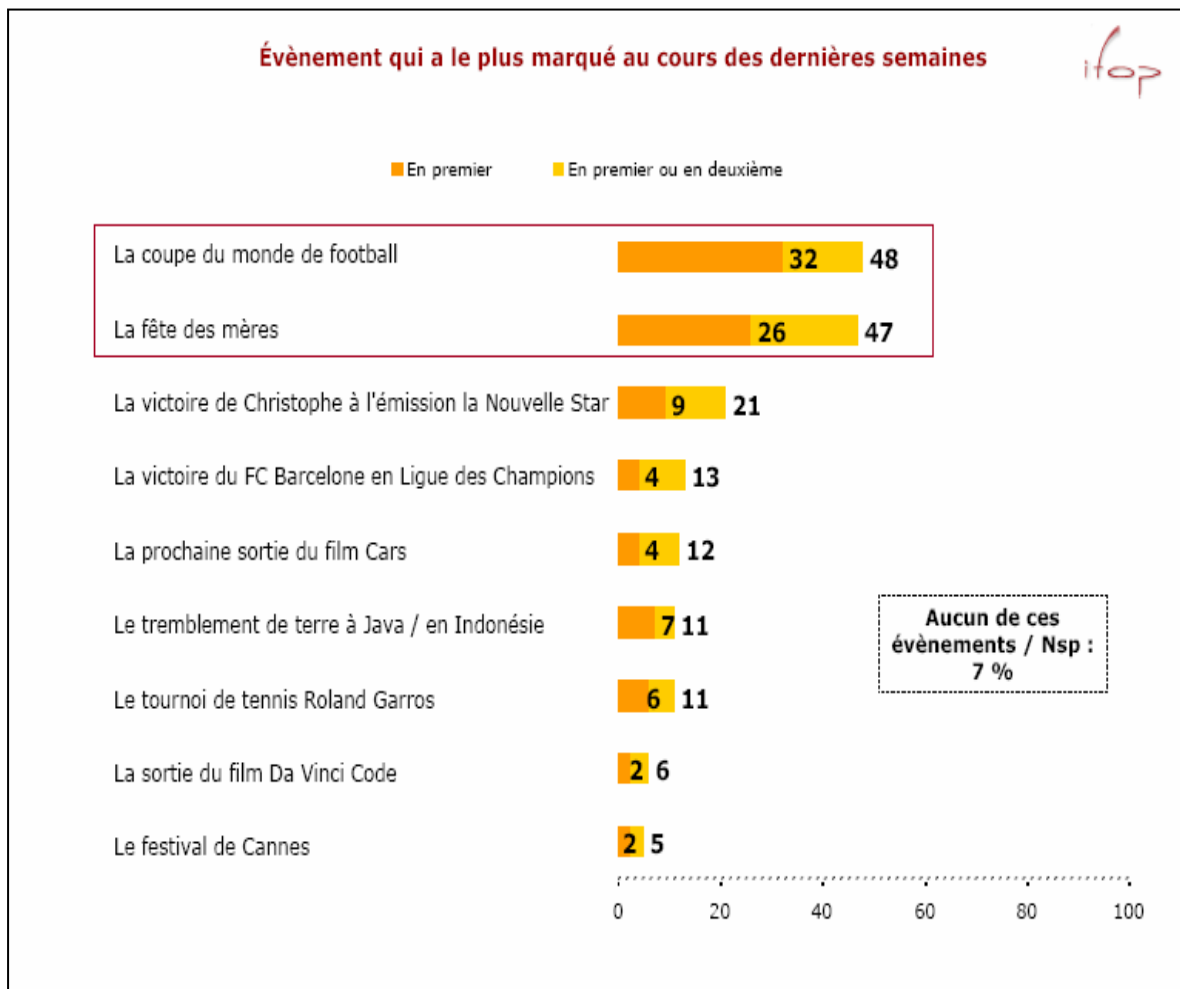
Les enfants et les grandes vacances

IFOP - Juin 2006
Gulli TV - Télé 7 jours

Dans le cadre de son lancement, la chaîne de télévision *GULLI TV* a souhaité mettre en place en partenariat avec *Télé 7 Jours*, un sondage auprès d'enfants âgés de 8 à 12 ans.

Les thèmes abordés, dans ce 5ème point, sont les événements d'actualité qui ont le plus marqué les dernières semaines et le comportement des enfants pendant les grandes vacances :

- face à la télévision
- à l'égard de leur objet indispensable



Évènement qui a le plus marqué au cours des dernières semaines

- Selon le sexe et l'âge de l'enfant -

- « En premier » -

Bases : Enfants âgés de 8 à 12 ans

	Garçons	Filles	8-10 ans	11-12 ans
100%=	100	100	100	100
	%	%	%	%
La coupe du monde de football	50	14	27	37
La fête des mères	11	42	30	22
La victoire de Christophe à l'émission la Nouvelle Star	2	17	11	8
Le tremblement de terre à Java / en Indonésie	8	6	7	7
Le tournoi de tennis Roland Garros	9	4	8	5
La victoire du FC Barcelone en Ligue des Champions	7	2	6	3
La prochaine sortie du film Cars	4	4	5	3
La sortie du film Da Vinci Code	2	2	-	4
Le festival de Cannes	2	1	-	3
Aucun de ces événements / Je ne sais pas	5	8	6	7

Évènement qui a le plus marqué au cours des dernières semaines

ifop

- Selon le sexe et l'âge de l'enfant -

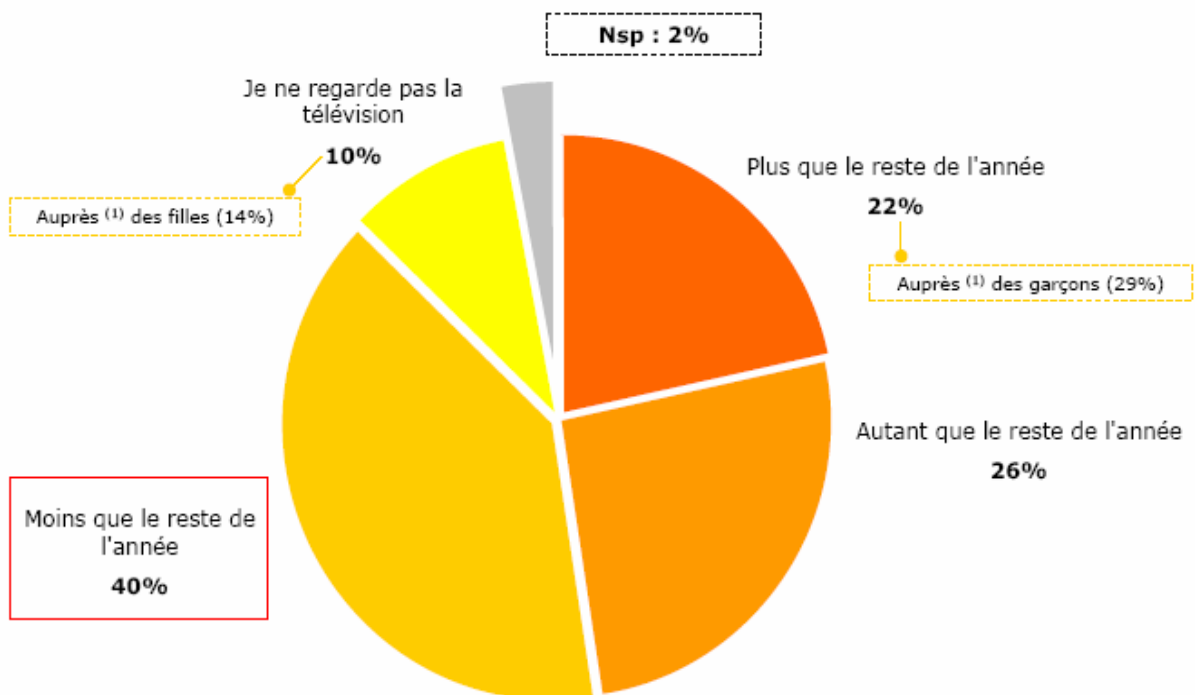
- « En premier ou en deuxième » -

Bases : Enfants âgés de 8 à 12 ans

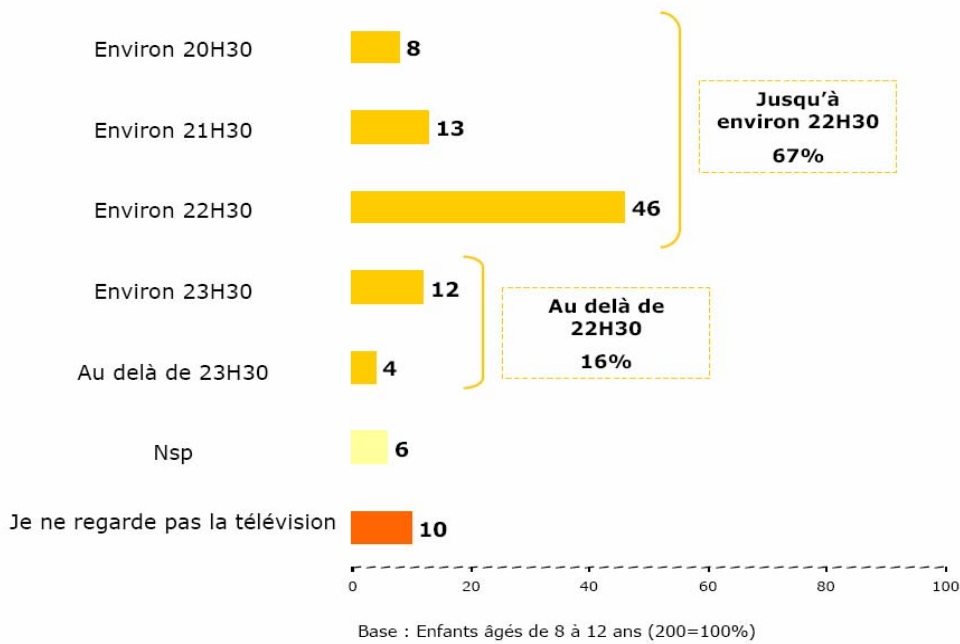
	Garçons	Filles	8-10 ans	11-12 ans
100%=	100	100	100	100
	%	%	%	%
La coupe du monde de football	71	25	42	54
La fête des mères	29	66	55	40
La victoire de Christophe à l'émission la Nouvelle Star	9	33	23	19
La victoire du FC Barcelone en Ligue des Champions	21	4	11	14
La prochaine sortie du film Cars	17	7	15	9
Le tournoi de tennis Roland Garros	17	6	12	11
Le tremblement de terre à Java / en Indonésie	12	11	13	10
La sortie du film Da Vinci Code	5	6	2	9
Le festival de Cannes	2	8	1	9
Aucun de ces événements / Je ne sais pas	5	8	6	7

Temps passé à regarder la télévision pendant les grandes vacances

ifop

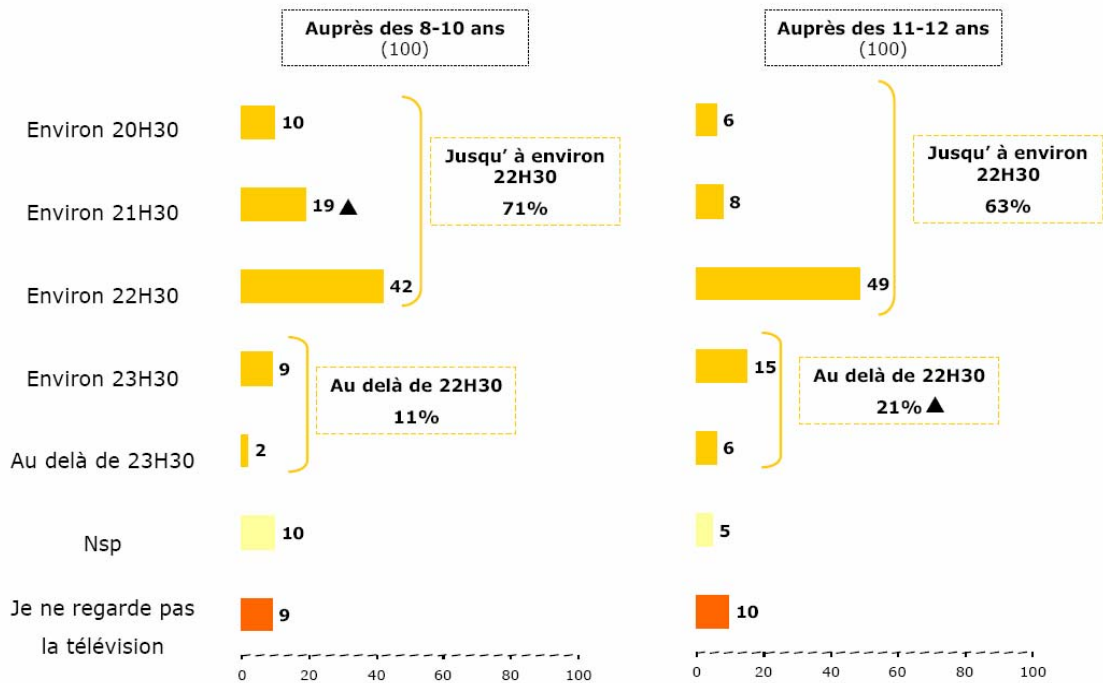


Heure autorisée par les parents pour regarder la télévision pendant les grandes vacances ifop



Heure autorisée par les parents pour regarder la télévision pendant les grandes vacances ifop

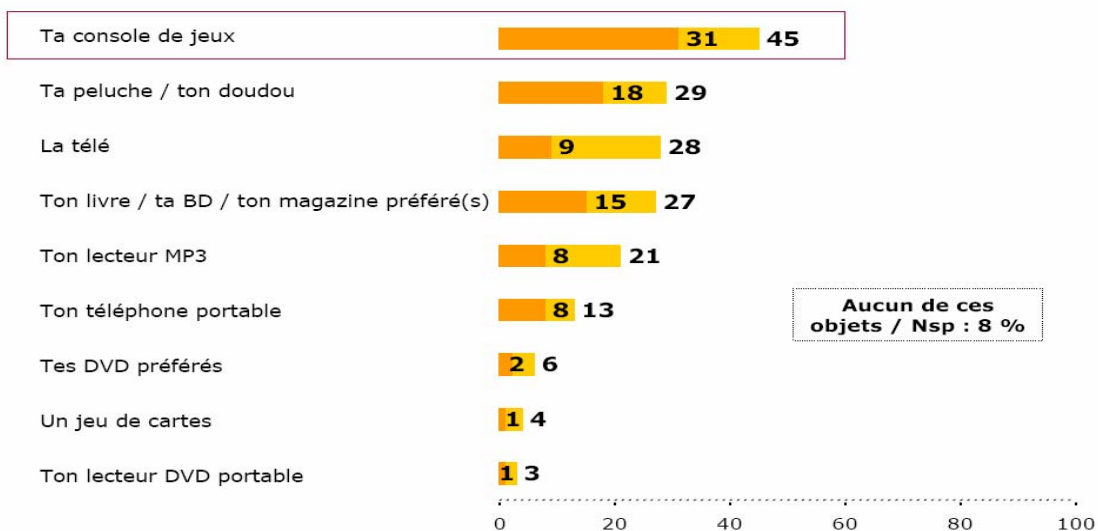
- Selon l'âge de l'enfant -



Objet dont l'enfant ne peut se passer pendant les grandes vacances

ifop

■ En premier ■ En premier ou en deuxième



Objet dont l'enfant ne peut se passer pendant les grandes vacances

ifop

- Selon le sexe et l'âge de l'enfant -

- « En premier » -

Bases : Enfants âgés de 8 à 12 ans

	Garçons	Filles	8-10 ans	11-12 ans
100% =	100	100	100	100
	%	%	%	%
Ta console de jeux	45	17	26	36
Ta peluche / ton doudou	17	19	23	13
Ton livre / ta BD / ton magazine préféré(s)	7	23	20	10
La télé	6	12	11	7
Ton téléphone portable	5	11	2	14
Ton lecteur MP3	9	6	6	9
Tes DVD préférés	2	1	1	2
Un jeu de cartes	1	1	2	-
Ton lecteur DVD portable	1	-	-	1
Aucun de ces objets / Je ne sais pas	7	10	10	7

(-) : Non cité

Objet dont l'enfant ne peut se passer pendant les grandes vacances



- Selon le sexe et l'âge de l'enfant -

- « En premier ou en deuxième » -

Bases : Enfants âgés de 8 à 12 ans

	Garçons	Filles	8-10 ans	11-12 ans
100%=	100	100	100	100
	%	%	%	%
Ta console de jeux	66	24	41	49
Ta peluche / ton doudou	24	34	36	21
La télé	30	26	29	27
Ton livre / ta BD / ton magazine préféré(s)	21	33	31	22
Ton lecteur MP3	16	25	13	29
Ton téléphone portable	9	16	3	22
Tes DVD préférés	5	7	8	4
Un jeu de cartes	3	6	6	3
Ton lecteur DVD portable	5	-	1	4
Aucun de ces objets / Je ne sais pas	7	10	10	7

Etude N° 78716 - Sondage Gulli TV - Télé 7 jours (vague 5) - Juin 2006

Q6-Q7. Evénement qui a le plus marqué les dernières semaines (fin mai - début juin)

En premier

- Base : Enfants âgés de 8 à 12 ans -

	TOTAL	Sexe		Age	
		Garçon	Fille	8 - 10 ans	11 - 12 ans
ENSEMBLE	200 100% 100%	100 100% 50%	100 100% 50%	100 100% 50%	100 100% 50%
La coupe du monde de football	64 32% 100%	50 50% 78% +++	14 14% 22% ---	27 27% 43% ---	37 37% 57% ---
La fête des mères	53 26% 100%	11 11% 21% ---	42 42% 79% +++	30 30% 58% ---	22 22% 42% ---
La victoire de Christophe à l'émission la Nouvelle Star	19 9% 100%	2 2% 11% ---	17 17% 89% +++	11 11% 57% ---	8 8% 43% ---
Le tremblement de terre à Java / en Indonésie	14 7% 100%	8 8% 57% ---	6 6% 43% ---	7 7% 49% ---	7 7% 51% ---
Le tournoi de tennis Roland Garros	13 6% 100%	9 9% 70% ---	4 4% 30% ---	8 8% 61% ---	5 5% 39% ---
La victoire du FC Barcelone en Ligue des Champions	9 4% 100%	7 7% 78% +	2 2% 22% -	6 6% 66% ---	3 3% 34% ---

Q8. Temps passé à regarder la télévision pendant les grandes vacances

- Base : Enfants âgés de 8 à 12 ans -

	TOTAL	Sexe		Age	
		Garçon	Fille	8 - 10 ans	11 - 12 ans
ENSEMBLE	200 100% 100%	100 100% 50%	100 100% 50%	100 100% 50%	100 100% 50%
Plus que le reste de l'année	44 22% 100%	29 29% 66% ++	15 15% 34% --	20 20% 44%	24 24% 56%
Autant que le reste de l'année	51 26% 100%	23 23% 45%	28 28% 55%	25 25% 50%	26 26% 50%
Moins que le reste de l'année	80 40% 100%	40 40% 50%	40 40% 50%	41 41% 51%	39 39% 49%
Je ne regarde pas la télévision	19 10% 100%	5 5% 27% --	14 14% 73% ++	9 9% 46%	10 10% 54%
Nsp	6 3% 100%	3 3% 50%	3 3% 50%	5 5% 83%	1 1% 17%

Q9. Heure autorisée par les parents pour regarder la télévision pendant les grandes vacances

- Base : Enfants âgés de 8 à 12 ans -

	TOTAL	Sexe		Age	
		Garçon	Fille	8 - 10 ans	11 - 12 ans
ENSEMBLE	200 100% 100%	100 100% 50%	100 100% 50%	100 100% 50%	100 100% 50%
Jusqu'à environ 22H30	134 67% 100%	64 64% 48%	70 70% 52%	71 71% 53%	63 63% 47%
Environ 20h30	16 8% 100%	7 7% 44%	9 9% 56%	10 10% 62%	6 6% 38%
Environ 21h30	27 13% 100%	10 10% 37%	17 17% 63%	19 19% 70%	8 8% 30%
Environ 22h30	91 46% 100%	47 47% 52%	44 44% 48%	42 42% 46%	49 49% 54%
Au delà de 22H30	32 16% 100%	24 24% 75%	8 8% 25%	11 11% 33%	21 21% 67%
Environ 23h30	24 12% 100%	16 16% 67%	8 8% 33%	9 9% 37%	15 15% 63%
Au-delà de 23h30	8 4% 100%	8 8% 100%	0 0% 0%	2 2% 24%	6 6% 76%

horizontal, Seuils de significativité 99% 95% 90%

Q11-Q12. Objet dont l'enfant ne peut se passer pendant les grandes vacances

En premier

- Base : Enfants âgés de 8 à 12 ans -

	TOTAL	Sexe		Age	
		Garçon	Fille	8 - 10 ans	11 - 12 ans
ENSEMBLE	200 100% 100%	100 100% 50%	100 100% 50%	100 100% 50%	100 100% 50%
Ta console de jeux	62 31% 100%	45 45% 72% +++	17 17% 28% ---	26 26% 43%	36 36% 57%
Ta peluche / ton doudou	36 18% 100%	17 17% 47%	19 19% 53%	23 23% 63% +	13 13% 37% -
Ton livre / ta BD / ton magazine préféré(s)	30 15% 100%	7 7% 23% ---	23 23% 77% +++	20 20% 66% +	10 10% 34% -
La télé	18 9% 100%	6 6% 34%	12 12% 66%	11 11% 60%	7 7% 40%
Ton téléphone portable	16 8% 100%	5 5% 31%	11 11% 69%	2 2% 12% ---	14 14% 88% +++
Ton lecteur MP3	15 8% 100%	9 9% 60%	6 6% 40%	6 6% 39%	9 9% 61%

Q11-Q12. Objet dont l'enfant ne peut se passer pendant les grandes vacances

Au total

- Base : Enfants âgés de 8 à 12 ans -

	TOTAL	Sexe		Age	
		Garçon	Fille	8 - 10 ans	11 - 12 ans
Tes DVD préférés	12 6% 100%	5 5% 42%	7 7% 58%	8 8% 66%	4 4% 34%
Un jeu de cartes	9 4% 100%	3 3% 33%	6 6% 67%	6 6% 66%	3 3% 34%
Ton lecteur DVD portable	5 3% 100%	5 5% 100% ++	0 0% 0% --	1 1% 19%	4 4% 81%
Aucun de ces objets / Je ne sais pas	17 8% 100%	7 7% 41%	10 10% 59%	10 10% 58%	7 7% 42%

Fiche Technique

Dans le cadre de son lancement, la chaîne de télévision **GULLI TV** a souhaité mettre en place en partenariat avec **Télé 7 Jours**, un sondage auprès d'enfants âgés de 8 à 12 ans. Les thèmes abordés, dans ce 5ème point, sont les évènements d'actualité qui ont le plus marqué les dernières semaines et le comportement des enfants pendant les grandes vacances :

- face à la télévision ;
- à l'égard de leur objet indispensable.

Ce sondage a été mené dans le cadre d'une étude on-line ad hoc réalisée par Email et autoadministrée auprès d'un échantillon d'enfants âgés de 8 à 12 ans. Les informations ont été recueillies auprès d'un échantillon de 200 enfants âgés de 8 à 12 ans. Cet échantillon a été structuré selon la méthode des quotas sur le sexe et l'âge de l'enfant : les interviews on-line se sont déroulées du mardi 13 juin 2006 au dimanche 18 juin 2006.

Le budget des Français pour les vacances d'été

SOFRES – Juin 2006

Groupe Casino – L'Hémicycle

A l'approche de la trêve estivale, notre étude réalisée pour le Groupe Casino et L'Hémicycle **s'intéresse** au budget que les Français vont y consacrer cette année, en s'interrogeant sur son évolution par rapport à l'an dernier.

Les Français plutôt enclins à maintenir leur budget vacances

Les Français déclarent majoritairement que leur budget ne sera « ni plus ni moins élevé » que l'an dernier (30 % de citations). Mais un quart d'entre eux voit son budget vacances à la baisse par rapport à l'an dernier (25 % de citations), alors qu'à l'inverse, 14 % déclarent vouloir consacrer à leurs vacances plus d'argent que l'an dernier.

Signalons enfin que 29% des Français, quand on leur pose la question, répondent tout simplement qu'ils n'ont pas l'intention de partir en vacances cette année. Question d'âge : ce sont comme c'est généralement le cas les autres années, les plus âgés (45 % des personnes ayant 65 ans et plus), et les retraités (40 %). Mais c'est aussi une aussi question de revenus : près de la moitié des personnes se situant dans les tranches de revenus les plus basses déclarent également ne pas partir en vacances (56 % pour ceux dont les revenus ne dépassent pas 800 euros pour le foyer, et 43 % pour ceux dont les revenus se situent entre 800 et 1200 euros).

Certaines catégories plus que d'autres ont l'intention de réduire leur budget vacances pour cette année. On y trouve notamment les classes d'âge correspondant aux jeunes actifs (35 %, 10 points de plus que la moyenne), les salariés du secteur public (41 %, 16 points de plus qu'en moyenne), et les foyers intermédiaires (37 % d'intentions de réduction, 12 points de plus qu'en moyenne).

A l'inverse, les plus jeunes (18 à 24 ans) ont, plus qu'en moyenne, l'intention d'accroître leur budget vacances (24 %, 10 points de plus qu'en moyenne). Les salariés du secteur privé (21 %, 7 points de plus qu'en moyenne) et les foyers disposant des revenus les plus élevés (22 %, 8 points de plus que la moyenne) sont également dans cette disposition.

Si l'on compare ces résultats à ceux obtenus en décembre, quand nous avons posé la même question à propos des dépenses de Noël, on peut constater que la structure des réponses est très proche. Les jeunes sont, dans les deux cas, les plus enclins à se projeter dans des niveaux de dépenses supérieurs, ce qui tient sans doute, de manière structurelle et non conjoncturelle, au fait qu'une partie d'entre eux accède au travail rémunéré. Et de la même manière qu'en décembre, on remarque qu'à l'exception des catégories les plus favorisées, les Français sont dans une attitude plutôt prudente en matière de dépenses, se partageant surtout entre restriction et reconduction du budget de l'an dernier. La légère détente que l'on peut donc observer sur le front du pouvoir d'achat, dont on parle moins au profit d'autres thèmes, ne se traduit donc pas pour autant dans les intentions de consommation à court terme.

- Cette année, pensez-vous que globalement le budget que vous allez consacrer à vos vacances d'été sera beaucoup plus élevé, un peu plus élevé, un peu moins élevé, beaucoup moins élevé, ou ni plus ni moins élevé que celui de l'an dernier ?

Beaucoup plus élevé	4
Un peu plus élevé	10
ST Plus élevé	14
Un peu moins élevé	12
Beaucoup moins élevé	13
ST Moins élevé	25
Ni plus ni moins élevé	30
Je ne pars pas en vacances	29
Sans réponse	2

Fiche Technique

Étude réalisée du 7 au 9 juin 2006 pour le **Groupe Casino / L'Hémicycle** auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Rappel de la thématique abordée :

« Si vous partez en vacances cet été, quel budget moyen par personne consacrerez-vous à ces vacances, je dis bien par personne ? »

- Moins de 100 €
- De 100 € A 250 € par pers.
- De 250 € A 500 € par pers.
- de 500 € à 750 € par pers.
- de 750 € à 1 000 € par pers.
- de 1 000 € à 1500 € par pers.
- Plus de 1 500 € par pers
- Je ne partirai pas en vacances
- Pas de budget défini à l'avance
- 0 €

Plus de 2 personnes interrogées sur 10 n'envisagent pas de partir en vacances cet été (24 %)

La proportion des non partants est plus marquée chez :

- Les femmes,
- Les retraités,
- Les 65 ans et plus,
- Les personnes disposant d'un diplôme inférieur au baccalauréat ou sans diplôme,
- Les personnes résidant dans des agglomérations de moins de 100 000 habitants.

1 personne interrogée sur 10 est encore indécise en ce qui concerne son budget vacances d'été

Il s'agit plus particulièrement des 65 ans et plus.

Plus de 6 personnes interrogées sur 10 (65%) ont indiqué un budget vacances pour cet été

Cette proportion est plus marquée (proportion supérieure à la moyenne) chez les :

- 18 – 49 ans,
- actifs,
- franciliens,
- personnes ayant un revenu supérieur à 2 000 €,
- personnes disposant d'un diplôme niveau baccalauréat ou supérieur.

Le budget vacances pour cet été

Parmi les partants, nous pouvons distinguer trois regroupements de budgets : moins de 250 € par personne, de 250 € à 500 € par personne et plus de 500 € par personne.

Les personnes accordant moins de 250€ par personne pour leurs vacances (19%) sont plutôt :

- les 18 – 49 ans
 - les C.S.P. « moins »,
 - les personnes ayant un revenu compris entre 1 500€ et 2 499 €
 - les foyers composés de 4 personnes et +
-

Les personnes accordant de 250€ à 500€ par personne pour leurs vacances (21%) sont plutôt :

- les 18 – 34 ans
 - les C.S.P. « moins », les « autres inactifs »
 - les personnes ayant un revenu compris entre 2 500€ et 2 999 €
 - les personnes ayant pour dernier diplôme un baccalauréat
 - les foyers composés de 3 / 4 personnes
-

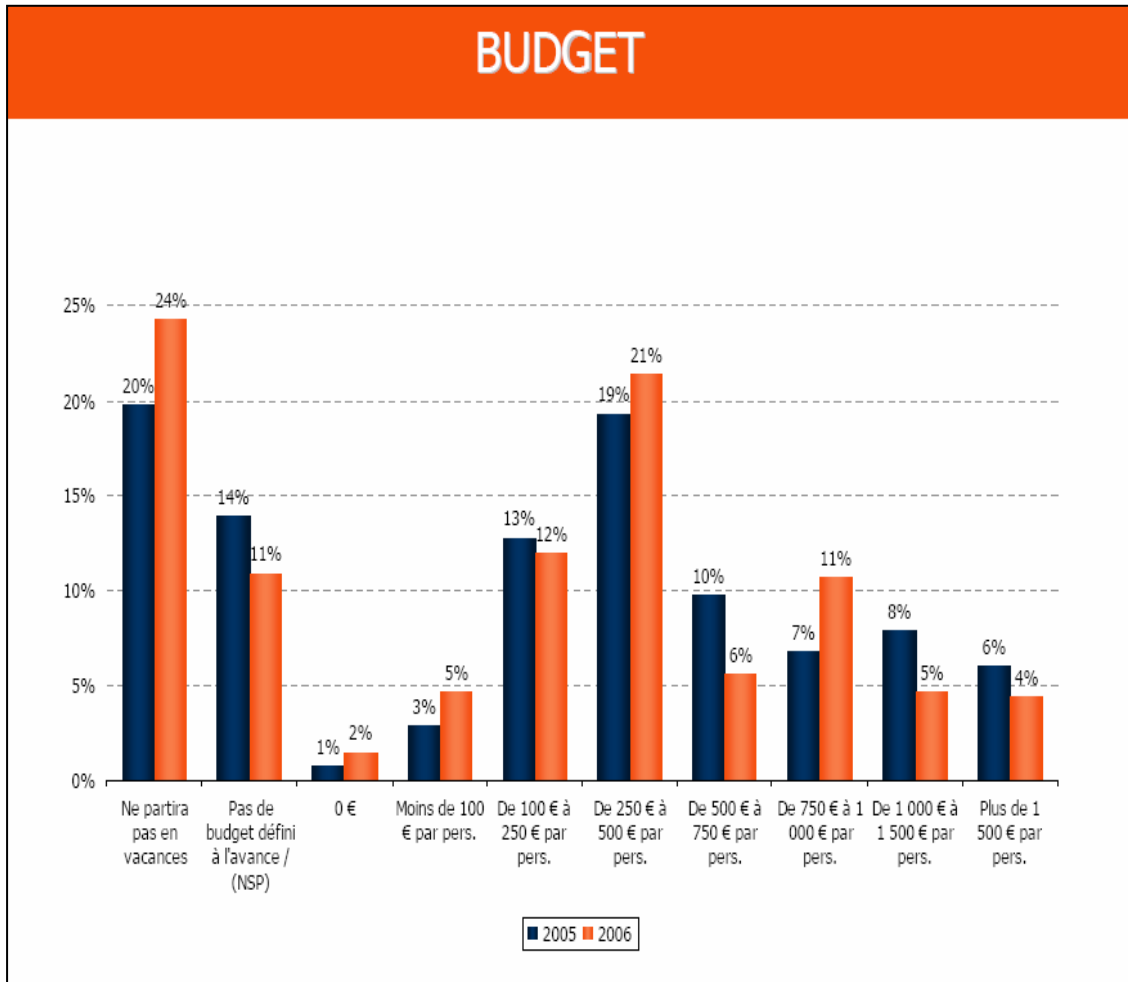
Les personnes accordant plus de 500€ par personne (26%) pour leurs vacances d'été sont plutôt :

- les hommes
- les 50 – 64 ans
- Les C.S.P. « plus » (les artisans, cadres supérieurs, professions libérales...),
- les franciliens
- les foyers ayant un revenu supérieur à 3 000 €
- les personnes ayant pour dernier diplôme un Bac+2 et plus
- les foyers de 2 personnes

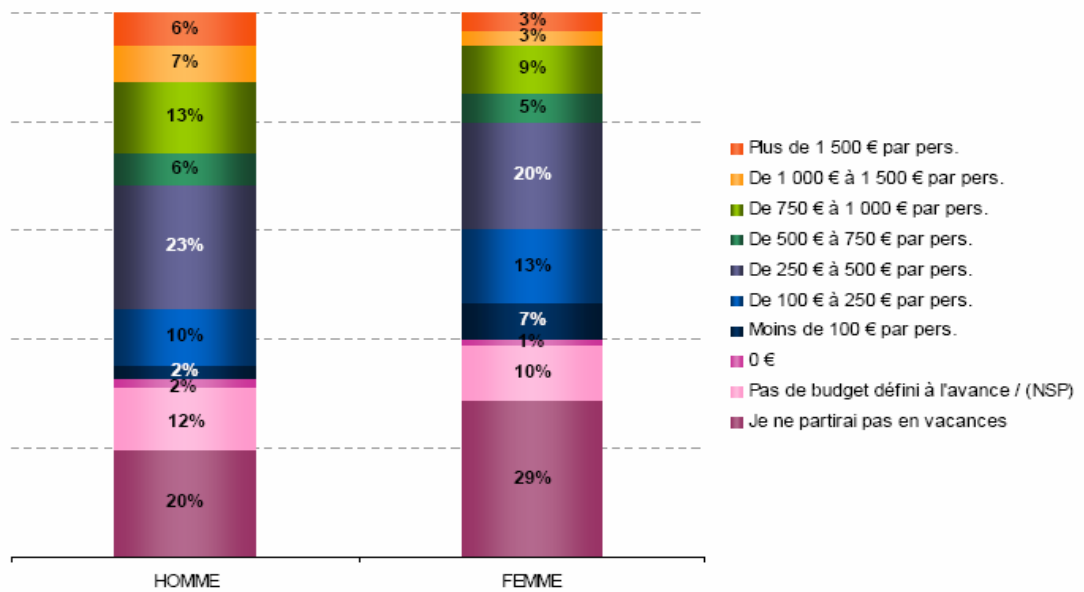
Comparativement à la mesure de l'an dernier...

On constate une légère baisse du budget vacances des Français cet été par rapport à 2005 :

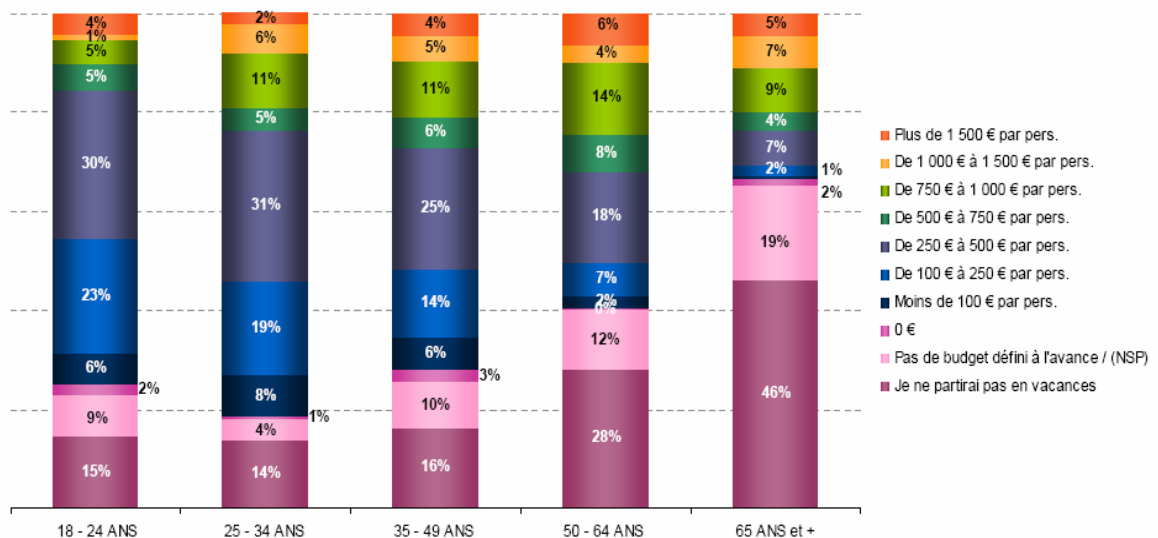
- Si presque autant de Français ont prévu de partir cet été que l'été dernier, ils seront plus attentifs à leur budget qui a tendance à baisser :
 - progression des budgets inférieurs à 250 euros (19% vs 17% en 2005)
 - baisse des budgets supérieurs à 500 euros (26 % vs 31 % en 2005).
- De plus, cette année, 24% des personnes interrogées n'envisagent pas de partir en vacances cet été, alors qu'elles n'étaient que 20% dans ce cas en 2005.



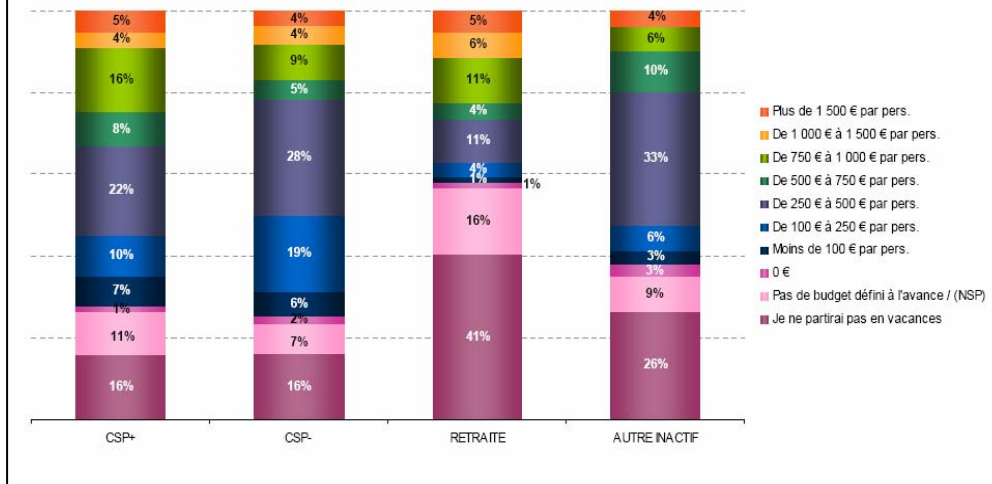
BUDGET x SEXE



BUDGET x AGE



BUDGET x CSP



BUDGET x REGION

	NORD	B.P. EST	B.P. OUEST	OUEST	SUD OUEST	MEDITERRANEE	CENTRE EST	EST	R. PARIS
Ne partira pas en vacances	20%	26%	28%	30%	29%	30%	17%	26%	17%
Pas de budget défini à l'avance / (NSP)	14%	15%	10%	12%	9%	9%	14%	7%	10%
0 €	3%	-	2%	1%	1%	2%	-	2%	2%
Moins de 100 € par pers.	6%	1%	8%	9%	2%	4%	6%	3%	3%
De 100 € à 250 € par pers.	17%	13%	11%	15%	9%	13%	15%	12%	7%
De 250 € à 500 € par pers.	20%	23%	18%	18%	26%	20%	22%	25%	22%
De 500 € à 750 € par pers.	4%	8%	7%	4%	4%	4%	5%	12%	5%
De 750 € à 1 000 € par pers.	12%	9%	11%	5%	11%	9%	10%	8%	18%
De 1 000 € à 1 500 € par pers.	1%	3%	4%	5%	2%	4%	3%	4%	10%
Plus de 1 500 € par pers.	4%	1%	1%	1%	7%	6%	8%	1%	6%

NORD : 59-62

B.P. EST : 02-08-10-21-51-52-58-60-71-80-89

B.P. OUEST : 14-18-27-28-36-37-41 45-50-61-76

OUEST : 16-17-22-29-35-44-49-53-56-72-79-85-86

SUD OUEST : 09-12-19-23-24-31-32-33-40-46-47-64-65-81-82-87

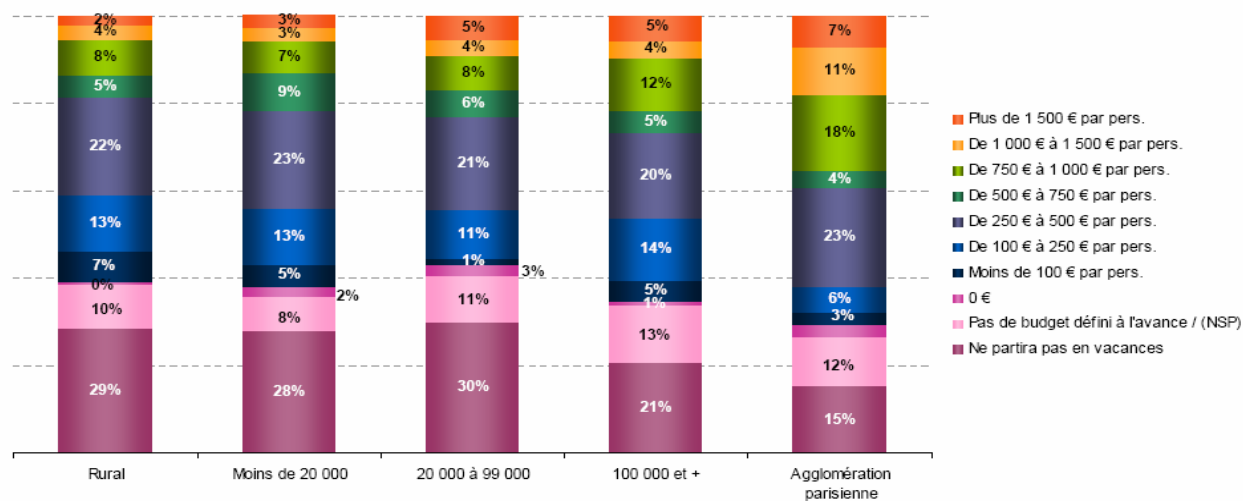
MEDITERRANEE : 04-05-06-11-13-30-34-48-66-83-84

CENTRE EST : 01-03-07-15-26-38-42-43-63-69-73-74

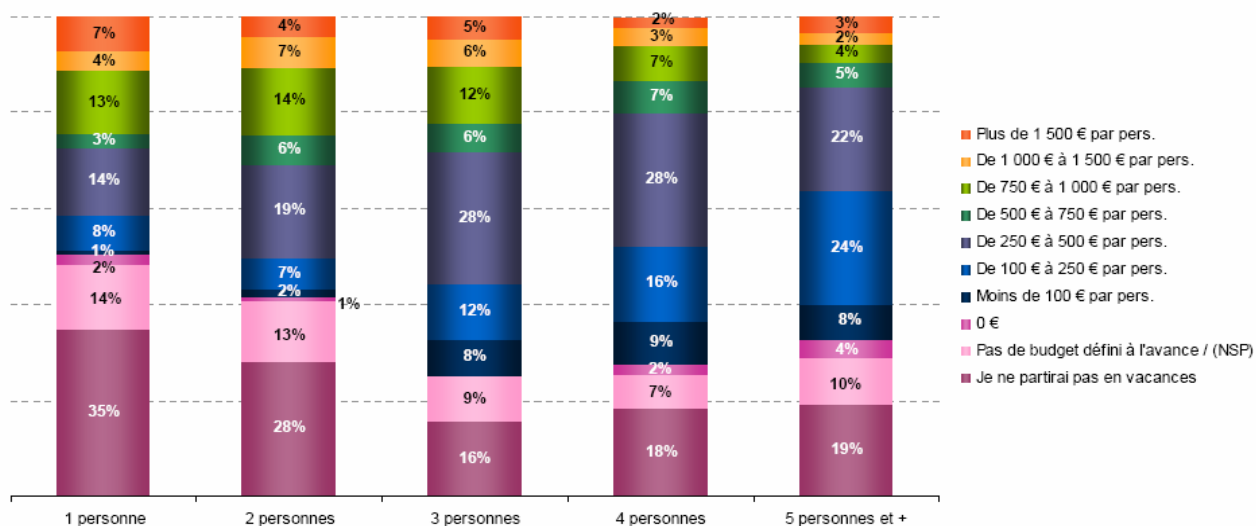
EST : 25-39-54-55-57-67-68-70-88-90

R. PARIS : 75-77-78-91 à 95

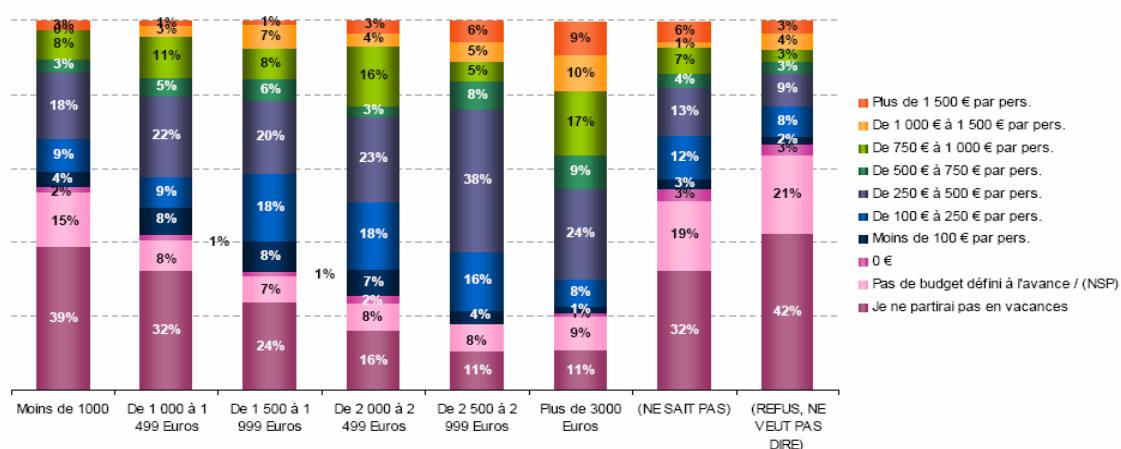
BUDGET x TAILLE D'AGGLOMERATION



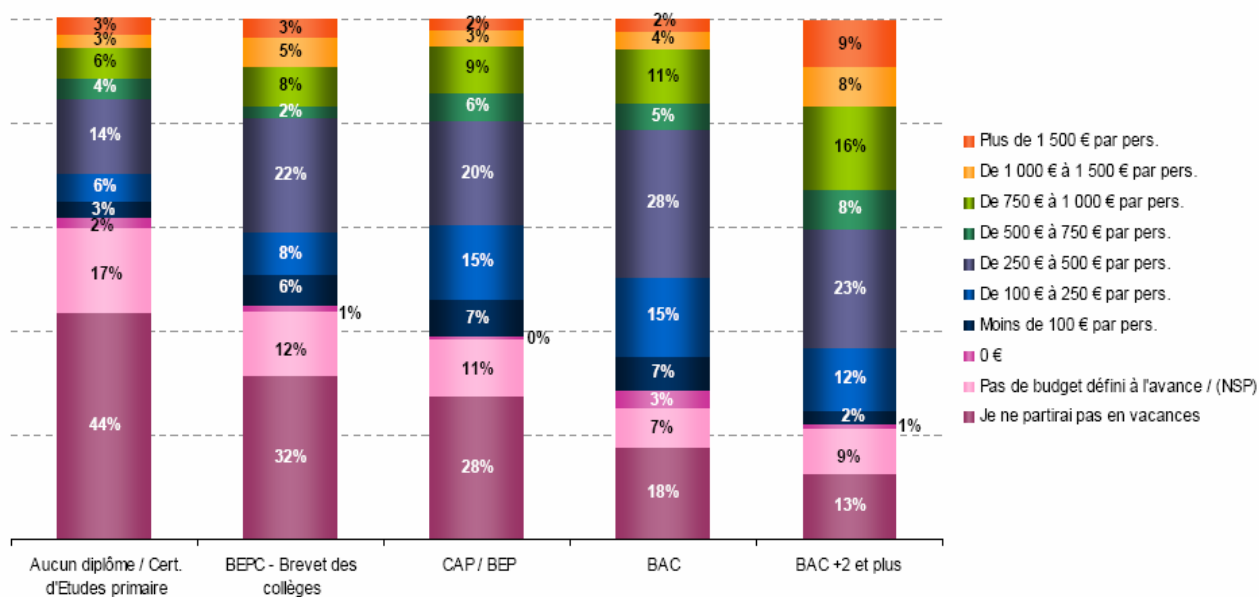
BUDGET x TAILLE DU FOYER



BUDGET x REVENUS



BUDGET x DIPLOME



Fiche Technique

B.V.A. a réalisé, dans le cadre de son enquête périodique OMNITELÒ, un sondage par téléphone auprès d'un échantillon national représentatif des hommes et des femmes âgés de 18 ans et plus. Ce document présente l'ensemble des résultats ventilés selon les critères suivants : le sexe, l'âge, la catégorie socio - professionnelle du chef de famille, la région, la catégorie de commune, les revenus mensuels du foyer. Dates de terrain : 956 personnes ont été interrogées les 21 et 22 avril 2006 au sujet du budget de leurs vacances d'été.